

L'empoisonnement des Indiens

Etrange disparition de 8 tonnes de mercure

par Guy Rochette

La compagnie Domtar de Lebel-sur-Quévillon se dit incapable de retrouver la trace de plus de huit tonnes de mercure. 16,500 livres de mercure auraient en effet disparu de ses réserves sans qu'elle sache, dit-elle, où elles se trouvent présentement.

Cette incroyable révélation, confirmée par les autorités fédérales, jette une lumière encore plus intense sur le terrible dossier de l'empoisonnement et de la contamination de Indiens Cris de la région de Matagami. Elle souligne aussi toute l'importance que revêt l'enquête menée par le ministère des Richesses naturelles et dont LE JOUR révélait l'existence dans son édition de samedi. Cette enquête vise à déterminer le degré de responsabilité de la compagnie Domtar dans la pollution du système fluvial de la Rivière Bell.

Nos informations, en page 2



Hier midi, à la "place de béton" de la Place Ville-Marie, les grandes et petites gens du centre-ville ont pu à loisir admirer la formation du club le Canadien pour la prochaine saison... et même les assaillir pour noircir leur calepin d'autographes.

Nos informations, page 35

*La
situation
financière
du JOUR*

par Yves Michaud

page 22



*Il est moins
grand, mais
il y en a
plus dedans*

Voir en page 2

Le trésor vietnamien
**On se serait
trompé de
caisses!**

-page 2

Les vins
ANTONIN RODET



sont aussi bons \$3.70
qu'on le dit

Saint-Augustin a véritablement une vocation agricole qui devrait être accentuée affirme le schéma d'aménagement rendu public, hier, par la Communauté urbaine de Québec. En page 11.

Chronique

Dans sa chronique hebdomadaire, l'Association pour la protection des automobilistes (APA) vous dit quoi faire en cas d'accident et aussi comment réclamer des compensations de Ford pour la rouille prématurée.

En page 10

Du beau temps... et des premières neiges

Il fera donc beau dans toutes les régions du Québec aujourd'hui, sauf sur une partie de l'Abitibi et le Nord-Est du Québec.

Au sud de l'Abitibi, de la haute Mauricie au sud du Lac Saint-Jean, le ciel sera souvent couvert dans la journée. Il y aura également un ciel variable entre Chibougamau et le nord du Lac Saint-Jean.

De la neige

Pour Baie-Comeau, Sept-Îles, Rimouski et la Gaspésie, on s'attendait à des chutes de neige la nuit dernière, qui devaient ce matin se transformer en pluie.

Huit tonnes de mercure introuvables à la Domtar

par Guy Rochette

Aussi incroyable que cela puisse paraître les responsables de l'usine de la compagnie Domtar de Lebel-sur-Quévillon se disent incapables de justifier la disparition de 16,500 livres de mercure.

Aussi incroyable que cela puisse paraître encore, c'est la première fois que les autorités gouvernementales obtiennent des chiffres de cette compagnie sur l'utilisation des stocks de mercure. Les grandes déclarations de principe des gouvernements et de la compagnie à l'égard de la santé publique et de la protection de l'environnement en prennent donc, encore une fois, un grand coup.

Le ministère fédéral de l'Environnement vient en effet d'être mis au courant que la compagnie Domtar a acheté 25,000 livres de mercure pour la période allant du 1er mai 1972 au 30 avril 1975. C'est de cette quantité que la compagnie dit ignorer où sont passés les 16,500 livres.

La disparition de plus de huit tonnes de mercure soulève plusieurs hypothèses. D'une part, le calcul qu'effectue la compagnie sur la répartition du mercure utilisé n'est pas conforme à la réalité et, d'autre part, la haute teneur de mercure dite naturelle dans cette région peut bien avoir d'autres sources.

A titre d'exemple,

voyons comme la compagnie Domtar répartit le mercure utilisé pour l'année 1974. La compagnie affirme avoir acheté 6000 livres de mercure cette année là. Les produits du papier en ont absorbé 70 livres, les déchets solides (bétons et ciments) 2000 livres. Le système de la rivière Bell, 97 livres et l'atmosphère 700 livres, estime le rapport

de la Domtar. Un rapide calcul permet donc d'établir à 3133 livres la quantité de mercure manquante pour cette seule année. A Ottawa, certains experts estiment que la majeure partie de cette quantité de mercure s'est perdue dans l'atmosphère.

Si cette hypothèse émise par certains spécia-

listes du gouvernement fédéral est exacte, il faut se souvenir que deux études, l'une effectuée par l'Américain J.H. McCarthy et l'autre par le Canadien J.C. Robbins, affirment que le mercure contenu dans l'air se retrouve au sol après la pluie. On ne sait toutefois pas dans quelle proportion exacte ce mercure est par la suite retenu au sol ou

dans l'eau. Cela indique à quel point le dossier de la pollution par le mercure est "un dossier chaud". L'émission présent national de Radio-Canada diffusera d'ailleurs aujourd'hui une entrevue à ce sujet avec l'un de ces spécialistes, le Dr Léo Buffs, chef du service de la protection de l'environnement à Ottawa.

Le "trésor" vietnamien est entré en douce...

par Robert Lévesque

Quinze caisses arrivées par bateau dans le port de Montréal, il y a 60 jours, et qui n'ont pas encore été réclamées, contiendraient des oeuvres d'art et des documents historiques d'une valeur de près de \$200 millions. Ces trésors auraient été expédiés hors du Vietnam lors de la débâcle d'avril 75 par des membres en fuite du régime déchu du président Thieu.

Hier, devant la Cour fédérale, Me Bernard Mergler, fondé de pouvoirs de la nouvelle République du Sud-Vietnam, a réussi à obtenir une injonction visant à "geler" pour trente jours une cargaison de cinquante caisses arrivées il y a huit

jours et adressées à Mme Doa Ngoc Khanh, de la Ville Mont-Royal.

Ce ne serait cependant pas dans ces cinquante caisses, apprenait LE JOUR hier, que se trouveraient ces trésors vietnamiens, expédiés hors du pays comme un butin appartenant à certains intimes de Thieu. Me Mergler apprenait lui-même d'employés des douanes hier après-midi, que ces trésors seraient plutôt arrivés dans quinze caisses, il y a 60 jours.

Me Bernard Mergler, fondé de pouvoirs de la République du Sud-Vietnam, devra tenter d'obtenir une autre ordonnance de la Cour fédérale (il en a obtenu une

hier) pour tirer au clair l'affaire des trésors vietnamiens qui seraient entrés en douce au port de Montréal. Il croyait d'abord que les trésors expédiés hors du Vietnam se trouvaient dans cinquante caisses arrivées il y a huit jours. Il semble maintenant qu'ils se trouvent dans quinze autres caisses arrivées il y a 2 mois.

Hier, la Cour fédérale émettait une ordonnance, à la demande de Me Mergler, pour que le ministère fédéral du Revenu garde durant trente jours aux douanes du port les cinquante caisses suspectes adressées à Mme Doa Ngoc Khanh de Ville Mont-Royal.

Cependant, apprenait-on hier, ces trésors évalués à près de \$200 millions ne seraient pas dans ces caisses qui pourront être examinées par des experts désignés par les autorités sud-vietnamiennes durant les trente jours de l'ordonnance. Me Mergler, et son assistant Me Claude Melançon, l'ont eux-mêmes reconnu.

Ces quinze autres caisses, dont on ignore cependant le destinataire, n'ont pas encore été réclamées aux douanes du port, rue Youville.

Des premières inspections, a avoué Me Mergler, auraient révélé la présence d'objets de très grande valeur.

Il est moins grand, mais il y en a plus dedans

Nous l'avons appelé LE JOUR parce qu'il nous a semblé que c'était la seule façon de décrire ce qui arrivait au plus jeune de nos quotidiens québécois. Après un an et demi de présentation prestigieuse qui lui a valu les éloges d'un public de choix et le respect des autres média d'information, Le Jour adopte une formule nouvelle qui respecte les efforts de démocratisation qui se font sentir dans tous les secteurs vitaux du Québec. Le Jour, format tabloïd, ira ainsi rejoindre plus de lecteurs, donnera plus d'information sur plus de sujets et répondra plus adéquatement aux besoins actuels.

Le Jour devient donc LE JOUR et le contenant lui-même se modifie radicalement. Le signe n'est pas écrit mais éminemment visuel, ce qui lui confère un dynamisme positif d'entraînement.

Les figures de proue de cette campagne de renouveau, deux noms, deux visages, deux grands Québécois: Félix Leclerc et Yvon Deschamps. D'abord et avant tout, parce qu'ils y croient, et que leur profond nationalisme ne saurait être mis en doute. Félix Leclerc, qui n'a jamais accepté de prêter son nom à quelque campagne que ce soit, a eu la réflexion suivante lorsque nous lui avons demandé de faire celle du Jour et nous le citons: "Tous les Québécois ont le devoir d'aider Le Jour, Moi si on me disait que je vais perdre un morceau de ma terre, je me battrais pour la sauver... Le Jour, c'est la même chose. Ça fait partie de moi ce journal-là, ça fait partie de tous nous autres!" Et Yvon Deschamps pourtant débordé de travail d'ajouter: "On n'a même pas à se poser la question, il faut le faire tout simplement!" Et ces deux grands bonshommes symboles vivants des principales tendances du peuple québécois, Félix... le pionnier, l'homme de la terre et Yvon... le gars de la ville, l'ouvrier déraciné, réunis pour une fois, représentant à nos yeux l'esquisse véritable d'une identité nationale enfin acquise.

Avec Félix... Avec Yvon... soyez des nôtres, nous serons



Conflit de l'amiante

La violence éclate à Thetford

par Jean-François Lisée

collaboration spéciale

Une cinquantaine de mineurs de la région de l'amiante ont bruyamment manifesté lundi leur exaspération après six mois d'une grève stérile. Cette manifestation spontanée qui s'est déroulée dans la soirée de lundi, a débuté au centre d'achats de Thetford pour se poursuivre dans les rues du quartier O'Meara, où habitent plusieurs dirigeants patronaux.

Les manifestants lançaient tomates et bouteilles vers certaines résidences. Selon des observateurs, des vitres auraient été fracassées par ces projectiles. Les principales cibles des mineurs ont été les maisons de MM. Marcel Dorais, de la mine Bell Asbestos, Michael Pruss, de la Carey Canadian et Lionel Piuze, de la mine Lake Asbestos. Ni l'agence Sopeg, agence de policiers privée chargée de surveiller les propriétés

des représentants patronaux, ni les policiers municipaux n'ont pu empêcher la manifestation de suivre son cours. Une auto-patrouille de Sopeg, qui bloquait la route aux manifestants, aurait d'ailleurs été soulevée et déposée sur le trottoir par des grévistes. On rapporte que des poubelles ont été vidées sur les parterres des résidences visées et que l'ami d'un représentant patronal, sorti pour calmer les grévistes, aurait reçu un coup de poing au visage. La tentative d'un officier syndical de mettre un frein aux actions des mineurs a, elle aussi, été vaine. Il serait possible que des manifestations semblables se répètent d'ici peu si on en croit les rumeurs qui circulent dans la ville.

Réactions

Du côté syndical, on dénonce cette manifestation de violence. M. Oliva Lemay de la CSN déclarait au JOUR qu'il aurait préféré que le climat pacifique

qui a prévalu pendant les premiers six mois et demi de grève continue mais il comprend le geste des grévistes puisque, dit-il "il y a des limites à la patience des mineurs".

Chez les Métallos, M.

Roger Genest comprend mal l'action des grévistes qui prend place au moment même où un médiateur spécial tente de rapprocher les parties et où un déblocage semble vouloir survenir. Il a qualifié la manifestation de

lundi de "déplorable" et ajoute "qu'il y a eu de la violence à la United Aircraft et on a vu que ça n'a rien donné". Appelé à décrire la composition du groupe des manifestants M. Genest a affirmé qu'il y

avait surtout "une petite gang d'extrémistes" qui menait le bal.

Il s'agit de la première manifestation violente à avoir lieu à Thetford depuis le 18 mars, date du début de la grève.



Audiences du CRTC

Mutuel, Télémedia et TVA comparaisent

par Jean-Pierre Tadros

C'est cet après-midi, en principe, que le Conseil de la radio-télévision canadienne (CRTC) devrait entendre les demandes de renouvellement de licence déposées par les réseaux radiophoniques Radio Mutuel et Télémedia ainsi que par le réseau de télévision TVA.

C'est hier, au Holiday Inn de la rue Sherbrooke, à Montréal qu'ont débuté les audiences publiques du CRTC. En l'absence de M. Harry Boyle, président du CRTC depuis que Pierre Juneau est devenu ministre des Communications,

c'est M. Réal Thérien qui préside ces audiences.

Plusieurs demandes ont déjà été entendues, la plus attendue de la journée ayant été celle de Câblevision National. Elle demande en effet des réajustements tarifaires qui augmenteraient les abonnements mensuels d'un dollar.

Les Communications de Matane Inc. (Jacques Brunelle, Jean-Marc Chouinard, Bertrand Rioux et Kenneth Gagné) ont présenté une demande en vue de modifier la licence de radiodiffusion du poste CHRC de Matane qui leur permettrait de changer l'emplacement de l'antenne.

Les frères Béland condamnés à 15 ans

par Robert Lévesque

Les deux hommes d'affaires de Drummondville qui avaient été accusés de l'enlèvement et de la séquestration de Mme Léna Blanchet, le 24 juin dernier à Sherbrooke, ont été condamnés, hier, à quinze ans de prison chacun.

C'est le juge Bernard Turmel, au Palais de Justice de Sherbrooke, qui a prononcé ces sentences, hier, devant les deux accusés, Fernand Béland, 37 ans, et son frère Jean-Marc, 25 ans.

Fernand Béland, ancien propriétaire de l'usine de motoneiges Skiroule, de Wickham, millionnaire ruiné, avait enlevé, en compagnie de son jeune frère, Mme Léna Blanchet, une sexagénaire de Rock Forest, et l'avait séquestré durant cinq jours en demandant une rançon de un million à sa famille.

C'est dans une maison de ferme de Saint-Guillaume, près de Drummondville, que l'on avait retrouvé Mme Blanchet, l'épouse d'un industriel de la margarine à Sherbrooke.

Quand on a du caractère, les autres le sentent bien...



Avis: Santé et Bien-être social Canada considère que le danger croît avec l'usage—éviter d'inhaler. Moyenne par cigarette: goudrons 12 mg, nicotine 0.8 mg.

Pour vivre normalement au Québec

"Sauvons notre langue"

**REDONNONS AU QUÉBEC
SON VRAI VISAGE FRANÇAIS**

AIDEZ-NOUS À VOUS AIDER

***DEVENEZ MEMBRE DE SOUTIEN DU
MOUVEMENT QUÉBEC FRANÇAIS***

***AGISSEZ MAINTENANT !
DEMAIN PEUT ÊTRE TROP TARD !***

ENVOYEZ VOTRE \$2.00 AUJOURD'HUI MÊME



()

NOM: _____

ADRESSE: _____

VILLE: _____ CTÉ: _____

CARTE DE MEMBRE: _____ MONTANT TOTAL: _____

Adresser le tout à: **MOUVEMENT QUÉBEC FRANÇAIS**
1182 boul. St-Laurent, Montréal, Qué.

Qu'on nous donne une loi claire pour les futurs immigrants...

- le Parti québécois



par Pierre Sormany

Le Parti québécois est revenu à la charge hier contre la loi 22, et "l'effondrement honteux" du gouvernement Bourassa qui lui accorde, comme prévu, l'interprétation la plus défavorable à la francisation du Québec.

Mais adoptant une position qui se rapproche de celle, exprimée la semaine dernière par l'éditorialiste de la Gazette (René Lévesque a, bien sûr, dit l'inverse), le PQ vient de clarifier nettement sa position sur le problème de la langue française.

"Le fondement de notre programme, a soutenu M. Lévesque, c'est un traitement équitable pour tous

ceux qui viendront au Québec, les futurs immigrants... Si on réussit cela, si on scelle ainsi le sort du français pour les années à venir, on est prêt à se montrer très conciliant avec les cas qui se posent au présent".

Beaucoup moins que la solution Garneau, qui semble n'être aux yeux des porte-parole du Parti québécois qu'une "confirmation de ce que nous savions déjà", c'est donc à nouveau à la loi 22 en tant que telle, qu'on s'en prend. "Au lieu du fouillis contradictoire et déprimant que constitue la loi 22 (...), il y a moyen d'être clair".

Exigence de clarté, donc, pour le Parti québécois. A partir de là, "si l'on assure l'avenir en termes très clairs, commente-

ra Jacques Yvan Morin, chef de l'Opposition officielle, reprenant l'idée de René Lévesque, on pourrait assouplir considérablement l'interprétation des cas présents, chercher des solutions humaines".

"Il y aura toujours des imperfections dans une loi, ajoute Lévesque. Il y aura toujours des ficelles qui dépasseront. Mais avec une loi claire, pour l'avenir, et avec une volonté ferme de devenir "aussi français que L'Ontario est anglophone", on pourra cesser d'être jésuitique, de s'amuser à chercher les ficelles qui pendent, et de prendre plaisir à les tirer une à une.

Voir la déclaration intégrale en page 21.

Le PQ réitère sa position: Pour faire l'indépendance, il faut prendre le pouvoir

P.S. - Devant la reprise récente du débat "interne" sur la voie d'accès à l'indépendance (référendum ou pas ?), l'Exécutif national et l'Aile parlementaire du parti québécois ont présenté hier à la presse une déclaration conjointe qui se voulait "clarificatrice".

En fait, la déclaration lue par René Lévesque, président du parti, ne fait que reprendre la position déjà adoptée majoritairement lors du dernier congrès. Clarificatrice, elle ne l'est qu'en autant que le programme l'est lui aussi. D'ailleurs, en conférence de presse, on s'est attardé plus à remettre les critiques actuelles dans leur juste perspective qu'à expliciter la position "officielle".

"Dans un parti où le programme est un élément vital, et non pas un simple document "élastique", il est normal que les gens qui sont en désaccord sur certains points luttent avec acharnement pour faire passer leur point de vue".

Mais Lévesque ajoute que la proposition sur le référendum, au dernier congrès, n'a été contestée au congrès, que par environ 30% des membres. "Dans tous les congrès, même les plus démocratiques, les éléments d'opposition tendent toujours à être sur-représentés. Un

sondage interne nous confirmait alors que environ 85 pour cent des membres appuyaient la proposition... Aujourd'hui, cela a sans doute augmenté. On pourrait dire que, sans doute, 90% des militants du parti sont en accord avec la résolution votée l'an passé.

En bref, la position du PQ se résume donc ainsi: le parti a été fondé pour libérer le Québec de sa dépendance économique et politique. C'est là la première raison d'être du PQ, et elle ne saurait même pas être mise temporairement en veilleuse. Mais pour y arriver, il fallait franchir certaines étapes. En 1970, il fallait se faire prendre au sérieux. En 1973, il fallait éliminer du décor certaines "nuisances", principalement l'Union nationale, et devenir ainsi la solution de rechange. A la prochaine élection (en 1976, croit-on au PQ), il faudra vaincre les libéraux, et prendre le pouvoir.

Pour les dirigeants du PQ, l'étapisme que certains "chique-guenilles" s'acharnent à dénoncer se résume à cela: l'évidence qu'il faut d'abord prendre le pouvoir. Mais il est clair, précise-t-on dans la déclaration rendue publique hier, qu'il faudra s'assurer de l'appui des Québécois, si jamais le fédéral refuse d'engager des

négociations sérieuses...

"Il est donc clair, dans quelque hypothèse que ce soit, que le PQ emploiera le pouvoir en vue de réaliser démocratiquement l'indépendance".

SCRIBEC

45 est, rue Jarry, Montréal

387-2486

Secrétariat
Dactylographie
Impression

Photocopie Xerox

1-4	11¢
5-10	8¢
11-16	7¢


copies du même original

17-30	6¢
31-49	5¢
50-70	4¢

Format légal et papier couleur: 20% en sus
Réduction à partir de 14" x 18"

Impression offset

Copies	8 1/2 x 11"	8 1/2 x 14"
100	3.50	4.35
200	4.65	5.35
300	5.85	7.30
400	7.00	9.20
500	8.15	10.20
1000	11.70	14.60
5000	49.00	61.75



685 Cathcart, 4e étage
Montréal, P.Q.
Tél.: (514) 866-5393

CENTRE

ORGANISME

SERVICES

EQUIPE

de formation et d'aide technique "FLEXIBLE" au point de vue GÉOGRAPHIQUE ANDRAGOGIQUE ORGANISATIONNEL

privé sans but lucratif

d'analyse des besoins de formation
d'élaboration de programmes de formation
de développement de contenu
de réalisation de programmes de formation
d'évaluation de programmes de formation
d'aide technique dans chacun des secteurs mentionnés plus bas

multidisciplinaire oeuvrant dans les domaines suivants:

GÉNIE INDUSTRIEL
PLANNING & CONTRÔLE DE LA PRODUCTION
GESTION DU MATÉRIEL
RELATIONS INDUSTRIELLES
GESTION DE LA FORMATION
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
CONTRÔLE DE LA QUALITÉ
PRÉVENTION DES PERTES DUES AUX ACCIDENTS

devenez un lecteur

un nouveau concours

dès lundi 13 octobre



le mercredi 8 octobre 1975, LE JOUR

Avec le blâme des commissions scolaires, Garneau se retrouve seul avec sa solution

par Pierre Tanguay

On a lancé hier une grosse pierre dans le jardin du ministre de l'Éducation, M. Raymond Garneau. Le mouvement de protestation qui a suivi l'annonce, la semaine dernière, de sa solution au problème linguistique de St-Léonard a en effet pris hier une ampleur inattendue avec le blâme sévère que vient de lui servir la Fédération des commissions scolaires Québec.

La Fédération qui regroupe toutes les commissions scolaires catholiques du Québec et qui à ce titre est l'un des acteurs principaux dans le monde de l'éducation, a fait parvenir une lettre au ministre Garneau dans laquelle elle le blâme pour "avoir contourné la

loi 22 par un subterfuge qui ne fait que retarder la solution du problème de l'intégration dans ses écoles françaises des élèves dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français".

Avec cette dernière condamnation de la politique linguistique du ministre Garneau et du gouvernement Bourassa, le ministre de l'Éducation se retrouve pratiquement sans aucun allié de poids francophone dans le domaine de l'éducation.

On sait que depuis la semaine dernière, la solution Garneau qui vise à intégrer aux classes anglaises de la commission Jérôme-Le Royer tous les élèves italiens qui ont réussi les tests d'aptitude linguistique, a soulevé un tollé de protestations.

De nouveaux incendies

Alors qu'à Montréal on attendait les derniers développements dans la guérilla judiciaire de parents italiens de St-Léonard, en banlieue, à Chambly plus précisément, les commissaires de la régionale devaient se prononcer sur un cas qui risque peut-être de soulever autant de controverses que Jérôme-Le Royer.

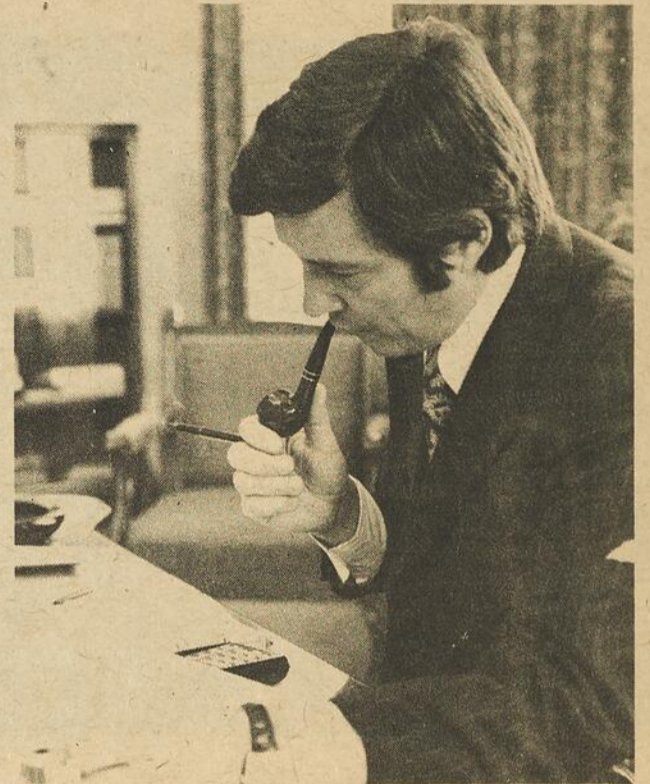
Les commissaires se prononçaient hier soir sur le principe d'un élargissement du contingentement de cette commission régionale afin de permettre l'intégration dans ses classes anglaises de 21 étudiants, en majorité francophones, qui ont passé avec succès les tests d'aptitude linguistique.

La commission a

déjà refusé d'admettre dans ses classes anglaises 16 étudiants francophones qui avaient réussi les tests parce que ceux-ci avaient toujours fréquenté l'école française.

Dans le cas des 21, le directeur-général de la régionale de Chambly, M. Robert Belle-Isle, avoue que pédagogiquement il verrait d'un bon oeil leur intégration aux classes anglaises puisque ces étudiants francophones rappellent - le, viennent de l'extérieur et qu'ils ont fait leurs dernières années scolaires dans des institutions anglaises.

M. Belle-Isle affirme cependant que la décision des commissaires a aussi des implications politiques et légales et il préfère donc les laisser se prononcer sans faire de recommandation préalable.



Un ministre qui se retrouve sans allié de poids francophone...

Castonguay aimerait que le PQ abandonne l'option indépendantiste

QUEBEC PC - S'il n'abandonne pas son option indépendantiste, le Parti québécois va contribuer à perpétuer la présence des libéraux à Québec.

C'est l'opinion exprimée par l'ex-ministre des Affaires sociales, M. Claude Castonguay, dans une entrevue publiée, mardi, dans le quotidien Le Soleil.

M. Castonguay, qui

s'est retiré de la politique active en 1973, estime que ce n'est pas en créant une troisième force, qui ne "servirait qu'à brouiller les cartes", qu'on pourra remplir le vacuum politique au Québec.

"C'est quand le Parti québécois aura compris, a-t-il souligné, qu'il ne pourra pas prendre le pouvoir avec l'option indépendantiste ou

que ce n'est pas ce que les gens désirent. Il me semble qu'il appartient aux péquistes de faire en sorte qu'on présente de nouveau à la population une solution qui apparaît acceptable".

Faisant visiblement allusion à une récente déclaration de M. Claude Morin, qui a suggéré que le parti mette l'accent sur l'urgence de remplacer le gouver-

nement Bourassa, sans pour autant abandonner l'indépendance, l'ex-ministre libéral a reconnu que le PQ essayait de faire un virage.

Toutefois, ce virage est loin d'être assez clair pour permettre de changer sensiblement la position électorale du Parti québécois, soutient M. Castonguay.

Quant à l'introduction du mécanisme du référendum dans les étapes de l'accession à l'indépendance, il est d'avis qu'il s'agit d'un genre de subtilité qui n'intéresse pas un grand nombre de citoyens.

Par ailleurs, l'ancien ministre estime que la présence de l'option indépendantiste sur l'échiquier politique québécois est loin de faciliter la révision constitutionnelle, contrairement à ce que plusieurs pensent.

"Il y a des espèces de lois aussi en politique. Vous avez un parti qui est indépendantiste. Ça oblige pratiquement à avoir un parti qui se dit passablement favorable au fédéralisme dans sa forme actuelle. Parce que s'il n'arrête pas de dire que ça va mal dans le moment, et bien il donne raison à l'autre".

"Alors, le fait que vous avez un parti indépendantiste pousse à contrepartie plus loin fatalement dans le sens d'une acceptation du statu quo. Ça, pour moi, ça apparaît bien clair".

Une question de langue...

L'uni... bilinguisme

Il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que le Canada devienne bilingue, estime M. Claude Ryan, directeur du Devoir, dans un discours qu'il livrait au congrès de l'Association canadienne des fabricants de matériel électrique. Le bilinguisme demeure un idéal possible dans les secteurs directement régis par le gouvernement fédéral parce qu'Ottawa a les ressources pour le promouvoir.

Mais au Québec, l'unilinguisme est entièrement réalisable, selon M. Ryan, en protégeant la langue française par une législation. "Pendant 20 ans, le Québec a pratiqué une politique d'égalité linguistique. Cependant, des enquêtes scientifiques ont prouvé que les Canadiens français utilisant leur langue maternelle tenaient une position inférieure dans la vie économique de la province".

CFCF talks french

Après de multiples pressions et critiques auxquelles s'étaient ajoutées des accusations de partisanerie, la station radiophonique montréalaise CFCF a décidé hier de relancer le débat sur la loi 22 en ouvrant cette fois ses ondes aux tenants de la francisation du Québec.

La station qui s'est faite le mois dernier le porte-parole d'une partie de la communauté anglophone québécoise a en effet répondu hier à la demande de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et a invité ses représentants à participer à l'émission de ligne ouverte de John Robertson.

Le président du MQF, M. François-Albert Angers, de même que le secrétaire-général de la SSJB-M, le journaliste Gerald Godin, participeront donc demain et vendredi au "John Robertson's Talk Show" sur les ondes de CFCF, de 10 heures à midi. On promet des éclairs et du tonnerre.

Le MNQ en Italie

Le Mouvement national des Québécois (MNQ) agissant cette semaine à titre de représentant du Québec à la troisième conférence des minorités ethniques francophones en Italie, tentera d'amener les délégations des autres pays à se prononcer sur le droit du Québec d'établir lui-même ses politiques en communications et en immigration.

Notre raison d'être: c'est l'indépendance - Charron

QUEBEC PC - "M. Castonguay n'est pas mieux placé que moi ou des membres de l'exécutif pour dire que nous faisons fausse route. Quant à nous, notre intention est de continuer à prôner la raison d'être du Parti québécois: l'indépendance."

C'est la réponse du député péquiste de Saint-Jacques, M. Claude Charron, aux déclarations de l'ex-ministre des Affaires sociales, M. Claude Castonguay, publiées mardi dans un quotidien de Québec. Le porte-parole du PQ, qui a fait part de ses

réactions mardi midi à Québec, a ajouté qu'il n'appartient pas à M. Castonguay de donner des conseils aux militants du parti, "car c'est ni lui ni moi qui aura à décider quoique ce soit. C'est la population du Québec, au moment des élections".

devenez un lecteur

un nouveau concours

dès lundi 13 octobre



Guy Saint-Pierre refuse d'intervenir Federal Packing sera vendue au groupe Grissol-Hudon-Provigo

par Pierre Sormany

L'usine de Federal Packing, de Magog, sera donc vendue au groupe Grissol-Hudon-Provigo. Ainsi en a décidé hier le ministre Guy Saint-Pierre, en refusant d'intervenir en faveur de la compagnie Essex Packers Ltd. de Toronto, qui prétendait pouvoir offrir plus que les \$1,417,000 acceptés par la Société de développement industriel.

Dans un communiqué diffusé hier, le ministère de l'Industrie et du Commerce explique la décision de M.

Saint-Pierre de ne pas intervenir en soutenant que le paiement de près de \$1.5 millions en un seul versement immédiat est financièrement plus avantageux que l'offre initiale de la société Essex: \$25,000 par mois pendant 10 ans, puis \$20,000 par mois pour les 15 années qui suivent, pour un total atteignant près de \$6.6 millions, mais sur 25 ans.

Mais c'est surtout l'insécurité qui aurait fait choisir le groupe Grissol-Hudon-Provigo, qui, seul, fournissait toutes les garan-

ties requises (Essex serait, selon M. Saint-Pierre, dans une situation financière instable).

La demande de "révision du choix" adressée à M. Saint-Pierre par le syndicat de la faillite, M. Peter Lawrence, faisait suite à la décision de la cour supérieure, la semaine dernière, d'autoriser la vente à Grissol-Hudon-Provigo. Selon le syndicat, la compagnie rivale était prête à réviser son offre, sous réserve d'obtenir des prêts bancaires sollicités récemment.

Pour Guy Saint-Pier-

re, la réouverture des soumissions est contraire au principe même des appels d'offres.

En outre, le ministre souligne (quoiqu'il prétend que cela n'ait pas été un argument majeur dans sa décision) que le groupe choisi est dirigé par des Canadiens français, et s'intègre mieux dans le contexte québécois.

Cette décision met donc fin à une confrontation qui s'était ouverte lors de la mise en faillite de Federal, à la suite des révélations de l'enquête sur le crime organisé.

A Bécancour comme ailleurs

Les fils de l'Hydro-Québec demeureront "suspendus"

QUEBEC (Le Jour) - Les fils électriques de l'Hydro-Québec continueront à passer en l'air, au sommet des poteaux, à Bécancour comme ailleurs. Hier, à Québec, la ville de Bécancour réclamait le droit d'ajouter un tuyau de plus, dans les excavations qu'elle doit faire pour ses tuyaux d'égouts et d'aqueduc. Ce tuyau de plus, Bécancour aurait voulu le louer à l'Hydro-Québec, pour y faire passer ses fils, au lieu d'installer des poteaux partout.

Bécancour y voyait

un autre avantage: actuellement, dans cette ville qui commence, il y a déjà trois systèmes de communication qui sont enfouis: le câble, certains réseaux partiels d'électricité, de téléphone, radio FM, etc. Alors, dit la Ville, autant tout enfouir, tranquillement, au fur et à mesure de notre développement. Et de façon planifiée. La réponse donnée par la majorité des députés, réunis en Commission parlementaire, a été "non".

Le refus des Li-

béraux et du PQ d'accéder à la demande de Bécancour tient au fait qu'on ne peut laisser à des municipalités le soin de décider du plan de développement de l'Hydro-Québec. Cela conduirait à une situation chaotique.

À l'Hydro-Québec, présente au débat pour s'opposer à la requête de Bécancour, de même qu'aux députés opposés à ce même projet, les députés Bellemare et Roy ont signalé que l'Hydro-Québec, cet Etat dans l'Etat, ne se gênait que fort peu quand

il s'agissait de faire passer ses fils: les arbres tombent, en plein village, sans pitié.

Quant au porte-parole de Bécancour, Me Louis Vézina, après avoir souligné les "trois horreurs" - des pylônes - installées à l'Île d'Orléans par l'Hydro-Québec, il a signalé, après le rejet de sa demande, qu'il souhaite que "les négociations futures que nous aurons avec l'Hydro-Québec se transforment en dialogues plutôt qu'en monologues".

En Ontario

Trois femmes sont ministres

TORONTO (d'après CP) Pour la première fois dans l'histoire de l'Ontario, ou de toute autre province autant qu'on s'en souvienne, trois femmes sont ministres dans le cabinet ontarien. C'est l'un des résultats du remaniement annoncé hier par le premier ministre conservateur William Davis, réélu avec un gouvernement minoritaire le 18 septembre.

Deux députés élus pour la première fois au cours des élections du mois dernier accèdent au cabinet: Mme Bette Stephenson, naguère présidente de l'Association des médecins du Canada, qui devient ministre du travail, et l'avocat Roy McMurtry, qui devient At-

torney general ou ministre de la Justice. C'est la première fois depuis 1963 que des "recrues politiques" obtiennent un portefeuille.

Les deux autres femmes ministres sont Margaret Birch, qui reste à son poste de secrétaire de la province au développement social, et Margaret Scrivener, secrétaire parlementaire du ministre de l'habitation dans la dernière législature, qui devient ministre des Approvisionnements.

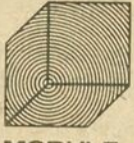
En modifiant la composition de son cabinet, le premier ministre Davis s'est appliqué à confier les ministères les plus exposés aux critiques à des vétérans aguerris qui ont gagné le respect de l'Opposition.

CONGRÈS DE L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS

THÈME:
"Le français écrit à
l'âge de la parole"

Les Jeudis 9, (à partir de 19 heures)
vendredi 10, et samedi 11 oct. 75
à la Polyvalente Calixa-Lavallée, 4444 est,
boul. Henri-Bourassa, Montréal.

NOS ENDROITS POUR ACHETER LES PLUS BEAUX MEUBLES



**MODULE
ELECTRONIQUE
ENR.**

8989 RUE LA JEUNESSE MONTREAL QUE./TEL. 384-5430/H2M 151
ENTRE VOUS ET NOUS UNE AFFAIRE DE SON

ANDRE D. LEGAULT
207 est, Beaubien,

**SPECIALISTE EN MEUBLES NON PEINTS
ET MATELAS**

276-9067

TÉL.: 581-3390
581-1210

Cie d'Ameublement Lima Ltee
AMEUBLEMENT COMPLET DE TOUS STYLES
TELEVISIONS, STEREO, APPAREILS ELECTRIQUES

220 RUE NOTRE-DAME
REPERTIGNY, QUÉ.

maison Beaudet

8723, 10e ave. SAINT-MICHEL
MONTREAL INC.
729-5217

**VOTRE CONSEILLER
EN PUBLICITÉ**

M. ROBERT PEPIN

331-8961

Le "racket" des terrains à Chambly: la ville renvoie la balle à Québec

(LE JOUR) — La municipalité de Chambly s'appête à renvoyer la balle au gouvernement du Québec, comme prévu, dans le cas d'un fort groupe de petits propriétaires qui ont acheté des terrains à Saint-Joseph de Chambly, il y a plus de cinq ans, mais qui ne peuvent s'y construire de maisons parce que la ville n'entend assurer aucun des services requis comme l'aqueduc et les égouts.

"C'est la faute du gouvernement du Québec, a déclaré au JOUR hier le secrétaire-trésorier de la municipalité, M. Jacques Vézina. Il n'y a pas de loi contre les spéculateurs et pas de loi pour protéger les acheteurs de terrains".

Plus de 80 des acheteurs ont pu se regrouper, à ce jour, avec l'aide de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la Rive-Sud et ils ont

soumis leurs doléances au conseil municipal de Chambly en demandant une réponse écrite d'ici 30 jours. Ils ont rappelé que les terrains ont été vendus par les sociétés immobilières Urbania 2000 et Chambly Construction, dont le propriétaire est un certain Roger Vendetti. Le ministre québécois de la Justice enquête actuellement sur les activités présumées frauduleuses de ces sociétés.

Quels rapports, demandent-ils, ont existé entre ces compagnies et les autorités municipales de Chambly? Quelle est la responsabilité de la ville vis-à-vis les promoteurs et spéculateurs? Quel est le plan de développement prévu dans le secteur où les terrains ont été achetés?

A toutes ces questions, la ville répondra qu'elle est impuissante, se-

lon M. Vézina, qui rappelle que le dénommé Vendetti n'a jamais soumis de requête écrite aux autorités, même s'il s'est informé, verbalement, de ce que la ville comptait faire dans le secteur où il vendait ses terrains. On lui a répondu, toujours verbalement qu'on ne pouvait promettre aucun service en cas de construction domiciliaire.

Tout cela fait une

belle jambe aux consommateurs échaudés dans cette affaire, qui ont dénoncé "l'inertie inexplicable" des autorités municipales.

En attendant, Québec n'a pas encore fait voter sa loi pour la protection des acheteurs de terrains et de maisons neuves, annoncée depuis longtemps par le ministère des Consommateurs.

Que fait Yvon Lamarre?

La Petite Bourgogne quartier 'dangereux!'

Les citoyens de la Petite Bourgogne, dans le Sud-Ouest de Montréal, considèrent leur quartier "dangereux" depuis que la ville y a entrepris des travaux publics (égouts, aqueducs) commencés à la mi-août et qui doivent durer jusqu'en décembre. Des accidents sont survenus à des personnes âgées et aux enfants de l'école Saint-Cunégonde notamment.

Voilà pourquoi un regroupement d'à peu près tous les groupes populaires du quartier a annoncé, hier, qu'il donnait jusqu'au 16 octobre à la ville pour assurer la sécurité des citoyens faute de quoi on promet "de l'action". On en promet d'autant plus que le conseiller municipal Yvon Lamarre — au surplus membre du comité exécutif de la ville — a été saisi

du problème le 2 septembre dernier et qu'il n'a rien fait, dit-on.

Le problème est "particulièrement grave" près de l'école élémentaire de Sainte-Cunégonde, entourée de toutes parts par les travaux, et où l'on compte plus de 325 enfants.

Les citoyens exigent donc de la ville la présence de surveillants permanents ainsi qu'un nettoyage en règle des trottoirs et un éclairage suffisant le soir. On exige aussi, à nouveau, que la ville fasse démolir des maisons inhabitées qui constituent un danger pour les enfants qui vont y jouer, sans parler qu'elles sont de véritables nids à feu.

Enfin, on demande que les représentants des citoyens à l'Office d'habitation de Montréal soient élus par les usagers des HLM et non pas choisis unilatéralement par la ville. Parmi les groupes qui sont engagés dans cette bataille, on note les comités de parents des écoles Sainte-Cunégonde et Saint-Joseph, le club populaire des consommateurs de la Petite Bourgogne, l'Association locale pour la défense des droits sociaux (ADDS), la paroisse Sainte-Cunégonde et le Groupe d'action populaire.



(Photo Antoine Désilets).

Les citoyens de la Petite Bourgogne considèrent leur quartier comme "dangereux"

Pointe St-Charles: aussi dangereux...

Le comité de citoyens de la Pointe Saint-Charles, dans le Sud-Ouest de Montréal, a assuré lui-même, hier soir, la surveillance de certaines rues et parcs du quartier, afin de dénoncer l'absence de patrouilles policières dans le secteur.

Pourtant, note le Comité, la Pointe compte "le plus haut niveau de criminalité dans les rues à Montréal" (petits vols et agressions de personnes âgées notamment).

On promet de recommencer les rondes

de surveillance tant que le poste de police numéro 9 ne sera pas en mesure de fournir le service requis.

Rimouski 20,000 personnes au festival d'automne

Une foule record de plus de 20,000 festivaliers a participé, hier soir, au grand défilé qui marquait le coup d'envoi du 6e festival d'automne de Rimouski. Pendant plus de deux heures ces milliers de personnes

chantant, klaxonnant et criant leur joie du festival ont traversé la ville d'est en ouest et du sud au nord pour finalement se masser place de l'animation pour la cérémonie d'inauguration. C'est le président du festival, monsieur Roch Lamontagne, qui a déclaré le festival officiellement ouvert. Par la suite, le maire de Rimouski, Monsieur Claude St-Hilaire, lui a remis les clés de la ville. On sait que cet événement touristique et populaire se poursuivra jusqu'au 13 octobre et qu'un programme considérable d'activités, chasse au faisan, compétitions et manifestations de toutes sortes attend les milliers de visiteurs qui se rendront à Rimouski à l'occasion du 6e festival d'automne.

CLINIQUE CHIRURGICALE DE GREFFE DE CHEVEUX VIVANTS

Dr Bernard Blanchard, M.D.: F.R.C.S. (C)
Dr Guy Blanchard, M.D.: F.R.C.S. (C)

Place Samuel de Champlain
350 Chemin Ste-Foy suite 1007
Québec 418-687-2677

94 est, boul. Henri-Bourassa
Montréal 382-5565

Le tricot contribue au confort de vos pieds... et



5600 Est, Boul. Henri-Bourassa
Montréal H1G 2T3 Tél.: 325-4466

LAINES PAUL GRENIER

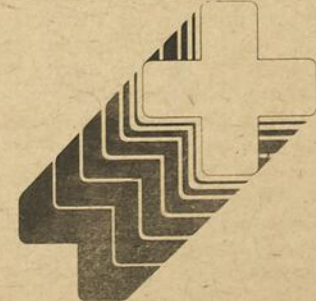
Spécialité: laine du Québec
laines canadiennes et importées - fil Phentex
Canevas à petits points service d'encadrement

2301 Est, rue Fleury
Montréal H2B 1K8 Tél.: 388-9154

devenez un lecteur

un nouveau concours

dès lundi 13 octobre



Journée de 12 heures dans les hôpitaux

La qualité des soins risquerait de diminuer

Si les employés d'hôpitaux, déjà trop peu nombreux, doivent faire des journées de 12 heures et changer de département à tout moment, c'est la qualité des soins aux malades qui va encore diminuer.

C'est ce que soutient la Fédération des affaires sociales (CSN), qui regroupe 65.000 employés d'hôpitaux et de services sociaux.

La Fédération a d'ailleurs rejeté la mobilité absolue de main-d'oeuvre et la semaine de travail comprimée que propose le gouvernement et entreprend de mobiliser ses membres à ce sujet. Les moyens de pression éventuels ne seront cependant décidés qu'en liaison avec le Front commun.

Selon la Fédération, ce n'est pas, comme le propose le gouvernement, en déplaçant une infirmière d'un département à un autre ou un aide de la buanderie à la cuisine que l'on

palliera un manque de personnel. C'est plutôt, comme le souhaitent les négociateurs syndicaux, en comblant obligatoirement les postes dès qu'ils deviennent vacants et en formant des équipes "volantes" de remplacement, efficaces et polyvalentes, en fonction des besoins imprévisibles.

Les syndicats s'opposent aux déplacements continus du personnel, parce qu'ils y voient un moyen détourné pour ne pas faire les remplacements requis.

Le fardeau de travail

Quant à l'horaire de travail comprimé, il obligerait une infirmière ou tout autre employé d'hôpital à faire trois journées consécutives de 12 heures et une de huit heures.

Non seulement ce système provoquerait de 15% à 20% de mises à pied, estime la Fédération, mais encore il augmenterait les

risques qu'encourt l'usage: une étude effectuée dans les laboratoires anglais indique en effet que le taux d'erreurs des employés augmente, jusqu'à 47%, au fur et à mesure que la journée de travail avance.

La partie syndicale propose une semaine de 35 heures (5 jours de 7 heures) pour le personnel de jour et de 28 heures (4 jours de 7 heures) pour le personnel de nuit: il y a pénurie de personnel la nuit et cet horaire améliorerait le recrutement en laissant aux employés la libre disposition de trois nuits par semaine.

La Fédération attribue les compressions d'horaires et de personnel qu'on lui propose à un choix politique: le budget des hôpitaux est réduit d'année en année malgré l'accroissement de l'accessibilité aux soins, parce qu'une grande partie du budget gouvernemental est accaparé par des

projets fastueux tels la Baie James (\$15 milliards) et les Jeux olympiques.

-La CSN

Une fausse économie

Les économies réalisées sur les conditions de travail coûtent finalement plus cher au gouvernement, indique la Fédération, comme le démontre le cas des infirmières.

Depuis deux ans, en effet, pour jouir de leurs fins de semaine et éviter le travail de nuit, 1700 infirmières de la région de Montréal se sont engagées dans des agences privées provoquant une pénurie dans les hôpitaux: ceux-ci recourent donc aux agences pour combler leurs besoins en infirmières: ils payent les mêmes salaires qu'à leurs propres infirmières, plus des commissions de 15% à 18% aux agences! En 1974, 37 hôpitaux de la région ont versé ainsi \$1 million aux agences, à même les fonds publics.

Loi de la protection de la jeunesse

Bon accueil du public

par Alain Duhamel

Les premières réactions à la mise en vigueur de la Loi concernant les enfants soumis à de mauvais traitements indiquent que le public a bien accueilli le Comité pour la protection de la jeunesse.

Depuis minuit vendredi dernier jusqu'à lundi, le comité a reçu 71 appels provenant en grande majorité (85 pour cent environ) du public. Le comité a retenu de ces appels une quarantaine de cas pour lesquels des professionnels du réseau des affaires sociales préparent cette semaine des dossiers d'évaluation.

Vendredi, les membres du comité se réuniront et décideront de la marche à suivre dans tous les cas.

Aucun des appels ne requerrait une hospitalisation ou une intervention d'urgence du comité. Dans tous les cas où il décide d'agir, le comité a huit jours pour statuer sur l'affaire. Une première évaluation de cas a lieu dans les 48 heures de la réception d'un appel.

"Les appels provenaient surtout de voisins ou de parents" nous dit Solange Chalvin, secrétaire général du comité. Il semble que les personnes qui désiraient tenter quelque chose pour venir en aide à des enfants maltraités aient trouvé le moyen d'intervenir.

La plupart des appels sont venus de la région de Montréal. Il y avait afflu-

ence d'appels particulièrement en soirée.

Dès que le comité réfère un cas à un centre de services sociaux, un travailleur social ou un autre professionnel doit immédiatement s'en occuper. L'expérience des premiers jours indique que ce mode de fonctionnement a réussi.

De plus, le comité a déjà reçu quelque 200 demandes de renseignements par courrier.

Toute personne ayant connaissance de mauvais traitements infligés à un enfant doit en faire part au comité. A Montréal, le numéro de téléphone est: 873-5435; pour le reste du Québec, le numéro est: 1-800-361-8854. Ce service téléphonique est disponible 24 heures par jour.



Des enfants qui ont désormais un recours devant la loi.

Centre Saint-Vallier

Le syndicat dépose un dossier

(A.D.) - Le syndicat des employés du Centre d'accueil Saint-Vallier a remis hier au Comité pour la protection de l'enfance un dossier sur les conditions déplorables de vie dans cette institution.

Le dossier fait état de cas mauvais traitements infligés à des délinquants

par des agents de sécurité à l'emploi d'une agence privée. Un cas au moins aurait requis une hospitalisation.

Outre les cas de mauvais traitements, le syndicat dénonce la détérioration générale de toute la vie dans l'institution: peu d'activité organisée, entre-

tien négligé et mauvaise administration. Le syndicat note en effet que pour une soixantaine d'enfants, on compte une douzaine d'éducateurs, et 19 cadres intermédiaires. Quant à l'agence, elle aurait coûté \$70.000 depuis qu'elle est entrée à Saint-Vallier, il y a quatre mois.

CHEZ **FRENIÈRE et FILS INC.**

TU PEINTURES
ET TU TAPISSES
À MEILLEUR MARCHÉ
QU'AILLEURS



• MOBIL
• CANADA PAINT
• CROWN DIAMOND
• SHERWIN-WILLIAMS

Rég. \$8.95 à \$13.95 gal.
3 GALLONS POUR **\$12.00** SURPLUS DE STOCK

GRATIS
ACHETEZ UN ROULEAU DE
PAPIER TENTURE ENCOLLÉ
(en magasin)
ET OBTENEZ-EN UN
DEUXIÈME
GRATUITEMENT
272-9743

SPÉCIAL
GRIS À
PLANCHER
\$10
3 GALLONS

ROULEAUX
75¢ CH.

GRATUIT
1 GALLON
DE PEINTURE
AVEC CHAQUE
ACHAT DE
\$20.00
et plus

PEINTURE
C-I-L
À DES PRIX
IMBATTABLES

EXTRA SPÉCIAL
3
GALLONS
\$9.98
POUR

SPÉCIAL
TOILE DE
PEINTURE
9' x 12'
Rég. \$9.95
GRAND
SPECIAL \$4.50

FRENIÈRE
ET FILS INC.
6210, RUE PAPINEAU
272-1033 — 272-4418 **CHARGEX**
2 STATIONNEMENTS À VOTRE SERVICE
Livraison gratuite pour la ville et la banlieue

le mercredi 8 octobre 1975, LE JOUR 9

AUJOURD'HUI à 85 CKVL

6h à 10h OPINION PUBLIQUE

FRENCHIE JARRAUD

SUJET: L'augmentation des tarifs d'autobus
INVITES: Le mouvement R.C.M.



10h à 12h COUPS DE GRIFFE

LISE LAPIÈRE

SUJET: Le rôle d'une femme dans le milieu de l'information
INVITEE: Paule Beaugrand
Champagne, rédactrice en chef
- LE JOUR

12h à 15h ACTUALITÉ

YVON DUPUIS

SUJET: Nos chansonniers
INVITE: M. Claude Léveillé



15h à 18h QUÉBEC EN ACTION

MATHIAS RIOUX

SUJET: La femme Québécoise
INVITE: Mme. Lise Payette

18h à 20h AFFAIRES PUBLIQUES

ME MARC TRAHAN

SUJET: Sujet libre et conseils juridiques



LE CHAMPION DE LA PAROLE

85 CKVL



questions et réponses

Quoi faire en cas d'accident?

par l'Association pour la protection des automobilistes (APA)

A la suite des nombreuses demandes de la part des consommateurs, l'APA publie les renseignements suivants, obtenus grâce à la collaboration de la police de Montréal.

1. Nul n'est tenu, en vertu du Code de la Route du Québec (art. 89), de faire rapport d'un accident de la circulation dont les dommages sont inférieurs à \$100. Il n'est donc pas nécessaire de faire appel à un agent de police dans de telles circonstances.

2. Vous devez dégager rapidement la voie publique, stationner votre voiture de façon à ne pas gêner la circulation et ne jamais quitter les lieux avant d'avoir donné vos nom et adresse aux parties impliquées.

3. Vous devez offrir de l'aide, lorsqu'une personne a été blessée (Code Criminel, art. 221 (2)).

4. Le cas échéant, vous pouvez obtenir copie d'un rapport d'accident dressé par le Service de la police de Montréal, en vous adressant au Service de la Circulation de la Ville de Montréal, au 7501 rue François-Perreault, chambre 101. Votre demande doit être accompagnée de \$3.00 et d'une enveloppe affranchie à votre nom. Vous pouvez aussi vous présenter au bureau au moins quatre (4) jours après la date de l'accident. Dans tous les cas, il faut donner les renseignements suivants: endroit précis de l'accident, la date et l'heure ainsi que le nom du conducteur. (Heure d'affaires du lundi au vendredi: 8h30 à 16h30, jours fériés exceptés).

5. Dans les cas où la Ville de Montréal est impliquée, même si un policier ou autre représentant municipal est sur les lieux d'un accident et prend note des faits et détails, vous devez quand même vous conformer aux dispositions des articles 1088 et 1089 de la charte de la Ville et faire parvenir les avis nécessaires dans les délais prescrits si vous prétendez avoir un droit de recours au Greffier de la Ville de Montréal, Hôtel de Ville, 275 est rue Notre-Dame, Montréal.

6. Article 1088

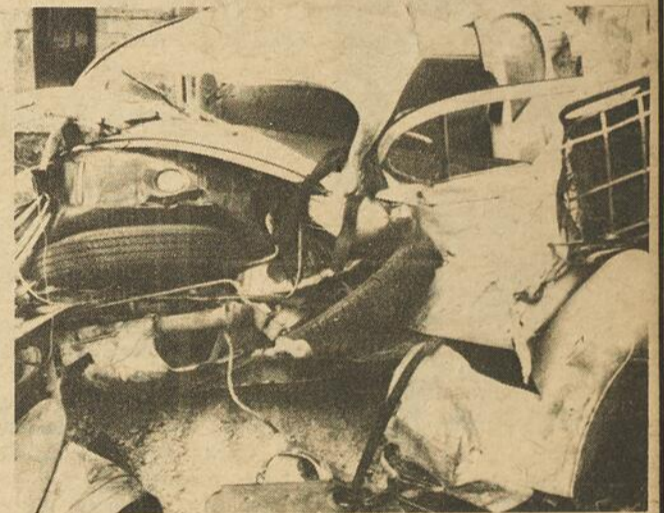
Aucun droit d'action n'existe contre la ville pour dommages-intérêts résultant de blessures corporelles infligées par suite d'un accident ou pour dommages à la propriété mobilière ou immobilière, à moins que, dans les trente jours de cet accident ou de ces dommages (et, dans le cas d'accident et de dommages résultant d'une chute sur un trottoir ou sur la chaussée, à moins que dans les quinze jours de cet accident), elle n'ait reçu un avis écrit, mentionnant en détail les dommages soufferts, indiquant les nom, prénoms, occupation et adresse de la personne qui les a subis, donnant la cause de ces dommages et précisant la date et l'endroit où ils se sont produits.

7. Aucune action en dommages-intérêts ou en indemnité ne peut être intentée contre la ville avant l'expiration des trente jours qui suivent la date de la réception, par la ville, de l'avis prescrit par l'alinéa précédent.

8. L'absence d'un

tel avis ne prive cependant pas la victime d'un droit d'action, si elle prouve qu'elle a été empêchée de le donner par force majeure ou pour d'autres raisons analogues que le juge ou le tribunal estime valables. Mais aucune raison ne peut être déclarée valable si la victime de l'accident a pu communiquer avec quelque parent, ami ou connaissance, au cours des quinze jours mentionnés au premier alinéa ou si, dans ce délai, elle a signé un transport d'une partie de sa réclamation en faveur d'un tiers.

9. Article 1089
Si la réclamation a trait à des dommages causés à un véhicule, le réclamant doit aussi faire tenir à la ville, par lettre recommandée, un avis lui accordant au moins quarante-huit heures pour en faire faire l'examen, et les réparations ne peuvent, sans excuse légitime, être commencées ni le véhicule vendu avant l'expiration de ce délai, le tout à peine de déchéance du droit d'action du réclamant.



Rouille: comment réclamer de Ford

Ainsi donc, la compagnie Ford du Canada s'est pliée aux exigences de l'APA.

Tous les consommateurs qui ont payé (ou qui devraient payer) de leur poche pour faire réparer des dégâts causés par la rouille prématurée, sur leurs modèles 1970 à 1974, sont priés de communiquer, par courrier recommandé, avec M. Larry Johnson, gérant canadien du service Ford, à l'adresse

s suivante: Ford of Canada, Oakville, Ontario.

Envoyez copie de cette lettre au ministre fédéral de la Consommation, M. André Ouellet, à l'adresse suivante: C.P. 99, Ottawa. C'est gratuit! Envoyez aussi une copie de cette lettre à l'APA.

N'oubliez pas d'inclure une estimation écrite de vos dommages faite par un garage indépendant ou un concessionnaire Ford, ou copies des factures déjà payées.



Schéma d'aménagement de la CUQ St-Augustin est classé comme "zone agricole"!

QUEBEC — L'implantation de l'aluminerie à Saint-Augustin est contraire au schéma d'aménagement que la Communauté urbaine a rendu public hier.

Dans ce document, fruit de plusieurs années d'études d'une vingtaine de spécialistes, Saint-Augustin est classé comme zone agricole et le site exproprié également sauf qu'il est prévu que la rive même du fleuve devrait être aménagée pour la conservation de la nature.

Un parc de trop

Mieux sur la carte du plan de conservation on souligne que le chemin du Roy

est une route panoramique, avec des points de vue intéressant et une concentration de bâtiments anciens.

En fait le parc industriel existant est visiblement situé dans une zone agricole où il ne devrait pas être et il n'a rien à voir avec ce qu'on dit du village lui-même.

Recommandations

Saint-Augustin, tout comme Val-Bélair, Notre-Dame des Laurentides et quelques autres village de la périphérie est compris dans ce qu'on qualifie de "couronne de reliefs, boisés et terres agricoles, en dehors de l'agglomération bâtie".

Les urbanistes soulignent: "Bien qu'incluse spa-

tialement dans les zones d'influence des centres secondaires, une politique d'intervention spécifique s'applique dans cette périphérie afin de:

- restreindre tout développement non intégré au tissu urbain existant, de façon à conserver les espaces naturels et à limiter l'urbanisation à la capacité des équipements existants.
- contrôler la poussée de développement de type villégiature: l'Office de planification et de développement du Québec, de qui relève l'élaboration du schéma régional, devrait assurer ce contrôle...
- utiliser les reliefs et boisés pour des fins de loisirs ou de conservation.
- promouvoir la voca-

tion agricole des terres, par des mesures incitant à l'amélioration de l'exploitation.

Les experts suggèrent entre autres, à la C.U.Q. de créer un service de planification: d'informer et de consulter les municipalités, les organismes privés et publics et la population par des réunions d'information.

Ils conseillent au gouvernement d'élargir aux deux rives du fleuve le mandat d'aménagement de la C.U.Q.

Trottier se justifie avec le chômage...

QUEBEC (J.G.) — Le président de la Communauté urbaine de Québec, M. Armand Trottier, a reconnu qu'il y a contradiction entre le schéma d'aménagement que vient de se donner la C.U.Q. et l'emplacement exproprié pour les fins de l'aluminerie.

Mais il a expliqué aux journalistes qu'il y a 8% de chômeurs dans la région et qu'il s'agit de 5,000 emplois.

Le JOUR n'a malheureusement pu assister à la conférence de presse, l'attaché de presse de la C.U.Q. ayant omis de convier son représentant à la rencontre avec la presse qui avait lieu avant la remise officielle de l'étude et le spectacle audio-visuel.

La première étude

Dans son document le groupe de travail présidé par l'urbaniste Jean Cimon, est laconique en ce qui concerne l'aluminerie. "L'annonce de l'implantation éventuelle d'une aluminerie dans le territoire de la C.U.Q. soulève le problème du contrôle réel du schéma d'aménagement sur le développement".

Il souligne: "Où qu'il soit implanté ce nouveau complexe industriel risque de perturber à la fois le bassin hydrographique, les affectations du sol proposées pour le secteur, et surtout l'équilibre du développement non contrôlé, les principes énoncés au sché-

entre nous

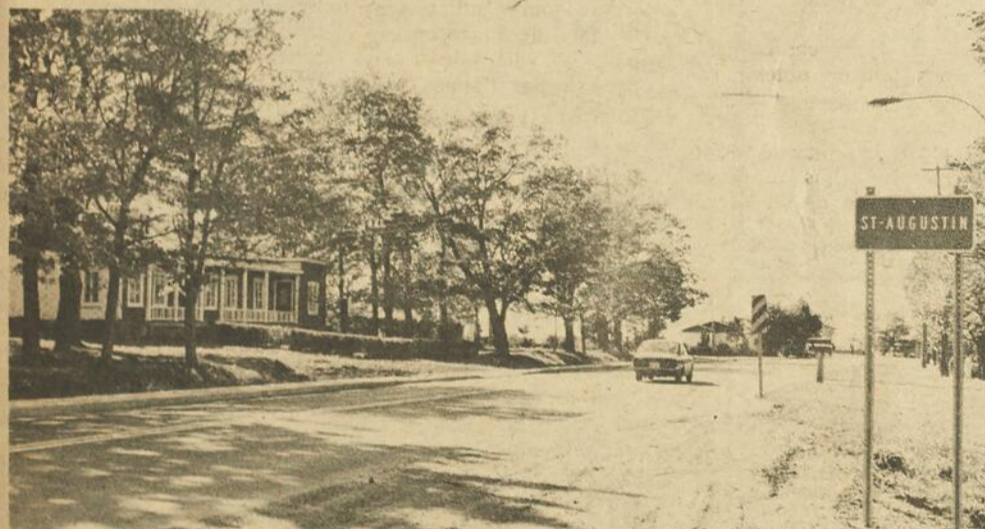
Cinq ans à écouter Bourassa, c'est long. Je ne vous en souhaite pas autant.

Lassé du plus grand "freak show" jamais présenté au Québec, j'ai décidé de me consacrer désormais à la politique telle que la vivent les Québécois loin des discours et des claquements de pupitre de ce qui reste de la compagnie des cent associés.

Place au Québec et aux Québécois dans cette page. A la mesure, bien sûr, de mes modestes moyens et de ceux, plus modestes encore, du JOUR.

Cette page nous la ferons ensemble. J'attends de vous des renseignements, des commentaires, des critiques. Je vous invite donc à collaborer, à m'écrire. Toujours à la même adresse: Jacques Guay a/s Le JOUR, tribune de la presse, hôtel du gouvernement, Québec.

Dites-moi ce qui se passe chez vous. Envoyez-moi la dernière belle déclaration de votre député. C'est incroyable comme ces gars-là (je parle des libéraux) retrouvent parfois la parole du moment qu'ils quittent l'endroit où ils ont été élus pour justement parler au nom de leurs électeurs.



St-Augustin: une vocation agricole.

Les grands projets de Québec contredisent le schéma d'aménagement

QUEBEC (J.G.) — Le schéma d'aménagement de la Communauté urbaine va à l'encontre d'à peu près tous les grands projets mis de l'avant dans la région de Québec.

L'an dernier, le gouvernement créait la Société inter-port pour aménager un complexe portuaire sur les battures de Beauport.

Halte!, s'écrient les aménagistes, le remplissage des battures devrait être suspendu et réévalué en

tenant compte non seulement sur le plan de la rentabilité économique mais "également dans une perspective de compatibilité avec son environnement naturel, culturel et social".

L'aménagement de la cité parlementaire et la construction du Hilton et de l'Auberge des Gouverneurs à proximité des remparts sont dénoncés. Disparition de la vie de quartier, congestion automobile, insécurité des circuits piétonniers, déshumanisation des espa-

ces urbains et de la fonction résidentielle, la litanie des maux est longue.

Par ailleurs, le schéma d'aménagement rejette l'idée d'un lien direct entre Québec et Lévis. On propose plutôt d'améliorer le service de traversier en l'intégrant au réseau de transport en commun à ses deux extrémités.

Si à long terme un lien automobile régional s'imposait, il devrait se situer, suggère-t-on, dans l'axe de l'île d'Orléans.

ma d'aménagement devraient prévaloir sur toute implantation de ce type: en d'autres termes, tout développement industriel devrait être compatible avec le schéma d'aménagement prévu pour la C.U.Q."

Le schéma d'aménagement de la C.U.Q. est la première étude où il est question de l'aluminerie à être rendue publique depuis que ce projet a été lancé. Et elle est défavorable au site retenu et exproprié.

PÉTITION ST-AUGUSTIN

Nous nous opposons publiquement à ce que le gouvernement du Québec sous le couvert de la communauté urbaine de Québec et en vue de créer un parc industriel, procède à l'expropriation de terres situées sur les rives du St-Laurent à St-Augustin de Portneuf.

Ce projet engendrera des conséquences encore insondables sur l'équilibre écologique de la région. De plus, il démontre une absence de politique de planification du développement industriel pour la région de Québec. Il prouve enfin que le gouvernement actuel consent à aliéner d'excellentes terres arables au profit des intérêts des compagnies multinationales.

Signature:

Faire parvenir à:

Denis Villemure
494 Chemin du Roy
St-Augustin de Portneuf
Québec

ce que j'en pense...

par
Laurent
Laplante



Une charge qui tombe à plat

Ce qui inquiète dans les propos que le ministre Denys Hardy a tenus au sujet de la presse devant le congrès des hebdomadaires, ce n'est pas la violence du ton, mais l'ignorance par trop manifeste du confrencier. Nul ne conteste, en effet, que la presse se rend quotidiennement coupable de péchés d'omission, de distorsion, de camouflage. Nul ne contestera qu'il est sain de nous la rappeler vertement. En revanche, il est invraisemblable et déroutant qu'un homme devienne ministre des Communications et prétende s'intéresser activement aux problèmes de la presse écrite, alors qu'il ignore voluptueusement la b-a-ba des règles de l'information.

Ce qu'on attend de M. Hardy, ce n'est pas de la complaisance. C'est la compréhension de notre rôle, il est, non pas de servir de porte-voix au pouvoir, mais d'être aussi bien que possible l'antenne du citoyen. L'homme politique peut, chaque matin, se mettre en colère parce que les citoyens lui demandent un nouveau service au lieu de le remercier des services déjà rendus. Telle est cependant la règle du jeu: ce que veut le citoyen importe plus que les biens et services déjà donnés. C'est injuste, c'est choquant, c'est frustrant, mais l'homme politique a suffisamment de compensation pour se plier à une telle exigence. S'il lui faut la reconnaissance quoti-

dienne de ses électeurs, c'est qu'il s'est égaré dans la mauvaise avenue.

Et c'est précisément parce que la presse s'intéresse à ce qui intéresse le citoyen qu'elle parle beaucoup plus de ce qui fait défaut que de ce qui existe. Elle parle peu de l'assurance-maladie, mais beaucoup de l'assurance-automobile. Elle parle peu de l'Hydro-Québec, mais beaucoup des compagnies d'amiante. Elle parle peu du jardin botanique, mais beaucoup de la pollution.

Si un ministre des Communications ne comprend pas ce côté exaspérant, mais nécessaire, de la presse, qu'il se fasse remanié.

La conclusion "qui compte"

Lisez ceci d'un souffle: "Le ministre a de plus expliqué, qu'en raison de la complexité de ce dossier, le processus de réflexion qui est encore en cours, lui permet d'évaluer la praticabilité des avenues de solutions envisageables à la lumière de tout un éventail de recherches, de consultations et d'analyses..." Tout cela pour dire que le ministre de l'Agriculture, M. Kevin Drummond, ne sait pas encore ce qu'il fera des petits abattoirs. Il réfléchit, il praticabilise les envisagements solutionnables et il nous dira d'ici quelques semaines quelle plume il a retenue dans l'éventail des praticables. En attendant, c'est l'essentiel, les petits abattoirs peuvent continuer à vivre.

Où s'en va-t-il?

Ce n'est plus une perche que l'ancien ministre Claude Castonguay tend aux partis politiques, mais un billot. S'il confie à la discrète Lise

Payette qu'il s'ennuie de la politique, c'est pourquoi? S'il sort de son silence pour émettre des opinions sur la loi 22, c'est pourquoi?

Pas vrai, mais répétez-le?

M. Pierre Péladeau nie vigoureusement la rumeur selon laquelle le Journal de Montréal passerait au grand format dès la semaine prochaine "de manière à éviter tout affrontement avec Le Jour".



Un grand jour... pour le petit Jour

Un qui va se taire?

Dans une récente livraison de DECORMAG (annonce gratuite), un architecte avait poussé la "gentillesse" jusqu'à déclarer que Le Concorde, (l'hôtel; pas l'avion) constituait une belle acquisition pour la Grande-Allée à Québec. Heureusement, la riposte est venue vite. Une couple d'autres professionnels, nettement moins gentils, ont joyeusement enguirlandé notre farceur. Ils lui ont rappelé, d'abord, que la Grande-Allée "se tenait" avant l'arrivée de l'hôtel en question et, ensuite, qu'il fallait être un peu beaucoup colonisé pour ériger un "jerry-can de luxe" au sommet duquel les touristes peuvent contempler Québec la ville qui s'est vendue. Le pointage est maintenant de 2 à 1 en faveur des professionnels pas gentils.

Quand Mason charrie

Fermier à mes heures, je me retrouve chaque automne dans l'agréable obligation de mettre maintes choses en conserve. Je suis donc obligé de traiter avec Mason, le fabricant de bocaux de conserve. Obligé est le terme exact, d'une part, parce que j'aimerais trouver dans le voisinage quelque chose d'un peu moins étranger à mes légumes, mais obligé surtout parce que Mason a cette intolérable manie de changer ses couvercles d'une année à l'autre. Vous avez donc sur les bras de pleines caisses de bocaux de l'an dernier, mais vous ne trouvez plus sur le marché les

couvercles caoutchoutés qui conviendraient aux bocaux de ce type. Si vous achetez les nouveaux couvercles, il faut vous procurer en même temps des douzaines de nouveaux bocaux. Comme solution et comme pied-de-nez aux consommateurs, c'est complet. Dire que nos ancêtres parlaient de la "franc-maçonnerie"...

Des vendeurs polyvalents

Le ministère de l'Industrie et du Commerce tiendra un colloque sur la vente le 17 octobre à Roberval. Au programme, de quoi préparer d'inquiétants représentants de commerce: le secret de la montre Mickey Mouse, un film sur Bobby Hull, un exposé sur les dix qualités qu'exige la NASA dans le recrutement des astronautes, un film sur Vince Lombardi, le belliqueux pilote des Packers de Green Bay à l'époque où les Packers n'aimaient pas perdre et, au cas où certains vendeurs moins rapides n'auraient pas compris la première fois, une deuxième édition du "secret de la montre Mickey Mouse". Ce qui presse maintenant, c'est de donner des cours de judo aux consommateurs qui risquent de rencontrer sur leur chemin les vendeurs frais émoulus de ce colloque.

Un dossier en meilleur état

En donnant suite à la suggestion de l'ombudsman, le ministre William Tetley a fait prendre une meilleure tournure au dossier des expropriations de Forillon. Il en coûte \$2 millions de plus au trésor québécois, mais ceci fait une moyenne d'à peine \$1,000 de plus pour chacun des 1,800 expropriés. C'est encore une maigre compensation pour le "grand dérangement" que les expropriés ont subi, mais, au moins, il y a bonne volonté. Au passage, M. Tetley a souligné ce dont les expropriés de Sainte-Scholastique ont dû prendre bonne note, que l'empiètement excessif avec lequel on a exproprié était la responsabilité exclusive du gouvernement fédéral. Plus ça change...



Tetley... le grand dérangement.

cartes professionnelles

TÉL.: (514) 667-4200

RICHARD WINGENDER
AVOCAT

ROY, GODBOUT & LEGAULT
68 boul. CARTIER, suite 110
Laval-des-Rapides, LAVAL, Qué.

LUC ALARIE, B.A., LL.L.
AVOCAT

1595 ST-HUBERT
MONTRÉAL
526-6621

1044 GIFFARD
ST-BRUNO
653-0492

Tél.: 274-4673



J. Aimé St-Louis T.D.C.
DENTUROLOGISTE

SUR RENDEZ-VOUS

6305, rue ST-DENIS MONTRÉAL

BERNARD LANDRY

avocat

1117 ouest, rue Ste-Catherine
Montréal
849-5311

33 sud, St-Charles
Joliette
759-0420 et 588-5317
(direct Montréal)

J.-P. LEDUC & CIE

COMPTABLES AGRÉÉS

Jean-Paul Leduc C.A.

Denis Labelle, C.A.

Tél.: 432-4397

384 rue Ste-Anne,
Saint-Jérôme, Québec



TÉL.: 669-4141

L'Hydroquébécois

ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN ENRG.

ANDRÉ BUJOLD

SERVICE 24 HEURES

en bref

Ottawa aura encore 2 mois pour décider l'achat de Canadair

(D'après P.C.) - Le gouvernement canadien aura encore jusqu'au 3 décembre pour acheter la compagnie Canadair, de Montréal, sur laquelle il avait un droit d'option jusqu'à la mi-octobre, en principe.

Les dirigeants de la compagnie ont en effet accepté de prolonger la période de "réflexion" du gouvernement fédéral, à la lumière des dernières offres avancées par diverses sociétés aéronautiques américaines, et visant à développer une "super-industrie" dans ce secteur au Canada.

En fait, ces offres sont issues du désir de ces sociétés étrangères d'être choisies comme fournisseur pour l'armée canadienne, qui doit renouveler toute sa flotte de patrouilleurs aériens à long rayon d'action. Boeing avait été le premier à offrir ses services, en s'engageant à faire participer les industries canadiennes, dont la De Havilland Aircraft, déjà aux mains du gouvernement, et Canadair, à la construction des patrouilleurs. Par la suite, McDonnell Douglas a fait une offre similaire, y associant en outre sa propre filiale canadienne, la Douglas Aircraft. Spar Aerospace Products, de Toronto, et Cornat Industries, de Vancouver, auraient aussi fait des offres d'association avec les deux compagnies "fédérales", quelle que soit l'issue du contrat militaire.

Malcolm Bricklin réclame un sursis

TORONTO (D'après PC) - M. Malcolm Bricklin, président du conseil d'administration de la Bricklin Canada Ltée, a déclaré, mardi, que des investisseurs privés américains ont décidé d'intervenir pour \$10 millions dans son entreprise de construction de voitures de sport si l'affaire "peut être sortie de l'arène politique".

M. Bricklin, sans dévoiler le nom de ses nouveaux investisseurs, a cependant révélé qu'il avait avec eux des liens d'affaires aux Etats-Unis.

La filiale de Bricklin au Canada a été placée sous tutelle le 25 septembre dernier parce qu'elle avait négligé un paiement de \$7 millions à la Royal Trust. Peu après, la General Vehicle Inc., filiale de distribution de Bricklin, a demandé une réorganisation en vertu des lois américaines sur la faillite.

De toute façon, l'infusion de ces \$10 millions ne comblerait qu'environ 50 pour cent des besoins de la compagnie pour se "sortir du trou".



Cet homme est le créateur de la voiture Bricklin, dans laquelle le gouvernement conservateur du Nouveau Brunswick a déjà engouffré \$20 millions. Il a soutenu hier que des investisseurs étaient prêts à lui venir en aide, "si l'affaire sortait de l'arène politique".

Etats-Unis: les Credit Unions sont absents des milieux ruraux

par Jean Chartier

C'est dans les milieux industriels de la Nouvelle-Angleterre, cette autre terre promise des Canadiens français, qu'a pris naissance le coopératisme, aux Etats-Unis. En fait, la première coopérative outre-frontière a été fondée par un marchand de Boston, Edward Filene, qui avait demandé conseil à Alphonse Desjardins, lui-même. Celui-ci s'est d'ailleurs rendu à Boston à la demande de Filene pour le conseiller. Aujourd'hui, 66 ans plus tard, les Credit Unions américains disposent de \$32 milliards recueillis sous forme d'épargne mais ils n'ont jamais réussi à s'implanter dans les plaines agricoles comme les caisses pop l'ont fait dans les villages québécois.

Tel est le diagnostic que pose le secrétaire américain de la Credit Union Association venu à Montréal à l'occasion du colloque international sur le coopératisme organisé par le Mouvement Desjardins.

M. Thomas Light de Birmingham en Alabama a déclaré hier au JOUR: "We are not a totally cooperative minded country, only partially". (Nous ne sommes pas une nation vraiment convaincue par la formule coopérative, seulement pour des à-côtés).

Le coopératisme a pris naissance dans des abattoirs du nord-est des Etats-Unis mais il s'est bientôt répandu dans le Mid-West et aux quatre coins de ce pays. Aujourd'hui, on recense 20,000 credit unions aux Etats-Unis. Le plus prospère a recueilli \$400 millions sous forme d'épargne.

C'est en Californie que les montants amassés sont les plus élevés mais ils n'atteignent pas le total recueilli présentement au Québec par les caisses pop. A la lumière de ses rencontres au colloque, M. Light a déclaré au JOUR qu'il entrevoyait maintenant toutes sortes de possibilités auxquelles le Mouvement américain ne s'était pas arrêté jusqu'à maintenant.

Le secrétaire de l'Association américaine des Credit Unions a participé hier à un débat sur l'intercoopération. De l'avis de la plupart des panelistes, l'entraide en capitaux d'un pays à l'autre ne serait guère de nature à motiver les coopérateurs. Celui-ci ne saurait se concevoir sans un effort et une volonté de la part de ses membres. Aussi, l'intercoopération de-

meure-t-elle fort limitée.

Le Mouvement coopératif américain s'inspire du Mouvement des Credit Unions canadiens encore de nos jours mais les contacts demeurent limités et la marge de développement des coopératives dans les deux pays ne saurait guère s'amenuiser à l'avantage des Etats-Unis.

Au Québec, l'actif des caisses d'épargne et de crédit est de \$4.9 milliards; dans les autres provinces, il totalise \$4 milliards avec un fort courant en Ontario et dans les prairies. L'ex-

périence coopérative agricole canadienne présente un grand intérêt pour les coopérateurs américains mais celle-ci ne s'est pas incrustée dans le Mid-West. Les prix y sont plutôt fixés par le marché boursier des denrées et des bestiaux de Chicago.

Celui-ci est une plaque tournante mondiale. Or, les organisations fermières ne présentent nullement le même aspect qu'au Québec et dans les prairies; ce phénomène importe largement pour comprendre la force respective des coopé-

ratives d'épargne dans les grandes régions agricoles contemporaines et passées d'Amérique du Nord.

Les coopératives d'épargne en Ontario se sont formées presque entièrement sur le modèle états-unien; les coopératives de Saskatchewan se sont développées autour des producteurs de blé, celles de la Colombie Britannique autour des bûcherons et celles des Maritimes autour des pêcheurs. A l'échelle canadienne, le Mouvement s'est largement développé au cours de la décennie 50.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LES GROUPEMENTS DE SOCIÉTÉS



Avis d'audiences

La Commission siègera en audiences publiques à:

Ottawa	les 3 et 4 novembre	au Centre de conférences du gouvernement canadien
Halifax	le 7 novembre	en la Chambre rouge de Province House
Vancouver	les 13 et 14 novembre	à l'hôtel Vancouver
Calgary	les 17 et 18 novembre	au Palais des Congrès (Convention Centre)
Winnipeg	les 20 et 21 novembre	au Winnipeg Inn
Montréal	les 8, 9 et 10 décembre	à l'hôtel Reine Elizabeth
Toronto	les 15, 16 et 17 décembre	à l'hôtel Hyatt Regency

de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h 30

Tout particulier ou groupement désireux d'intervenir au cours de cette première série d'audiences et n'ayant pas encore envoyé le texte de sa déposition ou pris contact avec le secrétaire exécutif de la Commission est prié de la faire d'ici le 15 octobre, dernier délai.

Une deuxième série d'audiences est prévue pour le printemps 1976. Tout particulier ou groupement désireux d'y participer est prié de se mettre en rapport avec le secrétaire exécutif de la Commission, qui lui communiquera les renseignements utiles: 140, rue Wellington, Ottawa K1P 5A2, Tél.: (613) 995-9706

Le Secrétaire exécutif/Serge Bourque

La Société de développement coopératif: le projet serait enfin soumis au Cabinet

par Louis Fournier

Le nouveau ministre québécois des Consommateurs, coopératives et institutions financières, Mme Lise Bacon, s'est engagée à tout faire pour présenter au conseil des ministres, d'ici la fin de l'année, le fameux projet de création d'une Société de développement coopératif (SDC).

Mme Bacon a fait cette promesse lors d'une rencontre qu'elle a eue, ces jours derniers, avec une délégation du Conseil de la coopération du Québec (CCQ), qui regroupe l'ensemble des institutions coopératives. La délégation du Conseil comprenait notamment son président, M. Jean-Marie Ouellet, du Mouvement Desjardins, et son directeur général, l'économiste Gilles Arès, qui a fait part de la nouvelle lors d'une longue entrevue qu'il vient d'accorder au JOUR.

Participait également à la rencontre, le député libéral de Taschereau, M. Irénée Bonnier, ex-directeur du Service d'éducation du Mouvement Desjardins et conseiller spécial de Mme Bacon dans le dossier des coopératives.

Mme Bacon s'est engagée, plus précisément, à mettre sur pied un comité interministériel qui piloterait le projet de SDC au conseil des ministres. Selon M. Arès, "avec un peu de bonne volonté", le projet pourrait être mis en route au début de 1976, peut-être dès janvier.

Optimisme

Le projet de la SDC, rappelons-le, prévoit que cette société doit être financée conjointement par l'Etat et le mouvement coopératif, qui en resterait le maître d'oeuvre. Elle verra à l'expansion des coopératives et aidera même à en créer de nouvelles. On s'occupera d'abord des coops existantes qui ne sont pas suffisamment "structurées" et manquent de liquidités.

Le projet remonte à quelques années et il a finalement reçu l'assentiment de toutes les institutions membres du CCQ ainsi que "l'imprimatur" d'un volumineux rapport commandé par Québec à M. Roland Parenteau sur "les relations entre le gouvernement et le mouvement coopératif". Bref, le bébé de la SDC ne risque pas d'être prématuré lorsqu'il naîtra!

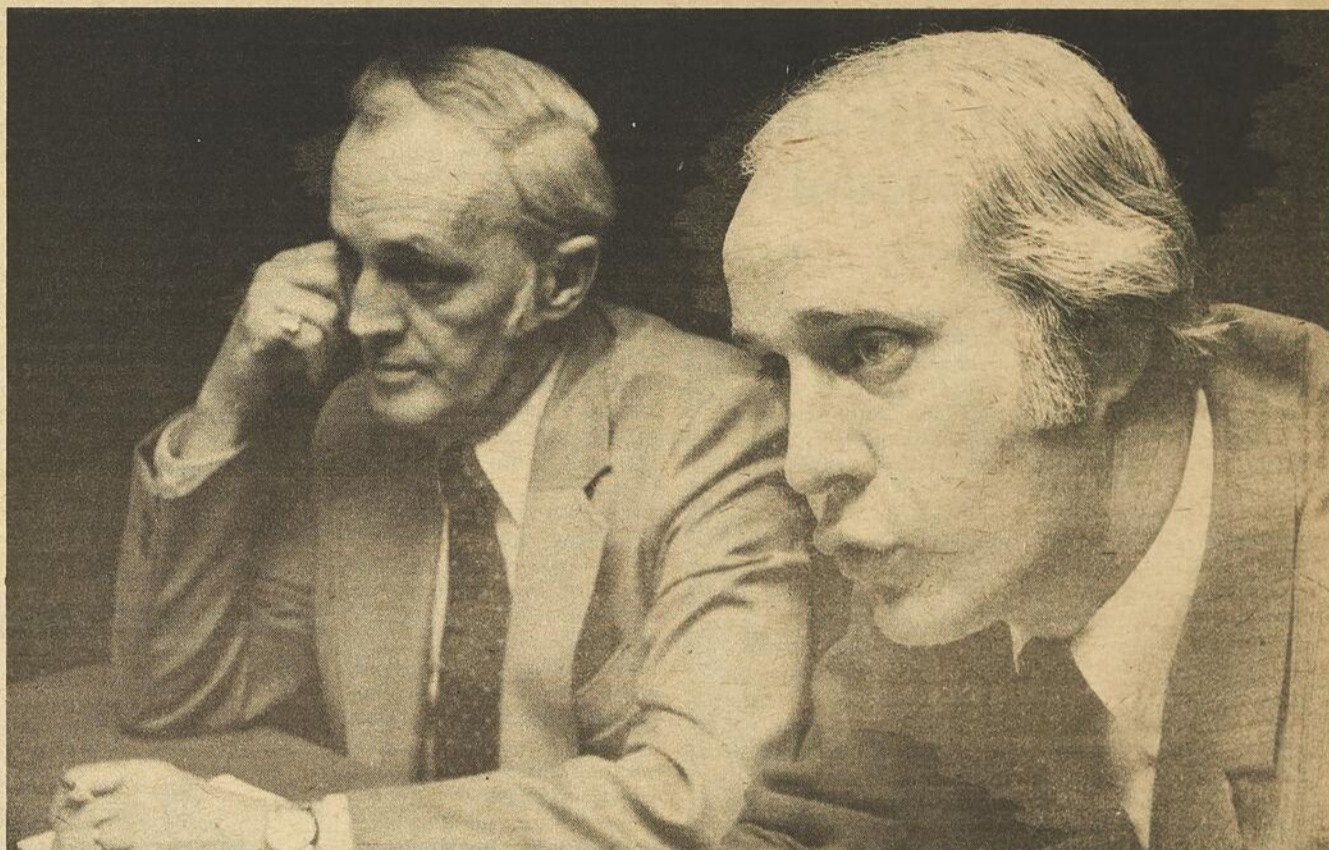
"Mettez des hommes intelligents autour d'une table, nous a déclaré Gilles Arès, et en un mois, ils

règlent ça et c'est devant le conseil des ministres. Au début de 1976, en janvier, on devrait pouvoir commencer".

L'homme-clef du CCQ a tenu à dire que le projet avait reçu "un accueil réceptif et chaleureux" de la part du ministre Bacon, qui ferait même du développement du mouvement coopératif au Québec une de ses "premières priorités" (sic).

Gilles Arès affiche beaucoup d'optimisme ces jours-ci. "Nous demandons à l'Etat, dit-il, de faire autant pour le mouvement coopératif que pour l'entreprise privée. Nous ne sommes quand même pas des "Corporate Welfare Bums" et nous n'exigeons pas de privilèges".

"Le processus est bien en marche", conclut-il, en insistant sur le fait que le mouvement coopératif québécois, dans son ensemble, fait l'unanimité sur ce projet et qu'on s'attend à une réponse positive du gouvernement.



M. Gilles Arès (à droite), directeur général du Conseil de la coopération du Québec, en compagnie du président du Conseil, M. Jean-Marie Ouellet.

"L'Etat s'acoquine avec les multinationales"...

"La conjoncture actuelle est l'une des plus favorables au développement du coopératisme, mais le mouvement lui-même marque le pas et le gouvernement maintient une neutralité qui ne mène nulle part".

Cette constatation sévère provient de l'organe officiel du Conseil de la coopération du Québec (CCQ), "Ensemble", qui paraît ces jours-ci.

Dans un éditorial d'une rare vigueur, le directeur du journal du mouvement coopératif, M. Jean-Paul Légaré, reprend des propos tout aussi vigoureux tenus à huis clos, récemment, devant quelque 200 responsables des institutions du Mouvement Desjardins réunis en colloque, à Lévis, par M. Roland Parenteau, auteur du rapport commandé par Québec sur "les relations entre le gouvernement et le mouvement coopératif".

M. Parenteau souligne que "la période actuelle, fertile en crises de toutes sortes et où les consommateurs sont impuissants devant l'inflation, est favorable à l'expansion du coopératisme". On y arriverait plus aisément si "le gouvernement se mettait du côté de ceux qui veulent

participer à la solution de leurs problèmes". Le directeur de l'ENA n'épargne pas davantage le mouvement coopératif, selon "Ensemble". On y apprend en effet que M. Parenteau en a "sans doute surpris ou scandalisé plusieurs quand il a émis l'opinion que l'idée de coopération avait connu un recul depuis les années soixante et que le mouvement coopératif marquait le pas, était devenu conservateur et avait perdu l'esprit d'aventure".

On en a coupé...

Pour M. Légaré, toutefois, "le mouvement coopératif prend aujourd'hui conscience de son importance et de ses possibilités. Il demande au gouvernement de le reconnaître pour ce qu'il est et de collaborer à son développement". Or, c'est du côté de l'Etat que la réponse est lente à venir et M. Légaré n'y va pas avec le dos de la cuillère: "On saisit mal qu'un gouvernement maintienne une attitude de neutralité ou d'indifférence et continue de courtiser les puissants ou de se laisser courtiser par eux. Au Québec en particulier, on en a soupé de voir l'Etat s'acoquiner avec les grandes entreprises et les

multinationales pour entretenir l'illusion de la prospérité, alors que nous vivons dans un confort importé et que nous avons si peu d'emprise sur notre économie".

M. Légaré juge alors bon de rapporter une intervention au récent congrès de la Chambre de commerce du Québec du chef parlementaire du Parti québécois, M. Jacques-Yvan Morin. Ce dernier a alors préconisé qu'on reconnaisse le

coopératisme comme la "quatrième force" qui devrait être invitée à la table de la planification de notre économie avec l'Etat, l'entreprise privée et les travailleurs.

"A notre connaissance, ajoute le directeur de l'organe officiel du CCQ, M. Morin a été le seul à ce congrès à reconnaître l'importance du coopératisme comme agent économique et social".

Vers une relance des coops d'habitation

"L'absence du mouvement coopératif dans le secteur de l'habitation est grave", estime M. Gilles Arès, et c'est pourquoi le Conseil de la coopération, qui a entrepris une vaste étude sur le sujet, compte organiser d'ici la fin de l'année un colloque afin d'établir un "modèle de développement" pour les coopératives d'habitation.

M. Arès reconnaît qu'un "certain traumatisme" demeure encore à la suite de la dissolution de la Fédération Coop-Habitat, en 1973, mais il croit que les conditions n'ont jamais été

aussi bonnes pour relancer une action dans ce domaine. En tout cas, grâce à une subvention de \$12,000 de Québec, le Conseil a presque complété un bilan des expériences réalisées à ce jour et des lois qui s'appliquent à ce sujet. On a même examiné les expériences en France et en Suède.

Le Conseil estime qu'en décembre, on pourra réunir un colloque de tous les intéressés, et notamment de la Société centrale d'hypothèque et de logement (SCHL) et de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

Priorités: Coop et cooprix

"C'est dans le domaine des coopératives de consommation qu'il est le plus urgent d'agir", a déclaré au JOUR M. Gilles Arès. Et il y a lieu d'être optimiste de ce côté, semble-t-il, à en juger par "l'accueil très réceptif" réservé par les dirigeants des institutions financières du mouvement coopératif au "plan de développement" soumis, récemment, par la Fédération des magasins Coop. Dans une entrevue accordée au JOUR, cet été, le président de la Fédération, le chanoine Henri Pichette, avait annoncé cette démarche qui vise à multiplier au Québec les magasins Coop et Cooprix.

"Il y a une dynamique nouvelle qui se dégage dans le mouvement coopératif par rapport au développement des coops de consommation", estime Gilles Arès. La future SDC, selon lui, devra aussi s'occuper "en priorité" de ce secteur. "Si ça ne marche pas, conclut-il, ça ne dépendra pas de nous mais des consommateurs qui voudront continuer à acheter chez Steinberg".

Bâtissez le Québec avec nous !

Tricofil, c'est le retour au travail d'au moins 300 hommes de chez nous. Ce sont des Québécois qui ont farouchement lutté pour leur droit au travail.

Nous n'avons pas le droit de ne pas faire notre part, aussi minime soit-elle, pour aider ces travailleurs.

Tricofil, c'est une toute nouvelle structure d'entreprise, basée sur la participation des travailleurs à la gestion et aux profits.

Tricofil, c'est une usine intégrée, i.e. cinq usines dans une seule. Ce qui offre de multiples possibilités et est un élément certain de rentabilité.

Tricofil, c'est une main-d'oeuvre des plus compétentes selon deux études privées de rentabilité (Kurt and Salmon et Poly-avis). Etudes qui ont démontré la viabilité et la rentabilité de cette usine.

Tricofil, c'est une équipe d'experts dans le textile venue de grandes compagnies pour relever un formidable défi humain.

Faisons un dernier effort. Tricofil n'est qu'à quelques pas de la réussite.

Bâtissez TRICOFIL avec nous

Un prospectus est à votre disposition sur demande. Le siège social de la société populaire Tricofil est situé au 55 rue Castonguay, à Saint-Jérôme. (tél.: 436-9525) (Ceci n'est pas une sollicitation)



La société populaire Tricofil a fait une émission d'actions privilégiées à \$100.00 l'unité. Elles rapporteront 8% par années.

- a) en envoyant votre chèque au nom de Tricofil, chèque au montant de \$100.00
- b) en souscrivant par versements, soit à la semaine ou au mois
- c) en souscrivant par groupes

Il y a tant de choses à faire au Québec. L'une d'elles consiste à posséder notre propre économie.

Si vous ne pouvez posséder d'actions, faites parvenir votre don, aussi minime soit-il, aux travailleurs de Tricofil. Ils convertiront les dons en actions et ces actions détenues par des travailleurs.

Climat toujours tendu en Espagne

Malgré le climat toujours tendu dans lequel est enfermé l'Espagne franquiste, la proclamation de l'état d'urgence a été écartée, du moins pour l'instant, par le gouvernement de Madrid. De plus, les ministres modérés seraient hostiles à de nouvelles mesures de répression qui risqueraient de continuer l'escalade des violences et des représailles qui s'est abattue sur l'Espagne depuis le mois dernier...

MADRID (Reuter, AFP) — Les nouvelles mesures envisagées par le gouvernement espagnol pour faire face aux activités subversives ne seront sans doute pas connues avant le conseil des ministres de vendredi prochain. De source gouvernementale, on exclut la proclamation de l'état d'urgence. Le cabinet a tenu une réunion extraordinaire lundi soir pour étudier le renforcement des mesures contre la subversion, notamment au pays basque où l'organisation séparatiste ETA a fait sauter dimanche une voiture de la garde civile, tuant trois policiers et en blessant deux autres.

Depuis l'exécution de cinq militants le 27 septembre, condamnés à mort pour l'assassinat de policiers, sept policiers ont encore été tués.

Il règne toujours un climat tendu après le déferlement des protestations à l'étranger contre les exécutions et les contre-protestations en Espagne dénonçant les ingérences extérieures.

A Marbella, sur la Costa Del Sol, le marquis de Villaverde, gendre du général Franco, a dû être soigné à l'hôpital après un pugilat avec des touristes néerlandais qui criaient des slogans anti-franquistes.

Dans les milieux de

gauche, on craint de nouvelles initiatives violentes de militants d'extrême droite, comme les "Combattants du Christ-Roi" qui, dimanche, à Mondragon dans le nord du pays, ont tué le frère d'un des fondateurs de l'ETA vivant en exil en France.

Cependant, le gouvernement a désavoué publiquement toutes les initiatives de l'extrême droite. Une crise entre l'Eglise espagnole et l'Etat a été évitée grâce au départ précipité pour Rome de Mgr Alberto Iniesta, évêque auxiliaire de Madrid sur l'ordre de ses supérieurs après l'arrestation de cinq prêtres qui avaient lu en chaire une lettre pastorale du prélat.



(Téléphoto: PA)

Pendant que des enfants angolais, membres du MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), s'entraînaient hier avec des fusils de bois, à 50 kilomètres au nord de Luanda, les affrontements entre le MPLA et le FNLA (Front national de libération de l'Angola) reprenaient de plus belle. L'Angola devrait accéder à l'indépendance le 11 novembre prochain.

Embargo américain sur les publications médicales destinées au Nord-Vietnam?

HANOI (AFP) — Le gouvernement américain aurait pris toutes dispositions pour empêcher que des publications médicales ou scientifiques, éditées aux Etats-Unis, parviennent à l'heure actuelle au Nord-Vietnam. Selon le professeur Ton That Tung, cancérologue du foie mondialement connu, il s'agit d'un "véritable embargo". "Il y a encore quel-

que temps et même pendant la guerre, a-t-il déclaré, nous pouvions recevoir de la documentation et des livres, de façon pratiquement officielle. Aujourd'hui, il faut se livrer à des astuces, via le Canada et la France pour obtenir ces publications".

Bien qu'il ne l'avoue pas ouvertement, le professeur Ton That Tung pense

que les recherches actuellement menées au Nord-Vietnam et dans certaines capitales d'Europe à propos des effets cancérigènes des défoliants américains déversés sur le Vietnam pourraient être à l'origine de cet embargo. "C'est, a-t-il dit, un problème embêtant pour les Etats-Unis et il est évident que moins on en saura, mieux ils se porteront..."

Le nouveau rêve d'Amin

KAMPALA (AFP)

— Le président ougandais Idi Amin vient de faire un nouveau rêve. Hier, à la communauté musulmane qui assistait à Kampala aux prières de l'Aid el Fitr, il a raconté que la nuit précédente quelque'un lui avait dit de "s'éveiller pour voir quelque chose de grandiose".

Lorsqu'il s'éveilla, il vit, en effet, dit-il, une vive lumière qui se déplaçait d'est en ouest et aperçut un cavalier armé d'une épée. A son auditoire, le chef de l'Etat ougandais confia qu'il avait été tellement étonné par cette vision qu'il avait appelé sa femme pour en témoigner. Quand cette vision a disparu, a poursuivi Idi Amin, je me suis age-

nouillé et j'ai prié Dieu qu'il bénisse l'Ouganda et son peuple". Puis il a condamné de nouveau l'occupation des terres arabes par Israël et affirme que, lors de sa récente visite à Rome, le pape lui avait confié que le Vatican n'établirait pas de relations diplomatiques avec Israël aussi longtemps que l'Etat juif occuperait des territoires arabes.

Pas de "Pershing" pour Jérusalem?

SAN FRANCISCO, CALIFORNIE — (AFP) — Il est "improbable" que les Etats-Unis délivrent à Israël des missiles sol-sol à longue portée "Pershing", a déclaré hier le secrétaire à la Défense, M. James Schlesinger.

La chaîne de fabrica-

tion de ces missiles est arrêtée, a expliqué M. Schlesinger qui s'est dit opposé à puiser dans les stocks de l'armée américaine pour satisfaire les demandes en armements de l'Etat hébreu.

"Après inventaire des disponibilités actuelles des missiles "Pershing", je

considère la livraison de ce type d'armement comme peu probable tant que la chaîne de production n'est pas remise en route", a souligné le secrétaire à la Défense au cours d'une conférence de presse après s'être adressé devant le Congrès de la centrale syndicale A.F.L. — C.I.O.

La CICR au secours de Françoise Claustre

GENEVE (AFP) — Le comité international de la Croix rouge a décidé hier soir d'entreprendre toutes les démarches nécessaires en vue d'une intervention éventuelle dans l'affaire Claustre, a indiqué un porte-parole du C.I.C.R. Cette décision a été prise par

les responsables du C.I.R.C à l'issue de la réunion qu'ils ont tenue en fin d'après-midi pour entendre le rapport qui leur a été présenté par M. Roger Santschy. Ce dernier avait été reçu dans la matinée par un collaborateur direct du président de la République française M. Valéry Giscard d'Es-

taing, au palais de l'Élysée. Il avait pour seule tâche de s'informer auprès des autorités françaises, après l'appel qui avait été lancé dans un communiqué de la présidence de la république française, aux institutions humanitaires internationales à propos de Mme Claustre.

Durcissement à gauche au Portugal

LISBONNE (d'après l'AFP et Reuter) - L'opposition de gauche et d'extrême gauche durcit son attitude. Après les manifestations organisées lundi soir à Porto et à Lisbonne pour soutenir les militaires d'extrême gauche dont l'insubordination frise maintenant la rébellion ouverte, ce sont les ouvriers de la métallurgie qui ont manifesté hier après-midi à Lisbonne après avoir décidé un arrêt général du travail.

L'ordre de grève émane du syndicat national des ouvriers de la métallurgie. Il a affecté environ deux cents cinquante mille ouvriers. Le motif officiel de cet arrêt de travail de trois heures est de protester contre la non-application par le nouveau ministre du Travail d'un arrêté ministériel pris par son prédécesseur et qui établit une nouvelle échelle des salaires. Mais les mots d'ordre de ce mouvement de la manifestation sont essentiellement politiques: "Si la bourgeoisie veut la guerre, elle l'aura", "mort à l'ELP (armée de libération du Portugal) et à ceux qui la soutiennent", "Les soldats toujours aux côtés du peuple", "épuration à gauche non, épuration à droite oui", "à bas l'exploitation capitaliste". La plupart de ces slogans sont maintenant courants dans les manifestations d'extrême gauche et des "SUV" (Soldats unis vaincraient), organisation militaire d'extrême gauche semi-clandestine.

Le "25 avril": une surprise

WASHINGTON (AFP) - Les agences de renseignement américaines ont été surprises par le coup d'Etat au Portugal en 1974. Cette information ressort du témoignage de plusieurs responsables de ces services hier devant la commission de la Chambre des représentants chargés d'enquêter sur leurs activités.

Le directeur du bureau de renseignement et de la recherche au département d'Etat, M. William Hyland, a reconnu que les services secrets "n'avaient donné aucun avertissement spécifique du coup du 25 avril 1974 au Portugal". Les services de renseignement américains se sont déjà vus reprocher de n'avoir pas prévu l'ampleur de l'offensive du Têt en 1968 au Vietnam ni le début de la guerre du Yom Kippour en 1973 au Moyen Orient.

Mutinerie

Par ailleurs des centaines de soldats portugais mutinés ont occupé, hier, avec l'aide de milliers de manifestants gauchistes, la caserne du régiment d'artil-

lerie Serra Do Pilar située à la périphérie de Porto, au mépris des ordres donnés par le général Antonio Pires Veloso, commandant de la région nord.

Ils entendaient protester ainsi contre la déci-

sion du général de dissoudre une unité à tendance gauchiste.

Les soldats et protestataires se sont dirigés vers Vila Nova de Gaia, où est située la caserne, après avoir manifesté pendant la

nuit devant la caserne du régiment vise.

Les soldats de garde au régiment d'artillerie ont fraternisé avec les manifestants et leur ont ouvert le portail.

On croit que la plupart des soldats qui on oc-

cupé la caserne appartenent à l'unité dissoute. Le bruit s'est répandu parmi la foule de manifestants massée devant la caserne du régiment d'artillerie que le général Pires Veloso avait menacé de bombarder l'unité qui s'est mutinée.

Analyse

La révolution portugaise est-elle un "socialisme de papier"?

par Antoine K. Char

"Le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe". Depuis que le sixième gouvernement portugais a été formé le vendredi 19 septembre dans la soirée, ce leit-motiv ne cesse d'être crié dans les rues de Lisbonne. En l'espace de trois semaines le visage du "nouveau Portugal" semble s'être déformé par des affrontements entre la gauche et l'extrême gauche. Pour la gauche révolutionnaire (1) le socialisme que veut instaurer le gouvernement de l'amiral Pinheiro de Azevedo - fortement inspiré par le document des "Neuf" de l'actuel ministre des Affaires étrangères Melo Antunes - n'est qu'un "socialisme de papier". Même le Parti communiste d'Alvaro Cunhal qui détient un seul portefeuille dans le gouvernement azevediste est qualifié de "parti qui a

tourné le dos à la révolution socialiste". Mais la révolution portugaise a-t-elle réellement pris un virage à droite?

Impossible social-démocratie

Dans une entrevue au "Times" de Londres, Mario Soares, secrétaire du PS (Parti socialiste) déclarait le mois dernier que le programme du PS n'était pas de corriger les aspirations les plus injustes du capitalisme mais de le détruire". Soares enchaînait en ajoutant que la "social-démocratie n'est pas applicable au Portugal". Mais quel est alors le choix révolutionnaire qui s'offre à un pays qui vient à peine de casser le silence dans lequel il a été enfermé pendant quarante-huit ans? Pour l'extrême gauche portugaise la révolution socialiste doit se faire sans ambiguïtés, sans détours ni

zigzags. Ce socialisme doit être axé sur la construction d'une société sans classe. La construction d'une telle société ne pourra donc se faire, pour la gauche révolutionnaire, par de simples réformes et de compromis de classe. Réformes et compromis, qui ne sont que des "palliatifs révolutionnaires". Pour cette gauche révolutionnaire les partis "socialistes" au gouvernement ne sont que des partis pseudo-révolutionnaires ne cherchant qu'à "fabriquer" une pseudo-révolution.

"Démocratie menacée"

Le premier ministre Azevedo justifia l'occupation le lundi 29 septembre, des stations de radio et de télévision par l'armée en déclarant: "C'est le moment de passer des paroles aux actes. Si l'on ne rétablit pas la

discipline, le fascisme reviendra au Portugal". Mais dans ces "moins de paroles et plus d'actes", la gauche révolutionnaire et une partie de plus en plus importante du M.F.A. (Mouvement des forces armées) ne peuvent s'empêcher de voir une note de fascisme. Même le général Otela Saraiva de Carvalho, chef du COPCON (Commandement opérationnel du continent) qui a dirigé les opérations militaires de la "révolution des oeillets", voit dans le nouveau gouvernement un danger de "virage à droite". Finira-t-il, s'il est "trahi" par le conseil de la révolution, par tenter

un coup de force pour "sauver les acquis de la révolution du 25 avril?" Chose certaine, le paysage politique du Portugal est désormais déchiré en deux: d'un côté se trouve les partis "traditionnels" soutenus par la plupart des membres du M.F.A. et de l'autre les militaires de gauche qui se rangent dans l'opposition avec la panoplie des partis d'extrême gauche. Si le sixième gouvernement a effectivement porté un coup d'arrêt à la révolution, une épreuve de force est alors de plus en plus possible au Portugal. Epreuve qui finirait par être un coup de mort pour les "acquis du 25 avril?"

1- La gauche révolutionnaire comprend en gros: le MES (Mouvement de la gauche socialiste), le MDP (Mouvement démocratique portugais), le FEC (Front électoral communiste), la LCI (Ligue communiste internationale), le FSP (Front socialiste populaire), le PUP (Parti d'unité populaire) et le "socialisme des casernes" qui se rapproche des idées d'extrême gauche.

LES PIONNIERS DE LA DÉCENTRALISATION THÉÂTRALE

AUX ANIMATEURS ET RESPONSABLES D'ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES ET CULTURELLES

INTÉRESSÉS CETTE ANNÉE, À RECEVOIR

"LE STUDIO-THÉÂTRE DA SILVA"

CHEZ-VOUS:

THÉÂTRE

3 productions pour adultes et adolescents:

- 1) "Les Tourtereaux..." de J.C. Germain;
- 2) "La Leçon" de E. Ionesco;
- 3) "Et pis là... là hein!" de Lise L. da Silva.

COMMUNIQUEZ DÈS MAINTENANT

1155, RUE MOREL, STE-SOPHIE-DE-LACORNE
COMTÉ DE PRÉVOST, (QUÉBEC)
TEL: (514) 436-1304

MARIONNETTES: 4 productions pour 5 à 11 ans:

- 1) "Il était une fois..."
- 2) "Kinackit le bon chasseur"
- 3) "La Grande Khane"
- 4) "Le petit chaperon rouge"



PARTOUT, POUR TOUS, AU PAYS...

Raidissement britannique dans le dialogue Nord-Sud

La Grande-Bretagne a raidi hier sa position sur le dialogue Nord-Sud en excluant pratiquement d'être représentée par la C.E.E. à la grande conférence ministérielle prévue pour le mois de décembre. M. James Callaghan, ministre britannique des affaires étrangères, a en effet déclaré hier à ses partenaires de la C.E.F. qu'il ne pouvait concevoir que la Grande-Bretagne accepte d'être représentée par la CEE à la conférence proprement dite.

LUXEMBOURG (AFP) prise attendue du dialogue — A quelques jours de la re-

Grande-Bretagne a lancé une véritable bombe en annonçant froidement, hier à Luxembourg, qu'elle ne voulait pas être représentée par la CEE à la grande conférence sur l'énergie, les matières premières et les problèmes des pays en voie de développement qui doit se tenir, en principe, au mois de décembre à Paris.

Le ministre britannique

des Affaires étrangères, M. James Callaghan, a annoncé à ses huit collègues que Londres n'avait jamais pensé laisser défendre ses intérêts par une délégation communautaire, quel que soit le mandat de négociation mis au point par les "neuf" sur cette question.

Les réactions des huit autres pays ont été brutales. L'Allemagne fédérale, en

particulier, a réagi le plus vivement. Le représentant de la RFA n'a pas hésité à qualifier de "catastrophe" pour la communauté européenne, une participation en ordre dispersé à une conférence chargée d'établir un nouvel ordre économique mondial. Si l'Europe n'arrive pas à se mettre d'accord sur les problèmes primordiaux de l'énergie et des matières premières, a estimé l'Allemagne fédérale, cela peut signifier à terme un éclatement du marché commun et réduire à néant toute tentative d'une politique énergétique commune.

Position française

La position de la France, qui assure la présidence

technique de la seconde conférence préparatoire, a été plus nuancée. On estime que la position britannique, exprimée brutalement par M. Callaghan, ne remet pas en cause l'accord des "neuf" pour parler d'une seule voix à la conférence préparatoire. On ne pense pas non plus du côté français qu'un État isolé puisse bloquer tout un mécanisme, qui intéresse non seulement les pays industrialisés, mais tous les pays du tiers-monde.

Quant aux pays du Bénélux, ils craignent avec juste raison de "rater le coche" et de ne pas pouvoir faire entendre leurs voix, alors qu'ils sont un important consommateur d'énergie en Europe occidentale.



Hydro-Québec

C.P. 6106
Direction Embauchage
Montréal, Québec

CENTRALE NUCLÉAIRE GENTILLY I

CHEF DE SECTION- TECHNIQUES NUCLÉAIRES

CONCOURS: 75-461-9-J71

Fonctions:

- Sous la direction générale du chef de division technique, planifier, organiser, diriger et contrôler les activités de la section Techniques Nucléaires.
- Etre responsable des expertises techniques, de la préparation des devis, de l'administration des contrats et du contrôle de la qualité des approvisionnements en combustible nucléaire. Evaluer la performance du combustible, appliquer les normes du Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires, élaborer, développer et appliquer les stratégies de rechargement du combustible nucléaire. Préparer, évaluer, diriger, suivre, analyser les essais, mesures et expériences reliés à la commande et au pilotage du réacteur, reliés au combustible, à la physique du réacteur et la dynamique des systèmes, ou les essais à caractères spéciaux. Administrer les programmes d'essais des systèmes de sécurité de façon à satisfaire les normes, évaluer la fiabilité des sécurités et faire les rapports annuels.
- Fournir des expertises et rendre des services dans des domaines à caractère spécialisé tels: métallurgie, vibrations, équipement tournant, matériaux nucléaires, etc. afin d'optimiser le rendement des centrales nucléaires.
- Gérer un terminal rapide.
- Participer et collaborer à la formation pratique du Personnel.

Exigences:

- Détenir un diplôme de maîtrise en génie nucléaire ou l'équivalent et être membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec.
- Posséder une bonne expérience dans le domaine pertinent.

Salaire:

Selon la convention collective.

Lieu de travail: Gentilly

TECHNICIEN EN ESTIMATION

CONCOURS: 75-466-9-J71

Fonctions:

- Estimer, à partir des plans et devis, les quantités et les coûts de construction de projets de postes et autres édifices (centres de service, bureaux, etc.) en vue de la demande d'autorisations de travail et de la préparation d'appels d'offres.
- Analyser lorsque requis, les prix des soumissions et expliquer les écarts par rapport aux estimations.
- Estimer les quantités et les coûts se rapportant aux réquisitions et aux travaux supplémentaires.
- Estimer les coûts de construction de projets de postes pour fins de présentation des budgets.
- Etablir et tenir à jour tout recueil (banque) de données d'estimations (coûts, temps, équipement par l'analyse des dossiers de travaux passés ou en cours et de renseignements obtenus de l'industrie de la construction.

Exigences:

- Etre diplômé d'un CEGEP dans une discipline technique pertinente ou avoir des connaissances équivalentes.
- Avoir une connaissance de la construction de postes ou de centrales électriques ou industries similaires, y compris l'installation du matériel électrique.
- Avoir une certaine expérience dans l'estimation de travaux.

Lieu de travail: Montréal.

ARCHITECTE

CONCOURS: 75-462-9-J71

Fonctions:

- Préparer des guides techniques et des normes applicables à des systèmes de construction, ou à des bâtiments relativement à l'aménagement intérieur et à l'aménagement extérieur.
- Faire des études spéciales touchant la technologie du bâtiment, l'établissement d'un devis maître et le contrôle de la qualité.
- Etablir des systèmes de gestion et de planification propres au domaine du bâtiment et à ses aménagements.

Exigences:

- Etre inscrit au Tableau de l'Ordre des Architectes du Québec depuis au moins (5) cinq ans.
- Posséder une expérience pertinente dans le domaine du bâtiment.
- Parler et écrire correctement le français et avoir une connaissance d'usage de l'anglais.

Lieu de travail: Montréal.

N.B. Les candidats intéressés sont priés de nous faire parvenir leur curriculum vitae le plus complet possible avant le 22 octobre 1975 en mentionnant le numéro du concours sur l'enveloppe.



centraide

la nouvelle fédération des oeuvres.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

demandée pour
CORPORATION PROFESSIONNELLE
située Henri Bourassa ouest
Téléphone: 331-5212

LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

sollicite les offres de service d'un
COORDONNATEUR GÉNÉRAL

POSTE:

Sous l'autorité du comité de coordination, le coordonnateur voit à l'administration des affaires courantes du C.D.S.: Il assure un lien constant d'information et de consultation entre les salariés et le comité, contribue au maintien des relations constructives auprès des organismes du milieu et agit à titre de secrétaire d'assemblée aux réunions du comité de coordination.

EXIGENCES:

- Expérience du travail en équipe
- Très bonne connaissance des groupes populaires et de leur développement
- Aptitudes à obtenir les appuis nécessaires à la réalisation des projets de recherche et d'intervention
- Connaissance des principes de la gestion participative.

TRAITEMENT:

Selon l'échelle des salaires en vigueur au C.D.S.M.M.

Faire parvenir curriculum vitae avant le 22 octobre 1975 au:

Conseil de Développement social du
Montréal métropolitain
a/s Comité de coordination
445, rue St-François Xavier
Montréal 125

INFORMATIQUE

Analyste Programmeur \$17-21,000
Coordonner les activités des programmeurs, design et implantation de systèmes. Un peu de programmation en COBOL. Apte à superviser une équipe.

Analyste de systèmes \$16-20,000
Conception, développement et implantation de systèmes très variés de gestion. Avantages sociaux très au-dessus de la moyenne.

Programmeur COBOL (13-16,000)
Domaines aussi divers que la comptabilité, administration, marketing et production. Très grand département offrant un excellent avenir.

Programmeurs R.P.G. 11 \$12-15,000
Très nombreuses ouvertures en développement ou entretien pour ceux qui ont au moins 1 an d'expérience avec ce langage.

Directeurs \$16-23,000
En charge des systèmes de l'opération. L'expérience pratique du R.P.G. 11 et des systèmes 111 est requise.

Programmeur junior \$9-11,500 Un an et plus de pratique avec le COBOL. Inventaire et un peu de comptabilité.

Pour un rendez-vous confidentiel, appeler ou écrire Division de Recrutement de Cadres
15 Brome, B Mart, B.P. 206, Place Bonaventure, Montréal, P.Q. H5A 1A9

GÉNIE

Directeur Technique \$24-26,000
Supervision des directeurs d'usine et chefs de laboratoires. Responsable des opérations techniques de la compagnie. Une expérience des produits laitiers est requise. Se rapporte directement au président.

Superviseur d'entretien \$14,400*
Également responsable des réparations en plus de l'entretien, de la machinerie et des bâtiments. Établir les programmes de sécurité. Vous ferez partie du comité de direction. Apte à diriger du personnel d'usine.

Ingénieur de Procédés \$12-14,000
Expérience non requise pourvu que vous soyez orienté vers la production. Établir les méthodes d'opération, vérifier la qualité du produit. Mène à un poste de Directeur Technique.

Ingénieur en mécanique \$12-15,000
Études de stress, rapports. Connaissance du FORTRAN.

Directeurs d'entretien \$ à débattre
Nombreux postes ouverts actuellement dans divers types d'industries.

Pâtes et Papiers \$ à débattre
Nombreux postes pour ingénieurs expérimentés dans ce domaine.

Nous sommes à la recherche de REPRÉSENTANTS D'EXPÉRIENCE

dans le domaine de la construction
Automobile nécessaire.
Très bon salaire.

Écrivez à:

C.P. 472
Limoilou (Québec)

LE CENTRE LOCAL DES SERVICES COMMUNAUTAIRES DE LA DÉ- SERT

Maniwaki—Québec

est à la recherche de

- 1 Médecin
 - 1 Dentiste
 - 1 Infirmière (santé première ligne)
 - 2 Infirmières (soins à domicile)
 - 1 Infirmière (soins préventifs pour 8 mois)
 - 2 Praticiens Sociaux (T.S.P. ou T.A.S.)
- Veillez faire parvenir votre commande avant le 24 octobre*

à:

Maurice Aumond
Directeur Général
C.L.S.C. de la Désert
Casier Postal 130
Maniwaki, Québec

Cyberna Ltd.
Ltée.

spécialistes en recrutement
selection de cadres
conseillers en gestion



LE COLLÈGE DE THETFORD MINES recherche CONSEILLER PÉDAGOGIQUE

POSTE DISPONIBLE pour 1 AN.

Sous la direction du coordonnateur du Centre de Média, le conseiller pédagogique est responsable du:

Service du choix et de l'animation documentaires

- Établit et applique les politiques relatives à l'organisation et à la gestion des services.
- Dirige le personnel des services.
- Orienete et coordonne le choix de la documentation.
- Évalue les collections du Centre des Média.
- Assure l'initiation des usagers à la documentation et aux instruments de la documentation.

Service d'animation et de développement pédagogiques

- Assure l'aide pédagogique aux professeurs en remplissant les fonctions suivantes: consultation, documentation et animation.
- Se tient au courant des recherches, des changements et des innovations dans le domaine pédagogique.
- Met sur pied un centre de documentation pédagogique.
- S'occupe d'information pédagogique.
- A un rôle primordial d'information et d'animation pédagogique.
- Favorise l'expérimentation pédagogique.
- Aide à la mise sur pied et à la rédaction de projets d'expérimentation.
- Coordonne et supervise l'exécution des projets.

QUALIFICATIONS:

Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle dans une discipline appropriée.

SALAIRE

Minimum \$10,323.00 — Maximum \$17,116.00

LES PERSONNES INTÉRESSÉES SONT PRIÉES DE FAIRE PARVENIR LEUR CURRICULUM VITAE ET LES DOCUMENTS ATTESTANT LEUR SCOLARITÉ ET LEUR EXPÉRIENCE À:

MONSIEUR JEAN DAGNAULT
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
COLLÈGE DE THETFORD MINES
671 SUD BOUL. SMITH
THETFORD MINES, QUE. G6G 1N1

CARREFOUR JEUNESSE ROSEMONT (ORPHELINAT ST.-JOSEPH)

Centre pour mésadaptés socio-affectifs
garçons et filles 6 à 12 ans

ÉDUCATEUR(TRICE)

Faire parvenir curriculum vitae

Directeur de Vie de Groupe
4675 est rue Bélanger
Montréal
Québec H1T 1C2



COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DU GOLFE requiert les services de

TROIS (3) ENSEIGNANTS

(AU NIVEAU SECONDAIRE)

DESCRIPTION:

2 postes enfance inadaptée (récupération)
Lieu de travail: Polyvalente Jean-du-Nord Sept-Iles
1 poste initiation à la technologie
Lieu de travail: École Secondaire Tortelier Port-Cartier

RÉMUNÉRATION:

Selon les politiques administratives et salariales du Ministère de l'Éducation.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature au:

Service du Personnel
30, rue Comeau
Sept-Iles, Qué.

C.L.S.C. PIERREFONDS

VOUS ÊTES LE TRAVAILLEUR SOCIAL PROFESSIONNEL
QUE NOUS CHERCHONS

SI:

- vous voulez "relever un défi"
- innover dans votre pratique
- œuvrer au sein d'une équipe multidisciplinaire
- répondre aux besoins des gens
- agir sur les problèmes
- créer un nouveau département des services sociaux
- être créatif, audacieux, bilingue

SALAIRE:

Selon les normes du Ministère des Affaires sociales

Envoyez curriculum vitae au:

C.L.S.C. Pierrefonds
15,700, boul. Pierrefonds
Pierrefonds (Québec)



Université du Québec à Montréal

COORDONNATEUR AFFECTÉ À LA FAMILLE DES SCIENCES HUMAINES

FONCTION:

Le titulaire de ce poste assiste le vice-doyen dans l'accomplissement des tâches à caractère pédagogique

EXIGENCES:

Maîtrise en sciences humaines ou dans une discipline appropriée

TRAITEMENT:

Selon l'échelle en vigueur à l'UQAM

Les demandes, accompagnées d'un curriculum vitae complet, devront parvenir, avant le 10 octobre, au:
Service du Personnel, (concours no. 223)
Université du Québec à Montréal
355 ouest, rue Ste-Catherine
Suite 6029
Montréal, Québec
H3C 3P8



On est une vedette populaire ou on n'en est pas une! C'est donc en plein coeur de la Plaza, au St-Hubert Bar-B-Q, que René Simard lançait lundi son dernier microsillon enregistré en concert au Japon. Les plus chanceux des nombreux jeunes massés à l'avant et à l'arrière du célèbre restaurant de la rue St-Hubert ont pu rencontrer leur idole et recevoir un disque de ses mains.



Le premier ministre de l'Alberta, Peter Lougheed (à gauche) devant Jacques Chirac. Monsieur Lougheed pendant son séjour à Paris.



LE JOUR, le mercredi 8 octobre 1975

Trois authentiques Québécois, trois gars du pays avec, bien sûr, le quotidien national des Québécois. Salut Félix, salut Gilles, salut Yvon, de la part des gars et des filles du JOUR et de ceux qui les lisent.

Photo Antoine Désilets

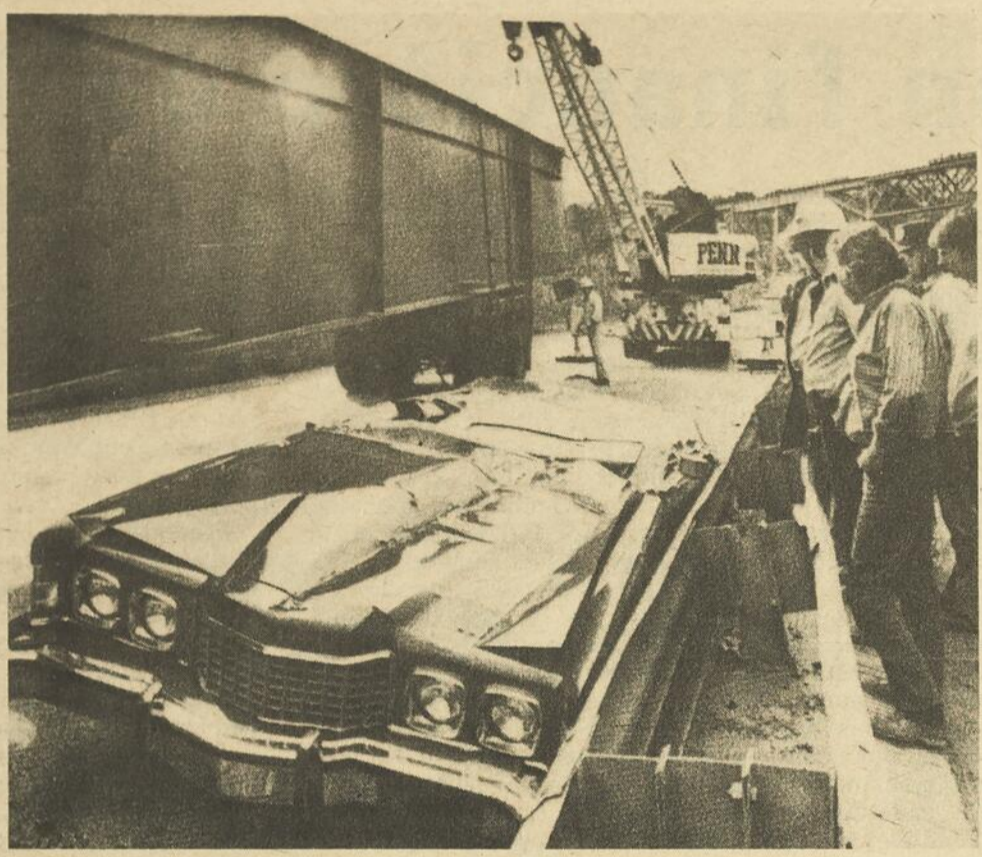


On espère tout de même que cette scène n'est pas une allusion à la langue dans laquelle ce journal est écrit. Sinon, ce serait M. Michaud qui ne serait pas content.

serait pas content
Laurent Laplant



prenant congé hier du premier ministre français a surtout discuté d'énergie avec ses interlocuteurs. (Téléphoto AP)



Qu'est-ce qui arrive lorsque 55,000 livres d'acier s'abattent soudain sur votre voiture? Et bien regardez. C'est ce qui est arrivé hier à la voiture de Grace Fink, à Pittsburg, la ville de l'acier justement. Il faudrait peut-être aussi demander à Mme Fink comment on fait pour sortir indemne d'une telle histoire, car voyez-vous, Mme Fink est à l'hôpital mais se porte très bien... (Téléphoto AP)



Et youppi!



Non, ce que ce cheval vient d'enlever c'est la page de un cultivateur du coin... Photo Antoine Désilets



Non à la guerre civile! Tel est le message écrit sur cette banderole que portent des soldats d'une unité d'artillerie rebelle, près de Lisbonne. Juchés sur leur caserne, ces soldats veulent ainsi répondre aux accusations des modérés selon lesquelles cette unité rebelle fait courir au Portugal le danger d'une guerre civile. (Téléphoto AP)



La situation financière du Jour

Ce mercredi 8 octobre 1975 est une journée presque aussi importante que la date de fondation du JOUR qui remonte à bientôt vingt mois, le 28 février 1974. En soi, c'est une réussite. Vingt longs mois marqués de craintes et d'espoirs, de toutes les difficultés inhérentes à la publication d'un quotidien d'opposition, indépendantiste, à la recherche des voies nouvelles d'une véritable démocratie sociale.

Le pari que nous avons pris, il y a vingt mois, était difficile à tenir. Il l'est encore. Tout autant que la conquête de notre indépendance politique. Le Jour et le projet d'indépendance tiennent tous deux au même idéal: donner à un peuple la maîtrise de son destin et à une société le contrôle de ses affaires.

Le journal que vous avez entre les mains n'a que ces seules raisons d'être. Amélioré, plus complet, plus pratique, avec un personnel moins squelettique que dans ses débuts de parution, nous prenons aujourd'hui le second pari d'élargir notre audience et d'atteindre à moyen terme le seuil espéré de la rentabilité financière. Nous n'y sommes pas encore. Bien que réduit dans des proportions importantes, le déficit du compte d'exploitation pour la seconde année de parution pourrait approcher les trois cent mille dollars. Les coûts sans cesse croissants de l'exploitation d'une entreprise de presse, l'inflation, la main-d'oeuvre, ne nous permettent pas encore de joindre les deux bouts.

Alors quoi? Ne possédant ni les millions de Power Corporation, n'étant soutenu par aucune institution bancaire et en butte par surcroît au boycott gouvernemental dans certains secteurs de l'administration publique, il ne nous reste plus qu'à faire appel, pour

une seconde fois, à nos lecteurs. Ce journal leur appartient. Ils décideront à la fois de son existence et de son progrès.

Le maudit argent! oui. Contre lequel, beaucoup de projets achoppent et un nombre incalculable d'énergies s'épuisent. Le fait qu'un journal comme Le Devoir a vécu cinquante ans de la générosité publique ou que la religion catholique romaine fait appel depuis deux mille ans à ses fidèles pour diffuser son message, ne dissipe pas totalement le sentiment de gêne que nous éprouvons à solliciter pour une seconde fois l'appui de nos lecteurs. En janvier dernier, spontanément, ces derniers ont aidé LE JOUR à franchir un cap difficile. Dans les Cegep, les universités, les syndicats, les entreprises, chez les militants du Parti Québécois, partout, nombreux sont ceux qui rendent possible la survie de leur quotidien national.

La campagne de financement qui s'amorce aujourd'hui et que nous espérons être l'une des dernières dans l'histoire du Jour a pour objectif une somme de deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.). Ce montant nous permettra de combler le déficit accumulé depuis le 28 février 1975 (y compris les mois d'été) et de nous rendre la vie un peu plus respirable d'ici le 28 février 1976, date du deuxième anniversaire de la fondation du journal. D'ici là, l'augmentation espérée du côté du tirage et de la publicité devrait nous rendre assez près de l'équilibre budgétaire.

Le jeu en vaut-il la chandelle? Est-il nécessaire que nous consacrons tant d'efforts au maintien du seul organe de presse authentiquement libre au Québec. Car, tout compte fait, c'est bien de cela qu'il s'agit.

Par le double jeu des puissances économiques et des pressions politiques, la liberté d'informer devient vite un leurre dans nos sociétés capitalistes. Aux prochaines élections, comme aux dernières, l'ensemble des moyens de communications au Québec, presse, radio et télévision, opteront à quelques rares exceptions, et encore, pour le maintien des Québécois dans leur situation de dépendance. Il n'y aura, si on lui prête vie, que LE JOUR pour faire un tant soit peu équilibre à la presse concentrationnaire, fédérale, libérale, dont le patronat est manifestement hostile au projet indépendantiste.

Produit fabriqué par des hommes, Le Jour est certes imparfait mais il n'en reste pas moins, avec toutes ses faiblesses, la seule voix libre du Québec. Comme le Parti Québécois au cours des dernières années, il a eu sa part de critiques excessives et raisonnées, justes et irréfléchies, fondées et irrationnelles. La part des choses fut faite et les changements que les lecteurs peuvent constater aujourd'hui, tant dans la forme que dans le contenu, sont le fruit de leurs suggestions maintes fois formulées.

Les jeux sont faits. Le succès de la campagne de financement qui s'ouvre aujourd'hui et une raisonnable augmentation du tirage détermineront l'avenir d'un quotidien que plus d'un millier de Québécois se sont donné le lendemain de la tricherie électorale de 1973, et qui depuis, au fil des jours, devant la dégradation des pouvoirs politiques et notamment celui du Québec, véhicule l'espoir de plus en plus proche du réveil tant attendu.

commentaires

LA P... même pas respectueuse

M. Lawrence Hannigan, qui est comme on le sait à la fois président de la Communauté urbaine de Montréal et président de sa commission de transport, a cru bon emboucher la trompette dans la campagne entreprise par certains dirigeants municipaux du Québec pour qu'Ottawa aide directement les gouvernements locaux.

L'intervention de M. Hannigan nous laisse bouche bée. On comprend que, compte tenu du peu de souci montré par le gouvernement québécois actuel pour les problèmes de la métropole, de l'aval si facilement donné aux dépenses olympiques et de l'attitude pingre à l'égard du transport et de l'habitat, on comprend que M. Hannigan ait des mouvements d'humeur. Faire le trottoir à Québec chaque année, souvent dans l'atmosphère survoltée d'une grève des transports publics, on conçoit que ce n'est pas agréable.

Mais d'autres avant M. Hannigan ont fait face à la même musique sans perdre le respect des cadres qui font que les gouvernements locaux relèvent de Québec, et non pas d'Ottawa. Si

Québec manque d'argent pour les villes (à supposer qu'il veuille leur en donner), qu'il aille lui le chercher là où il se trouve. M. Hannigan crée un bien triste précédent en oubliant tout soudain qu'il n'est pas indifférent de savoir par qui on est payé.

Evelyn Dumas

Encore Bell!

Remporter une victoire judiciaire, ce n'est pas nécessairement établir sa maturité en ses civisme. La meilleure preuve en est que Bell Canada vient de remporter une victoire judiciaire importante aux dépens de la Régie Québécoise des services publics, sans que ceci lui vaille la moindre admiration de notre part. Bien au contraire.

Bell Canada n'aime pas qu'on flirte avec ses poteaux. Elle n'aime pas, en tout cas, que le flirt soit le fait d'une autorité provinciale. Bell Canada, on devrait finir par le comprendre, n'a que des poteaux monogames et elle ne permettra pas que les poteaux en question partagent leur "affection" entre plusieurs clients. Bell s'est donc drapés dans sa fierté lorsque la Régie des services publics lui a ordonné de permettre à un câblodistributeur d'accrocher son fil coaxial à son réseau de poteaux.

La Régie eut beau souligner qu'il est ridicule, laid et coûteux de multiplier les réseaux, rien n'y fit. Bell

Canada appela à sa rescousse l'autorité judiciaire qui, forcément, reconnu que la charte de Bell Canada provient bel et bien du gouvernement fédéral. Conséquence: seul le gouvernement fédéral peut donner de telles directives à Bell Canada.

Telle est la victoire de Bell. Elle nous vaut une prolifération des réseaux de poteaux. Elle nous vaut une duplication des dépenses et une esthétique urbaine encore plus douteuse. Elle nous vaut, à un autre niveau, de nouvelles entraves à la mise en oeuvre d'une politique Québécoise des communications. Mais tout cela, apparemment, s'est rien à côté des joies que procure une victoire légale.

Laurent Laplante

Les deniers publics

L'ancien vérificateur général du Canada, M. Maxwell Henderson, n'a pas été d'une tendresse particulière à l'endroit du gouvernement Trudeau en accusant ce dernier de fournir plus d'alibis que de leadership dans la conduite des affaires canadiennes. M. Henderson a scruté à la loupe les comptes de l'administration fédérale de 1960 à 1973. Il accuse le gouvernement Trudeau d'arrogance et de "traits dictatoriaux", notamment en gardant secret un projet préparé avec force soins par un comité de législation et visant à conférer plus de

pouvoirs au vérificateur général des comptes publics.

Ces propos de l'ancien haut fonctionnaire ne laisseront pas d'inquiéter ceux-là qui continuent, contre vents et marées, à faire preuve d'une loyauté indéfectible à l'endroit des libéraux fédéraux. A Ottawa, comme à Québec, il y a comme un vice congénital de corruption aimable dans la conduite des affaires publiques. M. Trudeau n'est peut-être pas mis en cause personnellement dans des cas flagrants de patronage et de favoritisme, mais il n'en cautionne pas moins tout un parti en peu trop porté à la prébende et à la prévarication, par la nature même des choses et par ses sources de financement.

La campagne d'autofinancement, en cours des libéraux fédéraux laisserait-elle espérer le plus modeste relâchement des liens de ce parti avec les barons de la finance canadienne, qu'elle aurait sa raison d'être.

Si les libéraux fédéraux, comme les libéraux du Québec, peuvent un jour faire la preuve qu'ils sont d'abord au service du public avant d'être les hommes de main du capital et des chercheurs de profits faciles, la démocratie se grandira d'un cran et le métier d'homme public sortira peut-être du mépris dans lequel il est enlisé.

D'ici là, la méfiance et le scepticisme sont encore de rigueur.

LE JOUR

LE JOUR est publié par la société SOPEL INC. qui a son bureau principal au 387 Lebeau, Ville Saint-Laurent, Montréal 379. Lithographie par Journal Offset Inc. 254 Benjamin-Hudon, à Ville Saint-Laurent.

Composé par Journal-Offset Inc. et D.S.C. Composition Inc., 385 boul. Lebeau, Ville St-Laurent.

La Presse Canadienne et l'Agence France Presse sont autorisées à publier les informations du JOUR. Abonnement: édition quotidienne, livrée à domicile par porteur: \$1.50 par semaine; par la poste: \$60.00 par année \$32. par six mois et \$18.00 par trois mois. Edition du samedi: \$15.00. Tarif de l'abonnement servi par la poste aérienne sur demande. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 3299. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

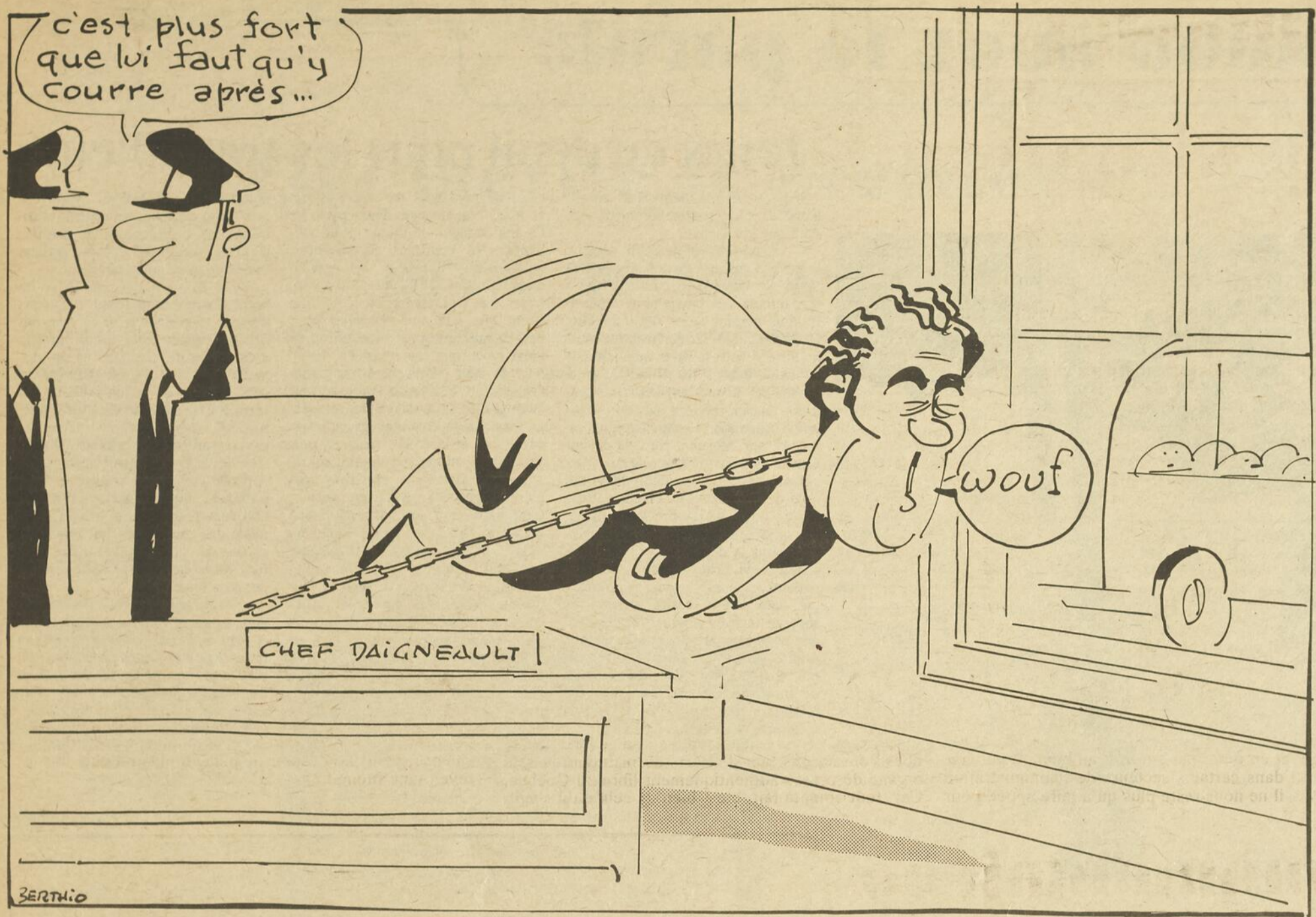
Téléphone: à Montréal, 331-8961 (lignes groupées); à Québec, à la Tribune parlementaire, 643-1357.

Directeur: Yves Michaud

Chef de la rédaction: Paule Beaugrand-Champagne

Directeur administratif: Jean-Pierre Nepveu

Directeur de la publicité: Marcel Pinnsonault.



document

Les masques sont tombés!

Le Parti Québécois n'a cessé depuis le début de souligner que la loi 22 n'était aucunement faite, pas plus à l'école qu'ailleurs, pour renverser le rapport de forces qui favorise de plus en plus l'anglais aux dépens du français. Et nous savions que le régime Bourassa ne tarderait pas, hélas, à nous donner raison. Voilà qui est fait.

Le souple commis financier de cette administration coloniale vient de confirmer notre diagnostic en faisant sauter par un tripotage de chiffres la fragile barrière du contingentement, précédant qui risque bientôt de s'étendre à tout le Québec. L'an dernier, à travers les acrobaties verbales du ministre Cloutier, on avait cru comprendre que les effectifs scolaires anglophones ne devaient plus augmenter au delà du niveau de 1974 à moins que l'accroissement ne soit justifié par une augmentation équivalente du nombre d'élèves de langue maternelle anglaise. C'était bien ce qu'on avait compris, mais ce n'était pas du tout ce que nos rampants du pouvoir avaient l'intention de faire. La démission de l'ex-ministre Choquette l'a bien montré. Coincé à son tour entre les tests d'aptitude, les déclarations solennelles et les quotas du contingentement, le ministre Garneau n'a pas eu de tels scrupules. En un tournemain, il a

"réglé" l'affaire en faussant une loi clairement inopérante et inapplicable, et qui ne représente plus en pratique qu'un agenouillement devant le statu quo. En réalité, on n'a donc réussi, après six ans, qu'à revenir à la démission du "bill" 63, en y ajoutant l'hypocrisie.

En nous ramenant ainsi à l'assimilation sans frein, le ministre le plus dépendant du cabinet, celui dont le moindre geste peut affecter les milieux du Big Business et par conséquent la caisse électorale, vient de mettre à nu comme jamais le vrai visage du gouvernement Bourassa, ou plutôt de ce qui en reste. On sait maintenant à quoi servait la récente soirée publicitaire du premier ministre devant les Anglophones de Pierrefonds. A tâcher de faire avaler aux naïfs une image contraire à la réalité: on faisait semblant de se tenir debout, alors qu'en fait on s'effondrait déjà devant les CFCE, Springate, Teltley, Ciaccia et autres véritables maîtres du parti libéral.

Rien de plus conforme à la mentalité d'une administration qui, lorsqu'elle parle de francisation, le fait simplement pour être "à la mode" et pour tâcher d'émousser les exigences de plus en plus pressantes

de tous les esprits lucides du Québec.

Or, ce que rejoignent peu à peu ces exigences, en ordre dispersé mais de plus en plus cohérent, n'est-ce pas précisément le programme du Parti Québécois? M. Choquette claqué la porte en demandant que seuls les élèves de langue maternelle anglaise soient admis au secteur anglophone. M. Castonguay déclare de son côté que tous les enfants d'immigrants devraient dorénavant aller à l'école française. Même l'éditorialiste de la Montreal Gazette, samedi dernier, allait jusqu'à publier cette opinion dont on peut espérer qu'elle sera largement traduite maintenant qu'elle a osé s'exprimer en anglais:

"There really is no reason children of immigrants should not be channelled into French elementary schools, particularly if this is perceived by the majority as a matter of cultural survival. What is manifestly unfair, however, is telling people coming here they can do one thing and then forcing them to do another. Most of the present sort of agony can be avoided if would-be immigrants are told that their children's public schooling will be in French, while allowing those already here to choose."

Est-il besoin de souligner que le Parti Québécois se sent tout heureux de voir comme on rejoint ainsi, même des milieux les plus inattendus, quelques-unes de ses positions fondamentales: le secteur scolaire français pour tous les nouveaux immigrants; un réseau anglophone pour les enfants de la minorité; un régime de transition pour les familles néo-québécoises déjà installées au Québec.

Nous savons, bien sûr, qu'aucune politique ne pourra jamais, tant que nous serons provinciaux et minoritaires au Canada, éviter certains ennuis. Mais au lieu du fouillis contradictoire et déprimant que constitue la loi 22, nous savons aussi qu'il y a moyen de faire infiniment mieux, même dans le contexte actuel.

Il y a moyen d'être clair, de cesser de faire nager tout le monde dans l'ambiguïté. Il y a moyen d'amorcer au moins le renversement d'une situation de déchéance linguistique et culturelle que la loi 22 cherchait non pas à corriger mais à camoufler. Il devrait y avoir moyen de comprendre enfin que cette petite et basse politique, sur une question si vite émotive, est non seulement de la lâcheté et de la fraude, mais aussi de l'inefficacité. Il y a moyen de commencer à renverser le courant qui nous diminue,

mais il faut pour cela qu'on ait le simple courage de l'affronter avec vigueur et avec franchise, ce qui permettrait aussi, en pleine lumière, de le faire avec équité. D'où il s'ensuit que tout dépend, en définitive, des hommes qui constituent le gouvernement. Voilà pourquoi il ne faut pas s'y attendre sous le régime des Bourassa, Garneau et Cie.

Mais il demeure également, comme le rappelle notre programme, que "la solution définitive au problème de la langue exige que les Québécois se donnent les leviers politiques et économiques d'un État souverain". Pour que la solution soit vraiment définitive et irréversible, en effet, il faut renverser l'ordre des forces qui poussent non seulement les immigrants mais aussi, une fraction inquiétante de la collectivité française à s'angliciser. Aussi longtemps qu'on ne contrôle ni l'immigration, ni l'économie et les institutions financières, ni même l'ensemble de nos impôts, il est vain de s'imaginer que la langue française - par les seules vertus de son charme ou même de législations coercitives - va s'imposer définitivement. Au fond, le problème de la langue n'est donc que la conséquence de notre situation politique.

René Lévesque
Marcel Léger

VOUS AVEZ LA PAROLE

Jours de deuil pour les travailleurs



Journée de deuil des travailleurs et plus particulièrement des syndiqués du Québec.

Cette journée de deuil, nous ne la devons pas aux travailleurs grévistes de la United Aircraft qui furent un exemple de courage et de solidarité tout comme ceux des Lapalme, Good Year, Asbestos et heureusement nombre d'autres, mais nous devons ce deuil à tous les travailleurs insensibles à la solidarité et à nos syndicats locaux qui se bercent dans leurs conventions collectives qui satisfont leur égoïsme. Nous la devons aussi à certains officiers locaux épuisés ou las des trop nombreuses années de combats et de revendications qui refusent de laisser leurs places aux plus jeunes, souvent plus motivés. Nous la devons aussi aux représentants syndicaux appelés occasionnellement aussi "agents d'affaires" qui dans une minorité certaine ne sont des crapules, alors que d'autres aux nombreux avantages tels que bon salaire, plus frais de dépenses et frais de voyages n'ont plus la foi; la loi du moindre effort diminue leur dynamisme et détruit souvent inconsciemment celui des travailleurs.

La formule Rand était un sujet tellement important dans le syndicalisme québécois et le demeure encore, que toutes les centrales syndicales n'ont rien trouvé de mieux que de confier cette bataille à une poignée de travailleurs... suicides.

Alors que les centrales syndi-

cales ne ménagent pas leurs efforts et leurs argents pour leurs périodes de maraudages et même pour vilipender les centrales concurrentes, voire même déprécier les travailleurs d'autres allégeances, les centrales face à la grève de U.A.C. ne firent que quelques étincelles pour ces travailleurs sur cette grève de vingt mois, que ces centrales, dis-je, ne sauvèrent même pas les apparences, pas de flamme. Il était pourtant évident qu'une mobilisation générale et permanente de toutes les centrales aurait dû être créée, mais le plus scandaleux, après une défaire si tragique, si pleine de sacrifices, ces mêmes centrales oublieront, encore, temporairement, jusqu'à la prochaine occasion qu'un local plus brave ou plus syndical ranime ce problème véritable, disgrâce de notre syndicalisme; ceci démontre bien la faillite du syndicalisme québécois: beaucoup de petites batailles au niveau local mais jamais, jamais rien au niveau national.

Aujourd'hui, comble de machiavélisme, nous apprenons très subtilement que les travailleurs en grève de 1-6-12 ou 20 mois, d'une grève légale, risquent de perdre leurs légitime emploi. "C'est la loi", car l'employeur peut à la fin de la grève continuer d'employer ces mêmes scabs, responsables de la longue durée de grève au détriment des travailleurs impliqués dans ladite grève...

Que feront encore, nos trop

nombreuses centrales syndicales, rien? sauf quelques murmures et tremolos, ils continueront de sacrifier d'autres travailleurs et l'on continuera de dire que l'union fait la force.

Il est vrai que les Pepin-Laberge-Charbonneau firent de la prison pour les travailleurs et c'est tout à leur honneur mais des travailleurs aussi firent de la prison et de plus, peut-on réaliser ce qu'endurent les centaines et les milliers de travailleurs à l'exemple de ceux de United Aircraft, même la grève terminée; ces travailleurs en cas de dispute avec les scabs, risquent suivant leur nouvelle convention collective d'être immolés. Est-il possible qu'en 1975 l'on puisse impunément brimer et baffouer des travailleurs qui font la richesse de notre Québec mais hélas font aussi surtout plus la richesse des pays des autres.

Les anglais, dans leurs colonies, surent diviser pour régner. Ainsi dans le monde du travail nos centrales syndicales nous divisent au profit des patrons et les toutes puissantes multinationales et c'est cette vague complicité qui sournoisement et irrémédiablement cause nos défaites. L'heure de la véritable union a sonné, une et indivisible, et à ce moment-là l'union fera la force.

René Lévesque, métallo
Ville d'Anjou

Une autre occasion humaine manquée

Au moment où j'écris ces mots, la grève de la CTCUM est temporairement réglée, dû à un acte de bravoure forcé du Gouvernement Québécois. Ce n'est pas un arrangement qui convient à tous, mais il a la qualité de redonner à la population, le moyen de transport, dont elle a un besoin essentiel.

Durant ces jours, j'ai observé la misère humaine, étalée le long des rues et des trottoirs représentée par une foule de pouces "en l'air". J'ai essayé de la soulager en arrêtant plus souvent qu'à mon tour, sans subir l'influence de l'aspect physique du "pousseur". Il aura fallu que cette grève se fasse dans un temps où la pluie a eu l'honneur de la série contre le soleil pour mieux illustrer la faible moyenne d'équipe du Club des humains.

Afin de ne pas raconter des choses, strictement pour le plaisir questionnable de critiquer, j'ai parlé avec tous ceux à qui j'ai donné un "pouce". L'exception confirmant la règle, je n'ai d'autre choix que de constater que le genre humain est parfaitement égoïste. Pour illustrer cette affirma-

tion, je reproduis ici quelques réponses qui devinrent presque automatiques à mes questions.

Q. - Trouvez-vous ça difficile de faire du pouce

R. - Ben, quand y mouille, c'est dur

Q. - Pis, quand y mouille pas

R. - Ben, c'est pas l'diable mieux

Q. - Depuis combien de temps étiez-vous planté là

R. - Ben, depuis 200 machines

Q. - C'est pas une moyenne de gagnant

R. - Non, c'est un jeu pour perdre

Q. - Quel sorte de monde qui s'arrête

R. - Ben' des gens moyens surtout, pis des jeunes. Les riches avec les Gros Chars, eux-autres, y te voient même pas.

On continue une conversation où tout est décevant. A travers cette misère, on ne peut que détecter la tragique indifférence des uns envers les autres. Bien entendu, si on est une femme, jeune, jolie et bien tournée, il y

aura quatre automobilistes mâles qui voudront tous arrêter en même temps, pas tellement pour rendre un service gratuit, mais au cas où elle représenterait un bon "prospect"... Mais si elle n'a pas tous ces attributs physiques, on peut presque lire dans les yeux de certains; Tében trop laide s'tie. Si on a les cheveux un peu longs et qu'on est en jeans, ce sera: Marche mon ostie d'sale. Ou, on passe outre sans la moindre petite hésitation. Il s'en trouve même qui s'arrêtent complètement, pour repartir à toute vitesse, quand le "pousseur" à bout de souffle, est prêt à saisir la portière. Ca, c'est vraiment drôle!!!! Je rougis de honte à voir et entendre des choses semblables. Pourtant, il est abondamment prouvé que l'union fait la force, mais on dirait que cette vérité n'est comprise que lorsqu'il s'agit de choses matérielles. Quand la tentative ne rapporte pas d'argent, elle produit exactement le contraire. On se guette, on s'épie, on se méfie, on se méprise et on se juge sans prendre le risque de peut-être s'aimer. Combien de malheurs et de générations faudra-t-il pour que le

genre humain réalise, qu'à force de ne voir que du mal partout, tout ce qui est beau et bien ne sera qu'illusion et où cela nous mena-t-il. Pourtant, le seul vrai espoir des hommes de sauvegarder l'humanité réside dans le dialogue, mais ce mot est en voie de disparaître des dictionnaires. Vous n'avez qu'à aller dans les endroits très publics, comme le Métro, par exemple et vous verrez que presque tous ont perdu l'usage de la parole. On pense tous aux mêmes problèmes, mais on le pense tout bas, parce que l'on se sent seul. Pourtant, il serait si facile de ne plus l'être. Croyez-moi, durant cette grève, je n'ai jamais été si peu seul, parce qu'on m'a donné sur un plateau d'argent, l'occasion de ne pas l'être en me fournissant gratuitement l'instrument logique du dialogue; UNE AUTRE PERSONNE. Oui, une autre personne, qui à un arrêt d'autobus, aurait probablement refusé mon aide, si la grève n'avait pas existée. C'est à cette horrible réalité qu'on oppose le sceau de la valeur des relations humaines. Quel gachis!!!!

G. Roussin
Montréal



**NOUS AVONS
UNE MEMOIRE
D'ELEPHANT
PAS VOUS?**

Alors n'oubliez pas

**la rubrique
carrières**

Est là tous les
jours de la semaine

331-8961

le fond des choses

Le secret des Cours des enfants au Québec

Qui mérite le premier prix de bêtise?

Par René Mailhot, président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

Autant de questions, et il y en a des douzaines d'autres, auxquelles on ne peut répondre. A la cour des mineurs, la justice se rend encore derrière des portes fermées, dans le secret du huis clos. A l'extérieur, on doit se satisfaire de versions passablement approximatives des faits, le plus souvent basées sur des "fuites" ou des rumeurs.

Une mentalité carcérale?

Pourtant, les fragments d'information qui ont filtré ces dernières années donnent une image extrêmement terne et négative du système. L'image qui en ressort est en effet celle d'un système caractérisé par une mentalité carcérale mettant davantage l'accent sur la répression que la réhabilitation; un système où les principaux acteurs, les juges, sont souvent mal préparés, paternalistes à outrance, grincheux, et surtout, bien à l'abri des critiques.

Qu'est-ce qui se passe vraiment derrière ces portes closes?

Pour un cas dramatique qui fait surface dans les journaux, combien y en a-t-il de douzaines d'autres tout aussi scandaleux, qui se produisent sans bruit?

Peut-on admettre qu'un secteur aussi important de l'activité humaine et qui, de surcroît, offre tous les indices d'être profondément malade, échappe à l'examen de la presse?

Peut-on admettre que le public demeure dans sa sereine ignorance de ces faits?

Aération du système

Poser la question, c'est y répondre lorsqu'on constate le consensus qui est en train de se dégager dans tous les milieux qui s'intéressent à la protection des droits de l'enfance.

La Ligue des droits de l'homme, le Conseil québécois de l'enfance exceptionnelle, l'Aide juridique, des juges, des avocats, des travailleurs sociaux, des officiers de probation, des psycho-éducateurs, enfin la majorité de ceux impliqués directement dans le milieu, font vite l'unanimité sur un point: le système a grandement besoin d'être aéré. Il est temps que le public sache ce qui se passe dans les cours de Bien-être, que l'appareil et ceux qui l'administrent soient soumis à la critique.

Le directeur-général de la Ligue des droits de l'homme, Maurice Champagne, déclarait dans le "Soleil", en janvier dernier: "Cela permettrait de porter enfin sur la place publique le dossier noir de

Au Québec, en 1975, alors que le phénomène de la délinquance juvénile augmente de façon effarante, l'ensemble du secteur de la justice rendue aux enfants baigne toujours dans une grande noirceur. Ce secteur échappe à peu près complètement à l'opinion publique:

• Un juge des mineurs, considéré comme "progressiste", vient d'être mis au rancart par le juge-en-chef des cours de Bien-être, Jean-Paul Lavallée. Pourquoi?

• Le même juge-en-chef réclamait récemment des barbelés autour des centres de détention pour les jeunes. Pourquoi?

• Des douzaines d'enfants sont présentement incarcérés dans des prisons communes au Québec. Pourquoi?

• Il y a actuellement autant d'enfants que d'adultes aux prises avec la justice. Quelle justice leur rend-t-on?

l'enfance malheureuse," lequel est, selon lui, l'un des pires dossiers au Québec.

Dans notre tradition juridique, expliquait pour sa part le bâtonnier du Québec, M. Gilles Robert, il est un principe admis par tous selon lequel l'administration de la justice doit se faire au grand jour. Le caractère public de l'administration judiciaire, disait-il encore, est la principale garantie donnée au citoyen pour le respect de ses droits.

Alors, pourquoi ce secret dans les cours juvéniles?

Un faux prétexte?

"En principe, je ne suis pas opposé à la présence des journalistes dans nos cours, nous déclarait le juge-en-chef Jean-Paul Lavallée. Mais, malheureusement, la loi ne m'y autorise pas."

Pourtant, une étude approfondie des trois lois qui régissent cette cour: celle de l'adoption, celle de la protection de la jeunesse ainsi que la loi fédérale sur les jeunes délinquants ne démontre qu'une seule chose: il est interdit de révéler l'identité des mineurs délinquants et des familles impliquées.

En conséquence, un journaliste pourrait fort bien assister aux travaux des tribunaux pour mineurs sans avoir le droit d'identifier les accusés. En d'autres mots, le huis clos n'est pas utile aux mineurs accusés puisque leur anonymat est déjà assuré autrement.

On arrive donc facilement et logiquement à la conclusion que le secret qui prévaut dans les cours de Bien-être ne vise pas tant à protéger le mineur délinquant que le juge et la cour elle-même. Que ce huis clos empêche le public de se rendre compte des faiblesses de ces tribunaux.

Une chose, en tout cas, est claire: seul un usage imposé par les juges et non une loi a empêché jusqu'ici la présence de la presse dans ces cours.

Désaccord des juges

Il y a quelques mois, lors d'une session collégiale, tous les juges de l'Est du Québec votaient à l'unanimité le principe de l'ouverture des cours de Bien-être à des journalistes accrédités, à condition que l'anonymat des enfants continue d'être intégralement préservé.

Le juge-en-chef Lavallée n'a pas bronché pour autant. Il déclara à la Fédération profes-

sionnelle des journalistes du Québec qu'il voulait étudier la question en profondeur avec ses juges. Il désirait surtout consulter le ministère de la Justice. De toute façon, ajouta-t-il encore, c'est une question qui devra être réglée par ce ministère.

Mais, du même souffle, le juge-en-chef émettait une directive défendant à tous ses juges d'accepter des journalistes dans leur cour.

Pour sa part, le ministre de la Justice s'est contenté de renvoyer le problème au juge-en-chef.

En d'autres mots, il est clair que tous se renvoient la balle.

"Qui, des juges de la cour de Bien-être social et des législateurs mérite le premier prix de bêtise et d'irresponsabilité?" écrivait récemment l'éditorialiste Laurent Laplante, du "Jour", dans un long article intitulé "Pitié pour les jeunes."

Ainsi, face à l'indifférence marquée des législateurs, face à l'entêtement et à la mauvaise volonté évidente du juge-en-chef, quel recours reste-t-il à la presse?

Un nouvel équilibre

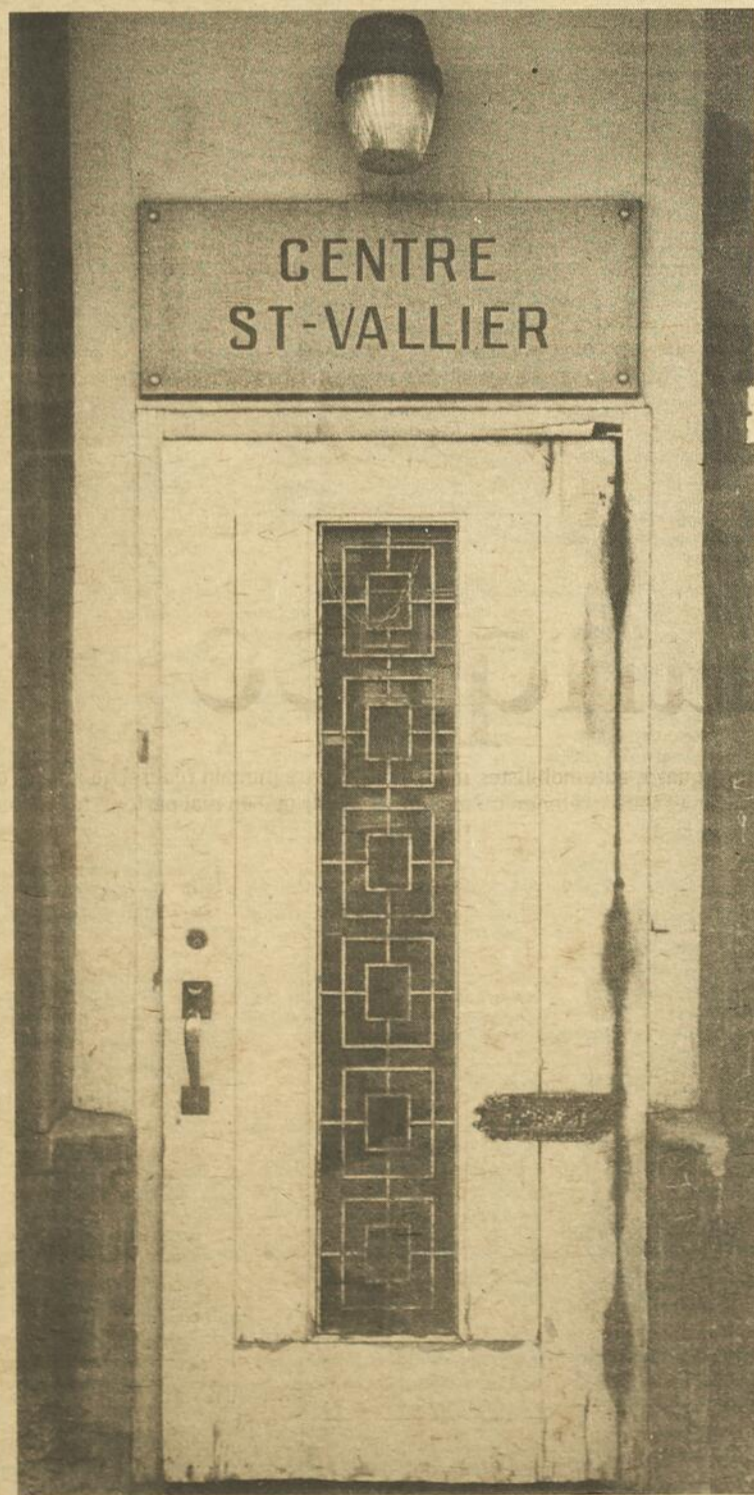
Sachant probablement mieux que quiconque que le huis clos est rarement la garantie d'une saine administration, les journalistes, face au contexte actuel, n'ont plus d'autre choix que de forcer la porte des cours de mineurs.

Il ne s'agit pas de prôner la désobéissance civile. Aucune loi, mais bien l'usage, empêche présentement les organes d'information d'être présents dans ces cours.

Il s'agit plutôt par un journalisme rigoureux qui colle à la réalité, un véritable journalisme d'investigation, de percer le secret de ces cours, d'en étaler les moindres facettes au grand public, de sensibiliser les gens aux drames qui se déroulent derrière ces portes closes. Pour chaque juge qui s'entêtera dans un mutisme poussiéreux, il y a des douzaines d'avocats de l'Aide juridique, d'officiers de probation, de travailleurs sociaux, de parents de mineurs qui sont prêts à collaborer.

Par cette campagne d'information qui doit se faire dans le respect de l'anonymat des enfants, il faut en arriver à un nouvel équilibre entre le droit du délinquant mineur à la discrétion des débats judiciaires et son droit à une justice plus aérée, à ciel ouvert.

Ce dernier droit précieux, il n'en jouit pas présentement.



50 MESSAGES 51 MESSAGES DIVERS 100 IMMEUBLES A VENDRE

101 propriétés à vendre
105 propriétés à revenus
108 propriétés à la campagne
113 propriétés demandées
117 propriétés commerciales industriel-
les
126 maisons mobiles
130 chalets à vendre
132 fermes à vendre
134 condominiums
appartement à vendre
147 terrains à vendre
150 terres à vendre
152 maison de campagne à vendre
153 hôtels - motels
156 bureaux et locaux à vendre
162 garages à vendre
165 divers à vendre

200 LOCATION

202 appartements à louer
204 appartements chauffés à louer
207 appartements meublés chauffés à louer
209 appartements demandés
211 appartements et logements à partager
214 logements à louer
218 logements chauffés à louer
222 logements chauffés meublés à louer
224 logements demandés
227 logements à sous-louer
228 appartements à sous-louer
229 chambres à louer
231 chambres demandées
234 commerce demandés
239 bureaux et locaux à louer
241 bureaux demandés
243 magasins à louer
248 propriétés à louer
258 chalet à louer
260 chalets demandés

300 MARCHANDISES

263 maisons de campagne à louer
266 places commerciales
271 hôtel villégiature
272 ferme à louer
275 garage à louer
278 entreposage
280 terrain à louer
283 on demande à louer
285 salles-studios-ateliers
288 divers à louer
302 ameublement
305 antiquités à vendre
308 antiquités demandées
310 articles de ménage
314 articles camping
caravaning - tentes
316 articles sport - skis
319 instruments de musique
322 photos et cinés
330 matériaux de construction
331 livres

400 SERVICES

332 effets de bureaux
magasins - restaurants
335 tableaux - peintures
337 livres
338 artisanat
349 lingerie -
fourrures - vêtements
350 T.V. - stéréos - radios
354 monnaie - timbres
360 bois - charbon - huile
369 animaux à vendre
371 acheterais animaux
379 divers à vendre
380 divers demandés
385 équipement de ferme

500 FINANCE

402 peintre
405 électricien
407 plombier
410 reboureur
413 entrepreneur
417 denturologiste
420 menuisier - ébéniste
425 service domestique
429 garderie d'enfants
430 perdu et trouvé
433 chauffage
435 planchers
438 déménagements
transport - camionnage
440 services divers
444 lavage - nettoyage
450 décoration
455 impôts - tenue de livres
459 portes et fenêtres
460 tailleur
465 terrassement

600 AVIS DIVERS

602 activités sociales
605 voyages - transports
608 ventes de charité
612 encans
620 Chasse & pêche
625 divers
630 avis légaux - appels d'offres de
mande de soumissions
634 décès
638 remerciement
640 messe

900 VÉHICULES

903 bateaux moteurs yachts
905 maisons mobiles
910 remorques roulettes
914 bicyclettes
918 motocyclettes
922 tracteurs
928 équipements à neige
933 motoneiges
940 avions
955 réparations autos,
camions
958 pneus
962 pièces d'auto
978 camions à vendre
982 autos et camions à louer
985 autobus
988 débousselage, peinture
990 autos, camions demandés
999 autos à vendre



50

MESSAGES

Professionnel de Québec désire rencontrer vraie femme 34 à 42 ans, diététiste ou infirmière, libre. 628-7194

28 ans, intellectuelle, romantique, cherche compagne pour concerts, cinéma et autres. Ecrire à Jean Sébastien C.P. 104 succursale St-Henri, Montréal.

Es-tu de Québec célibataire, libre, vraie femme, de 35-42, jolie, instruite féminine Tél. Raymond 628-7194

Gentil Québécois recherche une "Belle-de-Jour" dans la région St-Bruno, Beauce, St-Hilaire... pour "Tu sais Quoi" Discrétion promise et requise! Ecrire à Pierre C.P. 62 Beauce, Qué.

Homme seul 50 ans demande amitié de femme de l'est Mtl ou environ B/P 75 Repentigny 581-4619 soir.

Après séjour passionnant au Québec, aimerais correspondre avec jolies québécoises Abdelaziz Zermene, 65 rue Lavoisier, Constantine, Algérie.

Etudiant début vingtaine, aimerait connaître jolie fille (18-22 ans), raffinée, compréhensive, pour sorties occasionnelles. Ecrire: Jacques. 3991 St-André, apt 69 Mtl.

Agent de liaison (féminin) aimerait rencontrer homme pour liaisons dangereuses. Fleur d'Automne

Professionnel de Québec aimerait rencontrer vraie femme de 34 - 42 ans, libre, jolie, intelligente, douce. Tél: 628-7194



51

messages divers

Au PQ. Taillon grande campagne d'adhésion du 29 sept. jusqu'à l'automne chaud. Objectif 1000 nouveaux membres. Tél: 651-9056

Voulez-vous apprendre les sciences avec facilité? Commencez par apprendre votre langue.

Etre hanté par son passé n'a d'autre résultat que de torturer son présent.

Avec le bill 63, tout est mort au Kébec. L'indépendance est illusion. Mort aux vaches.

Le 27 octobre ça va barber au TNM manquer pas ça salut!

Cure qui pensait que le son Rock s'était amélioré allez faire un tour au TNM le 27 octobre.

Le 27 octobre les murs du TNM vont branler face au son Rock Québécois.

Vous voulez voir un bon spectacle, le 27 octobre au TNM un bon groupe rock.

Au P.Q. Taillon - Grande campagne d'adhésion du 29 sept. jusqu'à l'automne - grand objectif: 1.000 nouveaux membres L. Guillemette 679-9056.

Lévesque (René) Morin (Claude) Choquette (Jérôme) Michaud (Yves) ont préféré la démission à la trahison.

Aie Québécois appuyons les postiers en grève bientôt. Boycottons le code postal.

Que signifie "aimer sa patrie" et que signifie "agir en patriote"? ... des mots ... (Goethe, 1832)

Salut à tout mes amis du groupe de M. Shenouda. J'vous aime ben gros. Jean-François.

A Marie-Reine de Lucerne: lâches pas, on va les avoir les anglais. Prompt rétablissement. Thérèse, P. de Otterburn Parc.

Le libéral est un animal qui vit toujours dans la position horizontale devant les Anglais.

Les peuples bilingues sont des peuples inférieurs. Aucun pays ne tolère cela.

Travailleurs du textile de Louiseville, demandez une subvention au gouvernement et emparez-vous de votre usine comme les travailleurs de Tricofil l'ont fait à St-Jérôme.

Quand ceux qui nous font manger de la charogne déclencheront des élections, déclarons-nous malade; congé-maladie. Il faut devenir une invincible marée contre les caisses électorales pour faire l'INDEPENDANCE DU QUEBEC aux prochaines élections. Il vaut mieux perdre un travail que de perdre un pays.

Aux Verreault d'Arvida, votre poisson était tellement bon, j'ai hâte d'aller manger de vos bleuets. Je pense souvent à vous autres, des baisers aux enfants. Jacqueline de N.D.G.

Qui veut des journal Le Devoir de 1967? Appelle 366-5544 Laurent.

Gilbert de Trois-Rivières, rencontre à Québec pour Mc Elwaine - a perdu ton adresse écrit à: Richard Lafrance 3927 St-ZOTIQUE NO 211 Montréal.

Jeune homme ayant besoin d'affection, désirerait revoir son père qu'il n'a pas vu depuis 7 ans, est-il vivant ou vendeur de pop-corn à St-Vincent de Paul - Appelez AD. ALPHABET

La vie d'un enfant vaut plus qu'une poignée d'argent. Les policiers tueurs d'un enfant méritent le sort réservé à tout meurtrier.

"Bene Box" et Roger Pelletier O.K. on habite creux! Mais il y a une route qui mène jusqu'à nous! "Les colons du rang 8"

Elizabeth, (De Zola) j'ai quelque chose pour toi dans "un futur rapproché". Laisse tomber tes présomptions. Appel moi au moins! Martin: 273-6023.

Gens de Longueuil et St-Hubert, il faut faire un choix dans Taillon. Campagne d'adhésion au Parti Québécois Local 421 Robert 679-9056.

Les Mexicains sont collés aux Américains, mais ils ont refusé de se laisser angliciser.

Il faut que le Parti libéral meure pour que la langue française puisse survivre au Québec.

Un homme honnête sera toujours mal à l'aise dans la porcherie libérale.

Désire entrer en communication avec Gilbert de l'auberge de la Baie St-Paul. Téléphonez-moi. Lucille. 514-259-9091

Le moyen de mettre fin au maraudage et aux dépenses folles à ces fins serait que les 40% dessyndiqués de la construction C.S.N. rejoignent les 72% de la F.T.Q.

Johanne C'est à ton tour de te laisser parler d'amour. Ton naumarié.

Organisez des pétitions communes dans vos villages pour les gens de St-Augustin. Petit-Jean.

Boycottons le code postal, colons nos timbres à l'envers, ça réjouira les postiers.

La saison de la chasse est ouverte. Chassons les Anglais.

Le lundi, je lis "Le Jour" du lundi et du samedi. C'est merveilleux mais pourquoi est-il en retard. D'un péquiste a-bonné au "Jour" éloigné et chômeur.

Studio Super-8 en opération, cherche collaborateurs pour former coopérative (entre 19h et 22h).

Assemblée publique du parti québécois Charlesbourg; invité d'honneur: Jacques Yvan Morin "Au Vatel" mercredi 8 octobre 20.00 hrs.

La légion de Marie, vous invite coïn Rachel et Papineau, avons besoin d'apôtres 522-4569

Félicitations au journal familial "La nuit" qui vient de voir jour chez les Giroux.

Pierre de Port-Cartier, Je t'aime et je t'adore. Ta Gisèle.

Paul et Réjeanne avons hâte de savoir qui sont Austin et Kristof attendons réponse à Paule.

Paule attendons ta visite, stop faudra faire nettoyage garage stop difficultés en vue car aussi crotté que parti libéral.

Salut Rita Arvida reçu lettre allons Cuba oui mais début janvier seulement cause scolaires parents. Réponse S.V.P.

Merci à Robert Bourassa pour l'inflation pour notre pays dépendant des Etats-Unis, et le "perspective-je n'aise"

Yves Michaud, vos éditoriaux nous ont manqué, nous sommes heureux de vous voir revenu.

Homme qui dort avec doigt qui pique se réveille avec anus qui pu. Signer Platon.

Bernard, Hâvre St-Pierre, crois-tu toujours que les bananes chiquita c'est pas drôle? R.S.V.P. Gilles.

Bernard, Hâvre, irons souper quand ponts seront faits; Jeep pas encore nager; Billes.

Prisonniers politiques québécois la violence est souvent nécessaire; merci de votre courage.

Bienvenue aux immigrants. Ne crachez pas sur notre langue française. Merci.

Au Québec de Bourassa les minorités ont des droits et des privilèges, mais la Majorité n'a que des devoirs.

Tout état est policier

Aux belles du Jour, a vous de nous parler d'amour, seriez-vous plus libérée que nous? Passez donc une petite annonce signé un homme qui attend.

L'Eglise aussi est au pouvoir au Québec: dans nos écoles. Manifestons.

Pourquoi Radio-Canada donne-t-elle du temps d'antenne gratuit à l'église catholique un organisme privé?

Eckankar, l'ancienne science du voyage de l'âme. Apprenez ce qu'il a après la mort. Introduction 12 octobre; 14h00 521-6518

Prenez votre analyse de personnalité gratuite à Scientologie de Québec 781 Boul. Charrest Est Québec.

Lisez La Dianétique la science moderne de la santé mentale, par L. Ron Hubbard.

Péquistes de Taillon: invitation à la soirée "Octobre - 5 ans après" 24 octobre à Lionel Groulx 679-9056.

Gratien avant de partir au Labrador abonne toi au Jour Le Soleil de ton exil Raymonde.

Professionnel distingué recherche amies cool. Fournir no tél. à C.P. 12 Longueuil, P.Q. (à l'aise)

Salut les zoéumis, quand allez-vous venir nous voir? On vous embrasse.

Bourbault à raison: il faut tenir "mordicus" à la raison d'être du parti Québécois: l'indépendance du Québec.

Les membres du PQ-Arthabaska qui voudraient souper avec les membres du Conseil national du PQ le 18 octobre à la salle du Fer à Cheval à Arthabaska: Tél. 357-8455 752-5656.

Aux grévistes de Vie Métal de Victoriaville. Ne lâchez pas! Un péquiste syndicaliste d'Arthabaska.

Aucune démocratie ne peut tolérer la dissidence. Vive l'anarchie institutionnalisée en système.

Bourgault, tu déraisonnes quand tu résonnes sans raisonner

L'esperanto, la seule langue internationale facile et neutre. Renseignements: voir mot esperanto dans bottin téléphonique.

Une Québécoise plus un anglais plus amour plus confiance plus amour plus compréhension plus amour égal bonheur à deux. Face de Bibitte.

Salut O.P.C. Sherbrooke, Trois-Rivières, Hull, Québec, Jonquière, Rimouski, Rouyn-Noranda. L'O.P.C. de Montréal.

"Bell veut faire annuler la décision du CCRT". Ces maudits anglais bourgeois va! Jacques Mtl.

Si tout le monde boycotte Le code postal les postiers se ront rassurés et leur emploi garanti.

Simone est "au bout" elle ne porte plus de gilet des Etats-Unis. Elle boycotte le code postal. Vive Simone! Daniel Champagne.

Stanistlas continue à boycotter le code postal et dit à Simone de continuer à ne pas utiliser ce maudit code postal. A mort les "boss"

Des saluts aux gens de la campagne. Mimi, Robert, Fidel, Courage, de M.-F. et J.-M.

A tous ceux qui luttent pour le bien et les valeurs fondamentales de la vie, je leurs dis Amour Michel.

A mon goût, la plus belle photo que le Jour ait craqué fut celle du cultivateur de Ste-Scho.

N'oubliez pas: du 8 au 17 oct. c'est la relance du Jour. Notre lumière nationale doit rayonner dans tout le Québec... et le Canada.

Dans le temps lorsque Bobby Hull était mis à bout, il ne manquait pas de front dans ses répliques tant verbales que physiques. Rien n'a changé sauf qu'aujourd'hui, c'est du toupet qu'il ne manque pas.

Grande admiration pour la ténacité, le courage de M. Gérard Lévesque, franco-ontarien qui ne plie pas l'échine.

La dernière estimation de la population étudiante péquiste de l'Université Laval indiquait un pourcentage de 80% sur une population de 20.000 étudiants. La dernière réunion péquiste du 23 septembre n'a attiré que 0015% de cette population péquiste à l'Université Laval, ce sont des péquistes passifs...

Apprenez nos danses québécoises dès maintenant. Les groupes de danses folkloriques québécoises foisonnent. Préparez-vous pour le 24 juin prochain.

"LE JOUR" sans ses mots croisés est incomplet. A quand les prochains?

Bon anniversaire à mon chum Paulo à Trois-Rivières. A bien betôt pour l'Abitibi. Ta blonde à Montréal.

Johanne, Alain, François, Jacques. Félicitation pour votre projet de coopérative étudiante à la Polyvalente Pierrefonds.

Désire entrer en communication avec Gilbert de l'auberge de la Baie St-Paul. Téléphonez-moi. Lucille. 514/259-0901.

Par sa capitulation à St-Léonard, Raymond Garneau, se montre le digne successeur du traître François Judas Cloutier.

La trahison et l'inflation: Judas: 30 deniers. Judas Cloutier: \$40.000 par année. Judas Garneau: \$55.000 par année.

Jeune homme responsable recherche "communauté" de base et "commune" pour partager expériences de vie. Appeler Ronald à 381-2990 après 5 hres p.m.

Perpétuation des enseignements, Rose-Croix du passé. Ordre, bois-crucien. A.M.O.R.C., C.P. 321, St-Jérôme (Terrebonne).



101 propriétés à vendre

Triplex moderne détaché près métro Langelier 1X6 2X3 1/2 sous-sol fini, garage double \$70,000. Appelez 255-3005.

Chomedey, bungalow 5 chambres, sous-sol fini, très boisé, résidentiel, près centre-ville 6 1/2%. 667-8181.

Auteuil Laval bungalow haut site, pierre brique, sous-sol fini, garage \$33,000 Tél. 622-5385 727-1124.

ST-JEAN, magnifique maison brique, garages, site splendide sur Richelieu, 20 milles de Mtl.

STE-JULIE: \$29,000. Bungalow construit 1973, 5 pièces. Occupation 60 jours. Hypothèque 6 1/2%. Mensualités \$166 Terrain 7,300 p.c. Petit potager. Cabanon. Information Monique Petit 653-2496 653-2639.

MONTREAL TRUST COURTIERS

Chomedey bungalow impeccable sous-sol fini, bien décoré boisé résidentiel, 1e hyp. 6 1/2% 667-8181.

STE-JULIE (DOMAINE DES HAUTS BOIS) Spacieux cottage Canadien Valeur extraordinaire. 4 chambres coucher palier supérieur, grande cuisine armoire planches de frêne. Beau foyer pierres. 8 pièces. Grand terrain. Exclusif. Appelez Réjane Leith 653-2496 653-6740.

MONTREAL TRUST COURTIERS

105 propriétés à revenus à vendre

Maison - 5 logements - grandeur 30 x 51 - 20 ans - brique - pierre près centre commercial - revenus - \$10,000 par année. Tél.: 322-2852.

108 propriété à la campagne

FERME A LOUER Magnifique paysage valonné. Rivière. Excellent pour raquette, ski de fond. Chauffage bois et huile. 65 milles de Mtl. Caton de l'Est. après 6h: 336-4933.

130 chalets à vendre

Chalet à louer 5 pièces, foyer, Franklin, chauffage, inclus, \$950.00 St-Charles de mandeville Lac Hénault, 689-4489

147 terrains à vendre

ST-BRUNO: Sommet Trinité, terrain boisé, 7, 182, p.c. Services à proximité \$9,000, Pauline Martel 653-2496 653-3257.

MONTREAL TRUST COURTIERS

204 appartements chauffés à louer

Charlesbourg Qué., à louer appartements en construction prêts à l'automne, 465 - 49ème rue ouest, app. 6, tél.: 628-1335.

234 commerces à louer

St-Dominique & Beaubien, magasin de 900 p.c. rénové et stationnement. De 9h. à 5h., 526-3263.

239 bureaux locaux à louer

Place d'affaires, bureau à louer cause départ. Site idéal dans le vieux-Montréal. Loyer peu dispendieux, disponible maintenant. Espace 1800 p.c. Pour information communiquer le jour: 871-1707.

275 garages à louer

Je cherche une place pour remiser mon auto pour l'hiver (Montréal) 272-7078

Garage à l'année demandé. Près Pie IX et Jean-Talon. 727-8427.

302 ameublement

Lit d'eau, pins ou finis merisier ou capitonnés, velours côtelé, ou borg, bingbags et coussins. DECOR PLUS, 1203 Crescent, 871-8008.

3 reproductions lithographiées et encadrées de peinture de Rembrandt, Rubens. Le Titien \$8. chacune, d'autres reproductions différentes non encadré à \$4. chacune. 279-5276.

Aubaine, ameublement complet style espagnol incluant, télécouleur, stéréo, vaisselier, \$3,500. Soir (418) 651-8463.

Congélateurs garanties assurance-aliments, marque connue, toutes grandeurs. 729-5217. Demander M. Lajoie ou Albert.

316 articles sport

Bottines ski Head compétition pression d'air, un an d'usure \$100.00. 655-9853.

Bottines de ski Tyrol lacées, \$20. Skis Rossignol combinés, \$25. Particulier 729-5276.

319 instruments de musique

Sherbrooke: amplificateur de guitare, 40 watts R.M.S., avec vibrato et reverbarato. Tél.: (819) 562-3875.

PIANO DEMANDE 272-8285 ou 274-5934.

322 photos et cinés

Eastam, 3 diffusing discs avec lentille Fl. 8 zoom Lens. et projection Anastigmat F8.9 - 7 1/2 Valeur \$100. laisserais pour \$50. 255-4579.

338 artisanat

Fabriquons encuir véritable. Tout article pour demande. Entièrement fait à la main. Prix raisonnable. Tél.: 382-6300.

Artisanat, napperons, foulards, tissés à la main, beaux pour cadeaux. Mme Bastien, 274-3696.

Rénovation du bois des chaises. Tables meubles usagés-discrétion du client - demander Gaston 655-1006.

349 lingerie fourrure vêtements

FOURRURE LESSARD & REHEL

Pour achat de vos fourrures épargnez de 50 à 80% en achetant directement de la manufacture. Altération - transformation - manteaux faits sur mesure sans frais supplémentaires. Passez nous voir sans obligations. Du lundi au samedi de 8 hres à 6 hres, 1449 St-Alexandre, suite 802, 849-2520.

354 monnaie - timbres

Collection de timbres États-Unis de 40 ans B/P Repentigny 581-4619 soir.

Album standard (1975) plus 90,000 espaces et 50,000 illustrations en 2 volumes flamant neufs avec 2,000 timbres-postes de choix. Le tout \$90. 279-5276.

Accumulations Belgique, 425 timbres-postes, \$21. Italie 650 timbres-postes, \$2.50 279-5276.

Accumulations Pays-Bas 450 timbres-postes \$15. Yougoslavie 65 timbres-postes, \$2.50 279-5276.

J'achète collection ou accumulation timbres neufs ou usagés Canada - France - États-Unis - Vatican. Particulier, (514) 279-5276.

Accumulations Pologne 268, timbres-postes, \$35. Roumanie 250 timbres-postes, \$14. 279-5276.

379 divers à vendre

(1) encyclopédie - complète de la vie sexuelle (Hachette) (2) oeuvres complètes de Victor Hugo (Lausanne) neuves

Collection 6 Premières Années, revue d'histoire de l'Amérique Française, \$60. 279-5276.

410 rembourreur

A LA CLINIQUE BEAU-BIEN ENR. Réservez votre rembourrage des fêtes immédiatement. Travail garanti, estimation gratuite. Acceptons rive-nord-Montréal. Inf.: Denis Lamare: 277-9970.



429 garderie d'enfants

G'Art-de-Rit, 1 à 5 ans, jour, nuit, dépannage, pré-maternelle, 3 et 4 ans, début octobre. Transport. Ste-Rose, 622-7719.

438 déménagements - transport - camionnage

Accepterais déménagement, prix modique, local ou longue distance. Tél.: 737-8009.

440 service divers

AMASO Service de rencontre sérieux, 822 est, rue Sherbrooke, suite 5, Marthe Gaudette, b.a.b., p. d.b., ph l'ès lettres. Tél.: 524-3852.

440 service divers

Documentation scientifique sur homosexualité et bonheur. Renseignements gratuits contre enveloppe timbrée. C.P. 245, station "N", Montréal.

444 lavage - nettoyage

Lavage de murs, plafonds, planchers, vitres, tapis. Estimation gratuite. M. Roger 676-3332.

455 impôts - tenue de livres

DÉCLARATIONS D'IMPOT Formule depuis 1968, tenue de livre. Tél.: 381-5425.

630 Avis légaux - soumissions - appels d'offres

APPEL D'OFFRES

Huile à chauffage: (saison 1975-1976) —150,000 gallons de "Bunker C" —25,000 gallons de No. 2 —Livrables à Sainte-Thérèse dans deux réservoirs de 10,000 gallons chacun, à partir du 1er novembre 1975. Veuillez adresser votre soumission dans une enveloppe cachetée portant l'inscription: **—HUILE A CHAUFFAGE—**

A: Monsieur le directeur des Services de l'équipement Collège Lionel-Groulx 100 rue Duquet Sainte-Thérèse Qué. Le ou avant le 20 octobre 1975 à 15 heures.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

AVIS POUR PERMIS SPECIAL

2e publication Location Carillon Inc., Carillon leasing Inc., fera une demande de permis spécial à la Commission des transports du Québec, l'autorisant à faire la location à court terme (moins d'une année) des services suivants: le - véhicules de promenades (automobiles de station-wagon), 2e-véhicules de commerces et de livraisons (camions légers) au 237 Bethanie. Lachute pour ses clients attendant un véhicule neuf en commande ou ayant en réparation leur véhicule chez Carillon Chevrolet (1972) Inc. Toutes intéressées peut faire opposition dans les quatre (4) jours qui suivent la première parution de cet avis. Yvon Duchenne, Contrôleur. LOCATION CARILLON INC. 1er Parution: 7 octobre 75 2e Parution: 8 octobre 75 3e Parution: 9 octobre 75 Procureurs de la requérante.

605 voyages & transport

Un gars cool cherche un compagnon pour faire un voyage en Europe départ début janvier Tél. après 7hers André 282-0091.

AVIS PUBLIC

QUÉBEC R.S.P. NO: 9174 RÉGIE DES SERVICES PUBLICS SOTEL INC., 800 est, boul. de Maisonneuve, Montréal, Québec, requérante

REQUETE POUR AUTORISATION A EXPLOITER UNE ENTREPRISE PUBLIQUE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ET CONCLUSION CONNEXES

PRENEZ AVIS que la requérante, Sotel Inc., a demandé à la Régie des services publics l'autorisation d'exploiter de façon exclusive une entreprise publique de télécommunications dans le territoire de la Baie James tel qu'établi par l'article 4 du chapitre 34 des Lois du Québec pour 1971, à l'exception de certaines parties de ce territoire situées entre les 49ième et 50ième degrés de latitude nord, dont les municipalités et agglomérations de Matagami, Rapide-des-Cèdres, Lebel-sur-Quévillon, Miquelon, Desmaraisville, Chapais, Chibougamau, Bochard, Girardville, Melançon, St-Stanislas, Val-Paradis, Beaucanton et Villebois. La requérante sollicite également l'approbation de certaines conventions intervenues ou à intervenir à cette fin soit entre elle-même, Société de Télécommunications de la Baie James, Téléphone du Nord de Québec Inc. et Bell Canada, soit entre Société de Télécommunications de la Baie James et Télébec Ltée. Elle demande aussi l'approbation du tarif qu'elle entend utiliser. Toute personne intéressée à ce faire peut prendre connaissance de cette requête en s'adressant soit aux bureaux des procureurs soussignés, soit à la Régie des services publics, au 2875, boul. Laurier, suite 1200, Ste-Foy, numéro (418) 643-5560. Toute personne désireuse de présenter une intervention ou une opposition relativement à cette demande est invitée à la formuler par écrit à la Régie des services publics dans les quinze (15) jours de la publication du présent avis, en transmettant copie aux procureurs soussignés à l'adresse indiquée ci-dessous. MONTREAL, le 1er octobre 1975.

MARTINEAU WALKER ALLISON BEAULIEU MACKELL & CLERMONT Suite 3400 800 Square Victoria C.P. 242, la Tour de la Bourse Montréal, Québec.

701 école

Ecole libre, 5 à 12 ans, Pointe-Claire. Une école où les enfants deviennent eux-mêmes "Il y a beaucoup de génie parmi les enfants, un jour on les envoie à l'école et ils se rétablissent". 376-4498 Christian.

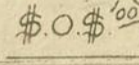
722 cours de piano

Cours de Piano-culture de oreille-solfège - Adultes-Enfants. Dans Longueuil, professeur possédant bac. musique et bac. spécialisé (enseignement) Jour: 677-6488

830 hommes-femmes demandés

3 hommes et 3 femmes demandés âgé de 21 à 40 ans, couple préféré. Pour informations: 581-7642 entre 9 h et 12 h.

Belle oportunité pour couples de travailler à temps partiel chez-soi, sans investissement. Tél.: 270-3235.



845 emplois demandés

Etudiante ayant expérience en pharmacie, cherche travail à temps partiel, 32 par sem. Téléphoner à 523-2735.

Homme recherche emploi comme sténographe bilingue, bon dactylographe pouvant aussi traduire correctement dans les deux langues. 728-2567.

Cherche emploi en secteur clerical: 6 ans, d'expérience (aie, ben. marginaux); cours en rel. industrielles: Mario. 688-2689.

918 motocyclettes

Honda CB 360, 74, tout équipé, 4,000 milles, moteur refait à neuf, \$850.000 ou meilleur offre doit vendre. Retour aux études. Paul, 366-8945.

999 autos à vendre



Toyota, 1200, 1975, 7,000 m. AM-FM, transmission manuelle, lundi au vendredi de 9h à 5h. 285-3700 Roger.

Datsun 1600, 1972, 2 portes, manuelle, radio, 48,000 milles, \$900.00 Après 6 hres. Tél.: 769-4942.

Volvo sport P-1800 1966, moteur refait, très bonne mécanique propre, meilleure, offre. Tél.: 589-5494.

PETITE ANNONCE GRATUITE

Bon valable pour une parution

Cette offre ne s'étend pas aux maisons d'affaires et groupes à but lucratif.

Ecrire en lettres moulées: maximum 15 mots

nom _____

adresse _____

ville _____ téléphone _____

signature _____ Rubrique No _____



Petites Annonces Journal LE JOUR, 387 Boulevard Lebeau, ville St-Laurent

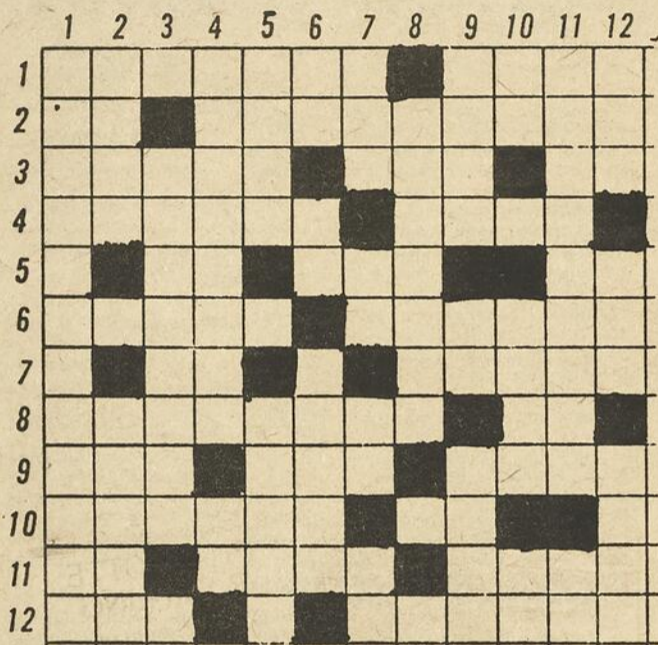
Les à-côtés de la politique

par Serge Langevin

Au récent cocktail de lancement de son dernier ouvrage, M. François Cloutier explique à un admirateur un des gags de ce recueil humoristique. Avec ce livre, M. Cloutier se taille une place de choix parmi les trop rares humoristes québécois.

R

Avec le Petit Robert, on trouve toujours ses mots.



par TAUMA

HORIZONTALEMENT

- 1—Son absence a été regrettée depuis plus d'un mois — Élément signifiant "autour".
- 2—Régat de chien — Périodicité des listes des électeurs.
- 3—Prison d'ouvrier — A elle — Réponse des anglophones au projet de loi 22.
- 4—Péché dont on se confessait jadis — Nos gouvernants en manquent.
- 5—Tiens! — Voir celle du JOUR — Trempé jusque là.
- 6—Les chasseurs aiment entendre les chevreuils le faire — Arc de 45 degrés ou huitième de cercle.
- 7—Je, moi — Servent à déguiser les femmes.
- 8—Poisson sélacien comestible, à allure de requin — Peut transformer toute partie du discours en substantif.
- 8—Celui de Cambronne est bien connu — Cause la mort — Homme débauché, grossier.
- 10—Ce qui'il faut faire avec les enfants — Chemin de halage.
- 11—Le troisième de Margaret l'est — Mesures agraires — Dépensai ses forces.
- 12—Avant la télévision — Cloche, pour les poètes.

VERTICALEMENT

- 1—Il court vers sa chute.
- 2—Crochet double — Digues, jetées.
- 3—Peut être conjugale.
- 4—Certains en ont de mauvaises — A la... comme je te pousse.
- 5—Charge d'un âne — Unité de mesure pour le bois de chauffage.
- 6—Préfixe privatif — Le JOUR l'est — Musette.
- 7—Comme un match où il n'y a ni gagnant ni perdant 8 Chaque prisonnier a le sien — Largeur d'une étoffe.
- 8—Autre nom de l'anaconda.
- 9—Mais ne rompt pas — Qui est à toi — Peut-être le commencement de la sagesse.
- 10—Article d'un pays très conversé de ce temps-ci — Qui parle? — Qui est à elle.
- 11—Fortifier des soupçons — Paresseux.
- 12—Marque l'égalité — Saints — Endroit où l'on tasse son adversaire.



Les bandes dessinées québécoises

le sombre vilain



L'homme du nord



Crimpot par Gilles Desjardins



JAUNES D'OEUFs par TANGUAY a/s La Pataphèque c.p. 917 Ste Adèle



par Jean-Pierre Tudros

Tenez-vous bien! Cet après-midi vous allez en apprendre de drôles au sujet de Télé-Métropole, notre chaîne "populaire" de télévision à Montréal qui dissémine sa programmation un peu partout au Québec.

Saviez-vous que la programmation de Télé-Métropole depuis 1972 comporte de plus en plus de reprises et de vieux films? Qu'il y a peu de changements à l'horaire d'année en année? Que plusieurs émissions de Télé-Métropole sont des trempins publicitaires? Que les émissions pour les enfants sont de plus en plus des émissions de violence?...



Naturellement, ce tableau n'est pas très beau, mais c'est celui que dresse un rapport préparé par la section locale 687 du Syndicat canadien de la Fonction publique qui représente les employés de Télé-Métropole. Ce rapport sera présenté cet après-midi devant le Conseil de la radiotélévision canadienne (CRTC) qui étudie à Montréal les demandes de renouvellement des licences de radiodiffusion des postes du réseau de télévision TVA.

Le syndicat, lui viendra dire tout simplement que "Télé-Métropole ne remplit pas l'esprit du mandat qui lui a été confié". Une étude de la programmation de ce poste entre 1972 et 1975 montre en effet, dit le rapport du Syndicat, "que le souci majeur de cette entreprise est l'augmentation de ses profits et la recherche des plus hautes cotes d'écoute." C'est drôle de voir comment on avait pu le deviner tout seul, tout juste en regardant les émissions de ce poste.

Au chapitre des films présentés par Télé-Métropole, le Syndicat montre dans son rapport

que "les films loués par cette entreprise se composent à peu près exclusivement de productions antérieures à 1965". Et "Le Parrain", direz-vous? Il y a naturellement quelques super-productions, mais "dépecées en menus morceaux, reliés entre eux par des commerciaux à \$1,100 la minute", note le rapport.

Publicité gratuite à Télé-Métropole? Le syndicat rappelle l'exemple le plus flagrant de ce système de promotion camouflée: "Patofville". Mais il cite aussi des émissions comme "Parle parle jase jase", "Bon dimanche", "Toute la ville en parle".

Et les enfants! Ils sont soumis à des émissions de plus en plus violentes, s'alarme le Syndicat. Entre 16 et 18 heures, ils sont soumis à des reprises qu'on ne peut plus passer aux adultes pour les avoir déjà trop utilisées. Alors les enfants ont-ils droit à de vieilles émissions violentes, ou alors à de vieux films qu'on regroupe sous le nom de "cinéma d'aventures."

Voilà les éléments saillants de l'intervention que fera le Syndicat canadien de la Fonction publique. Mais Roland Giguère (Télé-Métropole), Jean Pouliot (Télé-Capitale), Claude Blain (CJPM-TV Chicoutimi), André Mercier (CHLT-TV Sherbrooke) et Gilles Poulin (CFVO-TV Hull) seront là pour défendre les conceptions de la télévision mises de l'avant par le réseau TVA. A suivre.

Allons maintenant nous distraire ailleurs, je veux dire à Radio-Canada. L'émission des Beaux Dimanches de dimanche prochain nous présentera en effet Guy Lafleur sur une drôle de patinoire. Il sera en effet l'animateur d'une super émission de variétés qui viendra souligner le cinquantenaire de l'Association des auteurs, compositeurs et éditeurs du Canada (CAPAC). Guy Lafleur accueillera alors une multitude de vedettes de la chanson québécoise. A surveiller naturellement son lancer à Superfleurs, à partir de 19h30.

Et à 20h30, Silence... on ne tourne plus, un dossier de Pierre Nadeau sur le cinéma canadien en 1975.

Télévision

Femme d'aujourd'hui (R.C.) à 13h35: Les phobies". Qu'est-ce qu'un Québécois? Les comités d'écoles, qu'est-ce que ça donne?

Consommateurs avertis (R.C.) à 19h30: Les automobiles 1976, avec Jacques Duval. — Les shampoings avec le docteur Pierre Richard.

Poste frontière (R.Q.) à 19h30: Rencontre avec quelques coopérateurs ayant travaillé en Amérique du Sud.

La soirée du hockey (R.C.) à 20h: Du Forum de Montréal les Kings de Los Angeles rencontrent les Canadiens de Montréal.

Cinéma Canadien (R.C.) à 23h: "Tiens-toi bien après les oreilles à papa". Comédie réalisée par Jean Bissonnette, avec Dominique Michel, Yvon Deschamps et Dave Broadfoot. — Une secrétaire d'une compagnie d'assurance est mécontente de sa condition et tente d'organiser la contestation parmi ses compagnes de travail. (Canada 1971).

Ciné-nuit (R.C.) à minuit trente: "Les désarrois de l'élève Toerless". Drame réalisé par Wolker jSchlondorff, avec Mathieu Carrière. —

parle de la femme québécoise.

Poésie

Les mercredis de la poésie reprennent ce soir à la Casanous, au 485 ouest, Sherbrooke. Animées par Janou Saint-Denis, ces soirées permettent à de jeunes poètes de se faire connaître. Elles permettent également aux poètes d'engager la discussion avec l'assistance. Donc, tous les mercredis soir, à 22h, place à la poésie à la Casanous.

Bandes dessinées

Girerd, l'ami des policiers et des joueurs de hockey, vient de publier son album *On a volé la coupe Stanley*, les enquêtes de Berri et DeMontigny, aux éditions Mirabel. L'album compte 48 pages. En vente partout... même au Forum.

Théâtre

Le premier d'Israël Horovitz au Quat'Sous. Un petit chef-d'oeuvre d'humour cruel à ne pas manquer. Dernières représentations ces jours-ci.

Cinéma

La chair de l'orchidée au Chevalier. Un suspense lent, macabre, superbe. L'onirisme au service du "fleuve noir". Un retour remarqué: Edwidge Feuillère. J'irai comme un cheval fou d'Arrabal au Pierrot. Actualité du surréalisme.

Disques

Félix Leclerc: "Le tour de l'île" (Phillips). Beau Dommage: "Où est passée la noce?" (Capitol). Charlebois, Leclerc, Vigneault: "J'ai vu le loup, le renard, le lion" (Les productions du 13 août — distribution Alta).

Variétés

Aut'chose et Offenbach au Théâtre Maisonneuve de la

on a volé LA COUPE STANLEY



Thomas Toerless, jeune bourgeois de 16 ans, prend le train qui le conduit au collège. Dans ce milieu clos d'un internat de province, il sera bientôt mêlé à d'étranges événements. (France, Allemagne 1965)

Radio

Opinions (CKVL AM) de 6h à 10h. L'augmentation des tarifs des autobus, avec des représentants du RCM.

Présent, édition québécoise (CBF 690) à 9h05: Bilan de Congrès des Caisses populaires. — Qui fait chanter le 'ptit Simard?

Cup de griffes (CKVL AM) à 10h: Le rôle de la femme dans l'information. Invitée: Paule Beaugrand-Champagne, chef de l'information au quotidien "Le Jour".

Pierre Paquette (CBF 690) à 10h05: Christiane Rochefort, romancière, auteur du "Repos du guerrier" et "Les petits enfants du siècle".

Présent à l'écoute (CBF 690) à 13h02: "L'Espagne". Invité: Charles David, journaliste à la Presse.

Québec en action (CKVL AM) à 15h: Mathias Rioux reçoit Lise Payette, qui nous



Place des Arts. Les deux faces du rock'n roll québécois. Lewis Furey au restaurant Valentin.

"Un film plein d'éclats, de lueurs, d'idées originales d'images superbes".



"Avec Section Spéciale, Costa-Gavras, celui de Z, l'Aveu, Etat de Siège, vient d'inscrire une oeuvre de plus à son palmarès déjà bien rempli..."

- Europe no 1

"Toute la réalité du pouvoir de l'Etat, secrète, connue des seuls initiés, est mise à nu, un film qui pose de telles questions est un événement salutaire."

- L'Express

"Section Spéciale est très supérieur à ce que nous avons dans le genre. Allez voir le film..."

- Le Figaro

"Section Spéciale réunit tant d'excellents comédiens qu'il serait injuste de n'en citer que quelques-uns."

- Les Echos

"Un GRAND film sur la justice."

- L'Aurore

UNE SELECTION DES FILMS MUTUELS PIERRE DAVID présente

section spéciale

La raison d'Etat justifie-t-elle le meurtre?

Selection officielle Cannes 1975 Grand Prix de la Mise en Scène

un film de **costa-gavras**

dialogues de Jorge Semprun

DES VENDREDI - CINEMAS LE PARISIEN & LAVAL

Le son d'abord à l'Evêché

(Par P.V.) - L'Evêché de l'Hôtel Nelson a fait peau neuve, et le velours rouge recouvre les murs. Mais ni la cravate ni le ves-

ton ne sont exigés. Lundi soir, journalistes et artistes étaient invités à célébrer le nouvel Evêché et à obtenir leur car-

tes de presse, leur "passe", quoi, tout en dégustant aux frais de l'établissement sandwiches et boissons. Une atmosphère intime, des retrouvailles, de la jasette en mille. Rien d'éclatant. Le nouvel Evêché veut demeurer un endroit simple, ouvert à la nouvelle génération de la musique et de la chanson québécoises. Tout le monde était unanime, c'est un endroit nécessaire.

En plus du confort, le nouvel Evêché, parce qu'il veut servir avant tout la musique, a été conçu en

fonction de la sonorisation.

Ainsi, pour assurer l'uniformité sonore dans toute la salle, six haut-parleurs JBL sont installés au plafond autour de la scène, ce qui permet aussi une meilleure visibilité. Une console de mélange professionnelle Yamaha de 16 entrées et 4 sorties, installée en permanence, permet l'utilisation de 16 microphones indépendants et donne au public un son plus fidèle (à voir: stéréo d'ici deux semaines). Entre les haut-parleurs et les micropho-

nes, il y a un égalisateur graphique d'un demi-octave qui élimine le "feed-back" et un compresseur qui a pour fonction de limiter le volume du son au point de distorsion. Enfin, une chambre d'écho est prévue pour bientôt.

Puisque la scène est le centre d'intérêt de la salle, on y a installé tout autour un éclairage sobre mais efficace, contrôlé par une console à 12 gradateurs électroniques (2 scènes).

Il y a également des facilités nouvelles d'enre-

gistement: l'Evêché peut en effet alimenter directement de la scène jusqu'à 27 lignes à une unité mobile, laquelle peut se brancher dans le stationnement arrière.

Quant aux spectacles à venir (jusqu'en décembre), en voici la liste: Tony Roman (7-12 oct), Contraction (14-19 oct), Octobre (21-26 oct), Aut'chose (28 oct - 2 nov), Le gros Pierre (4-9 nov), Ellen McIlwaine (11-16 nov), Maneige (18-23 nov), Offenbach (25-30 nov).

Les spectacles sont présentés du mardi au dimanche inclusivement, à 21h, 23h et 1h. Les lundis sont réservés aux nouveaux groupes.

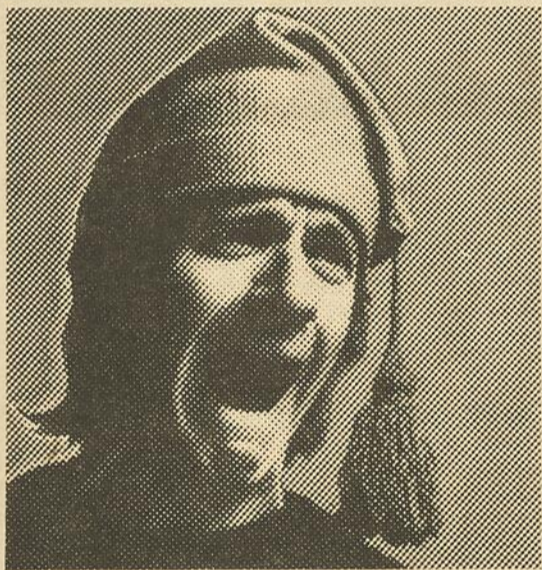
150 PAIRES DE BILLETTS À OFFRIR....

LE JOUR et LES PRODUCTIONS BEAU BEC

vous invitent à la Première de

TABASKAK!

JEAN-GUY MOREAU



30 personnages avec les mots de **JACQUELINE BARRETTE**

Le Jeudi 16 oct., 9h30 p.m.

OUTREMONT

1248 O. BERNARD 277-4145

PREMIERE JEAN-GUY MOREAU à l'OUTREMONT

UNE INVITATION POUR 2 PERSONNES DE BEAU BEC

NOM _____

ADRESSE _____

TEL. _____

Retourner à: LE JOUR, 387 boul. Lebeau, St-Laurent (se terminant le samedi 11 octobre)

UNE SELECTION DES FILMS MUTUELS
PIERRE DAVID présente

un film de Marcel Lefebvre
réalisé en collaboration avec Yves Gélinas

MUSTANG



Un grand film d'action, d'aventures et de suspense... Une bête sauvage et indomptable à l'origine d'un règlement de compte sans merci... Le drame d'un enfant qui cherche à comprendre... Une lutte impitoyable dans un monde d'honneur et de lâcheté, de force et de peur.

Willie Lamothe
Luce Guilbeault
Albert Millaire
Nanette Workman
Claude Blanchard
Muriel Millard

Marcel Sabourin
Bobby Hachey
Andrée Pelletier
Stephen Machin
Marie-Hélène Thouin
Jack Beauschotte

Une production des Productions Mutuelles en association avec Les Cinémas Unis, Bellevue, Pathe Noema, Cinévic, Les Desques London, Cinévision, Les Entreprises Willie Lamothe, avec l'aide de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

COMMENÇANT VENDREDI LE 10 OCTOBRE

CHATEAU
St. Denis & Bélanger 271-1103

cinemas
LE PARISIEN 5

VERSAILLES
7265 Sherbrooke E. 353-7880

GREENFIELD PL.
Pl. Greenfield Park 671-6129

LAVAL 5
CENTRE LAVAL 688-7776

MASKA (St. Hyacinthe) GALERIES DE GRANBY (Granby) CARTIER (Shawinigan) CAPITOL (St. Jean) REX (St. Jérôme), PALACE (Grand Mère) CAPITOL (Trois Rivières) RHEO (St. Tite) JOLIETTE (Joliette) ST-EUSTACHE (St. Eustache)

Du Maurier consacre \$300,000 au théâtre

(par S.A.) - Le Conseil Du Maurier des arts d'interprétation consacra près de \$300,000 en subvention dans le cadre de la cinquième année du programme quinquennal d'aide aux arts de la scène de l'Imperial Tobacco Ltée. C'est ce qu'a annoncé le président de cet organisme, le sénateur Donald Cameron, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue lundi à l'hôtel Ritz Carlton.

Pour 1976, le Québec aura droit à des subventions totalisant \$41,000. Six troupes se partageront cette somme. Ce sont: Le Théâtre de la Fenière, à Cap Rouge (\$5,000), le Centaur Theatre Company, à Montréal (\$9,000), les Grands Ballets Canadiens (\$10,000), Le Théâtre de la Marjolaine de Eastman (\$5,000), le Théâtre du Nouveau Monde (\$10,000) et Les Concerts Symphoniques de Sherbrooke (\$2,000).

La province voisine (l'Ontario) a pu s'accaparer du double de cette somme, soit \$86,000. Onze troupes, des ensembles symphoniques pour la plupart, se diviseront ces argents. Les autres provinces canadiennes se partageront le reste. Imperial Tobacco entend poursuivre ce programme d'aide au moins jusqu'en 1981, en portant sa contribution à \$1,500,000. Cela constitue une augmentation de \$500,000 par rapport au budget original des cinq premières années.

en coulisse

par Lise Lapierre



Essayer de savoir, de connaître ce qui se passe dans les coulisses, manipuler et quelquefois triturer la nouvelle... c'est un métier et ce n'est pas chose facile.

D'une part, l'artiste n'aime pas être livré tout nu comme un ver à son public. D'autre part, il déteste qu'on l'ignore.

Un artiste vaut en autant qu'il crée. Moins il sera marionnette et plus il sera intéressant. On n'emprunte pas à la psychiatrie des moyens clandestins pour les regarder vivre.

Et pourquoi les regarder vivre? Parce que leurs trouvailles occasionnent des dépenses de millions de dollars par année à la population.

Qui ne regarde pas la télévision, n'écoute pas la radio, n'est jamais allé au cinéma, n'est jamais rentré dans un bar, un club, une discothèque ou une boîte à chansons qui n'est jamais allé au théâtre, celui du Nouveau Monde "de Christophe Colomb" ou celui des Variétés de "Patof"? Et il y a au moins un membre par famille qui est déjà allé à la Place des Arts.

Si tout le monde le fait, fais le donc!!! Même Lise Payette a fouillé la vie des artistes, ce fut ses meilleurs "shows".

Les curés avaient leurs ouailles, pourquoi le public n'aurait-il pas les siennes? Le Christ n'a jamais été malheureux du fait que l'on parle de lui. En bien ou en mal. S'il a été rejeté par plusieurs, cela n'empêche pas qu'à sa naissance on l'attendait avec de l'or et de l'encens. Et le verbe "encenser" est connu par tous les artistes.

Apparemment rien n'est plus sacré pour un artiste que sa vie privée. Mais quand il achète une maison, il invite les amis et les journalistes au même titre qu'il faut du linge dans une maison. Le tout de sa vie vous est offert sous forme d'un gros paquet bien tentant... quand cela ne provient pas du linge sale qu'il faut laver en famille, évidemment!

Un artiste dont on ne parle pas, c'est un doigt sur la bouche, et il est le premier à souffrir du silence qui le touche.

Sans le public, un artiste ne ferait pas longue carrière. Mais dès que les gens le reconnaissent dans la rue, lisent son nom dans les journaux, ils aimeraient redevenir mystérieux, discrets et impénétrables.

Chaque artiste, homme ou femme, s'est fabriqué de par son talent une étiquette. Et il désire qu'on ne le regarde qu'avec son halo, comme les saints le souhaitaient à l'époque, avant même d'être arrivés au ciel.

L'artiste demeurant le personnage favori du public et ce dernier, nourri par tous les artifices publicitaires, ne compte pas sur les "vedettes" qui restent dans leur tour de glace. L'artiste oublie souvent qu'il n'est qu'un personnage anecdotique. Les flots épais de potinage qui coulent autour de lui ne charrient presque aucune histoire, aucun trait à faire mourir quelqu'un d'un mal de coeur. En général, on connaît l'artiste par des généralités, par de la petite publicité. Et quand il est bon premier, il achète sa propre publicité où il est dit qu'il est beau, intelligent et talentueux. Comme tous les industriels, de surcroît aidé par l'instinct, il a le sens du "marketing". Plutôt que d'attendre que les variétés, le théâtre, le cinéma, la télévision et la radio l'adoptent, l'artiste suit les goûts de la foule. Mais plus tard, il voudra par contre que ce soit la foule qui le suive. Jean-Pierre Ferland en est un exemple frappant: "Oui, mes premières chansons étaient belles, mais il vous faudra apprendre à aimer mes dernières; elles sont plus nouvelles et au goût de notre temps." Il ajoutera même, pour que ce public qui l'a hissé sur son socle comprenne bien: "Si vous n'aimez pas les nouvelles chansons, c'est parce que vous ne connaissez pas ça!"

L'artiste impose, pour obtenir des cachets toujours plus gros, n'importe quoi. Il est friand de publicité et il veut rapporter plus que les autres. C'est à cause de ces notions que des Guy Latraverse, Stéphane Venne, peuvent faire carrière et que la Place des Arts sera toujours remplie.

Il faut nécessairement écraser un certain nombre de pieds, et le nombre de pieds augmente en valeur proportionnelle avec la réputation de l'artiste. S'il a une bonne réputation, c'est grâce à son talent et, si elle est mauvaise c'est parce que les journalistes sont des cancre qui s'ignorent.

Il est reconnu aussi que l'artiste estime que le métier se porterait mieux si on ne les exploitait pas autant. Pourtant, il n'y a pire exploitateur que l'exploité. Ils n'ont pas le sens des affaires, mais ce sont de remarquables opportunistes.

L'artiste féminine ira même jusqu'à jouer la carte de ses propres enfants. "Je suis une femme très simple, qui mène une vie 'ben ordinaire'. J'aime mon travail, je fais mon métier très honnêtement et la seule chose qui me mette en colère, c'est qu'on parle des enfants." Par contre, on la verra accepter de faire une télémission entourée de ses enfants... Or, le public pas bête veut tout à coup connaître les enfants. Qui exploite qui? L'artiste devient l'arrosee arrosé. Ginette Reno l'a fait et Janette Bertrand aussi.

Une vedette en herbe devient un produit de grande consommation dans lequel elle investit son temps et celui du public, son argent et celui du public tout autant.

Et si le talent est d'un bord, les applaudissements sont de l'autre. Le jeu est cruel mais, en fin de compte, il est logique.

Voilà pourquoi je n'aurai aucun remord à raconter ce qui se passe en coulisse à partir de demain!

Pour vous abonner au JOUR

(par camelots)

Montréal
Laval
Rive-sud
St-Jean (Iberville)
331-8961
332-3890

Sorel
742-3328

Québec
658-8920
626-6925

Rimouski
723-5616

Chicoutimi
Alma
Jonquière
Kénogami
Arvida
549-6427

Baie Comeau
Hauterive
589-5017

Granby
469-3580

Hull
Gatineau
Pointe-Gatineau
Touraine
771-7894

Victoriaville
Arthabaska
369-9343

St-Hyacinthe
773-1951

COUPON D'ABONNEMENT

JE DESIRE RECEVOIR 'LE JOUR' PAR COURRIER.

Ci-joint mon chèque d'abonnement de \$ _____

Nouvel abonnement \$18 pour 3 mois
\$32 pour 6 mois
Renouvellement \$60 pour 12 mois
Edition du samedi seulement
\$15 pour 12 mois

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Tél. _____

Aucun abonnement n'est remboursable

LE JOUR

387 boul. Lebeau, Ville St-Laurent,
331-8961

Le Club du Livre de l'Aurore

DEVENEZ MEMBRE D'UN CLUB DU LIVRE DIFFÉRENT!

Car en devenant membre du Club du Livre de l'Aurore, vous obtiendrez chaque mois une réduction de 20% à 30% sur les nouvelles parutions de l'Aurore. Et vous profitez automatiquement d'une remise de 15% sur tous les ouvrages.

En devenant membre, vous recevrez en prime des livres d'une valeur de 12 dollars

1



Manuel de la petite littérature du Québec
Essai de Victor-Lévy Beaulieu.
272 pages / illustré
\$12.00



J'ai des p'tites nouvelles pour vous autres
Nouvelles de Clémence Desrochers
88 p./illustré \$3.95



Onésime (deuxième série)
Bande dessinée d'Albert Chartier
64 pages \$3.50

2



Tiens ça mort
Dessins d'humour de Bernèche, Demers, McKale et Tibo
96 pages \$3.95

3



Comment on fabrique un premier Ministre québécois (de 1960 à nos jours)
Essai de Jacques Benjamin
187 pages/illustré \$5.95

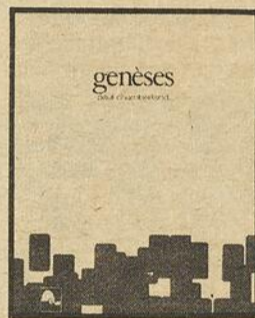


Le P'tit Almanach illustré de l'habitant
par Pierre Des Ruisseaux
136 pages/illustré \$3.25



Le Livre des sacres et blasphèmes québécois
Essai de Gilles Charest
117 p./illustré par Girerd \$3.25

4



Genèses
Poèmes de Paul Chamberland
106 pages \$5.00

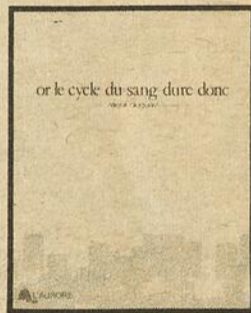


La Longue Marche de Valentin suivi de La Vraie Vie d'Henri Bourassa
Roman et nouvelle de Jean-François Bonin
116 p. \$4.75

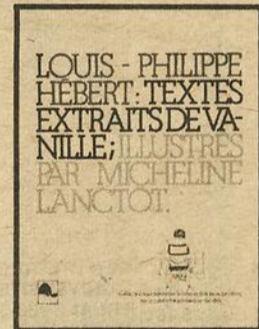


La Chanson d'amour de cul
Théâtre de Michel Garneau
41 pages/photos \$1.75

5



Or le cycle du sang dure donc
Poèmes de Raoul Duguay
95 pages/illustré \$4.75



Textes extraits de vanille
Proses de Louis-Philippe Hébert
86 pages/illustré par Micheline Lanctôt \$4.50



L'Histoire du Québec en trois régimes
Théâtre de Léandre Bergeron
110 pages/photos \$2.50

INSCRIPTION

Je désire devenir membre du Club du Livre de l'Aurore, ce qui m'engage à acheter quatre (4) livres par année. Vous trouverez ci-joint un chèque ou un mandat-poste de six (6) dollars. Par retour du courrier, je recevrai en prime le(s) livre(s) du bloc suivant (cochez le bloc correspondant à votre choix):

1 2 3 4 5

NOM:

ADRESSE:

TÉL.: PROFESSION: ÂGE:

Le Club du Livre de l'Aurore,
1651 rue Saint-Denis, Montréal (844-4850).

A L'AFFICHE AUJOURD'HUI

Cinemas

ATWATER 1: Plaza Alexis Nihon (étage mode) 931-935-4246. "French Connection II": 1.10, 5.00, 9.00. "Seven-Up": 3.10, 7.10.

ATWATER II: Plaza Alexis Nihon (étage mode) 931-3313. "Le retour du grand blond": 7.00, 8.45, 10.20, sam et dim.: 1.45, 3.30, 5.15, 7.00, 8.45, 10.20.

AVENUE: 1224 Greene Av., Westmount, 937-2747. "Apple Dumpling Gang": 12.30, 2.40, 4.50, 7.05, 9.20.

BERRI: 1280 St-Denis, 878-2424. "Lepke le Caid": 2.25, 6.05, 9.45. "L'amoureuse": 12.40, 4.20, 8.00.

CHAMPLAIN: 1815 Ste-Catherine E., 524-1685. "Plein la gueule": 1.00, 5.15, 9.30, et "Le flambeur" à 3.10, et 7.30.

CHATEAU I: 6956 St-Denis, 271-4400. "L'Antéchrist": 1.00, 3.10, 5.20, 7.30, 9.30, dernier spectacle à 11.45.

CHEVALIER: 1590 rue St-Denis, 845-3222. "La chair de l'orchidée": 1.40, 4.10, 6.40, 9.10.

CINE-CENTRE 1: 1430 Bleury, 288-7102. "Tidal Wave": 1.00, 3.50, 6.45, 9.40. "Fearless Fighters": 2.25.

CINEMA 7e ART: 3180 Bélanger est, 722-0302. "Les guichets du Louvre": 7.30. "La passion": 9.15. Samedi: "Les guichets du Louvre": 4.25, 8.00. "La passion": 6.00, 9.45, Dimanche: "Les guichets du Louvre": 1.00, 4.25, 8.00. "La passion": 2.45, 6.00, 9.45.

CINEMA DE PARIS: 896 Ste-Catherine Ouest, 861-2996. "Behind the Door": 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.

CINEMA LE PIERROT: 1590 St-Denis, 845-3222. "J'irai comme un cheval fou": 12.25, 2.15, 4.10, 6.00, 7.55, 9.50.

CLAREMONT: 5083 Sherbrooke O., "Love and Death": 1.35, 3.30, 5.25, 7.20, 9.20.

CRÉMAZIE: 8610 St-Denis, 388-4210. "Tremblement de terre": sam. et dim.: 12.15, 2.25, 4.45, 7.00 et 9.30. Sur semaine: 7.00, 9.30.

DAUPHIN (Renoir) 2396 E., Beauharnois 721-6060. "Mariage": 7.30, 9.30, sam. dim.: 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30.

DAUPHIN (McLaren) 2396 E. Beauharnois, 721-6060. "Le secret": 7.30, 9.30 sam. dim.: 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 10.00 dim. dernier spectacle à 9.30.

Salle Eisenstein: "L'escapade": 7.30, 9.30 sam. et dim.: 1.30, 3.30, 5.30, 7.30,

10.00 sam. dernier spectacle à 9.30.

JEAN-TALON: 4225 Jean-Talon E. 724-7000. "Le démon aux tripes": 6.00, 9.40, dim.: 2.10, 5.50, 9.30. "Les vengeurs de l'Ave Maria": 7.55 dim.: 12.30, 4.10, 7.50.

LAVAL: 1600 Le Corbusier, 688-8200. Salle 1: "L'Antéchrist": 7.30, 9.30, sam. et dim.: 1.00, 3.10, 5.20, 7.30, 9.30 Salle 5: "Jaws": 12.15, 2.25, 4.45, 7.00, 9.15 samedi dernier spectacle: 11.20. Sur semaine dès 7.00.

LOEWS: 954 Ste-Catherine O. 866-5851. "Jaws": 12.15, 2.25, 4.45, 7.00, 9.15.

KENT: 100 Sherbrooke O., 489-9707. "Man about the House": 1.30, 3.25, 5.20, 7.15, 9.10.

MONKLAND: 5505 av Monkland: 484-3570. "Freebie and the Bean": 1.30, 5.35, 9.40. "Drowning Pool": 3.40, 7.45.

OUTREMONT: 1248 Bernard O. 277-4145 Mardi: "On n'engraisse pas les cochons à l'eau claire": 7.

OUTREMONT: 1248 Bernard O. 277-4145. Mardi: "The Red Pony": 7.00. "The Spiral Staircase": 9.30.

PALACE: 698 Ste-Catherine O. 866-6999. "Jaws": 12.15, 2.25, 4.45, 7.00, 9.15.

PLACE DU CANADA: Entrée Via Hôtel Château Champlain, 861-4595. "The Way we were": 7.15, 9.15 sam. et dim.: 1.10, 3.10, 5.15, 7.15.

PLACE VILLE-MARIE GRAND: 777 Dorchester O. 866-2655. A compter, de samedi "Lies my Father Told Me": 12.20, 2.15, 4.10, 6.05, 8.00, 9.55.

PLACE VILLE-MARIE PETIT: 777 Dorchester O., 866-2644. "Nashville": 12.50, 3.35, 6.25, 9.10.

PUSSYCAT: 4015 boul. St-Laurent, 277-0025. "Grace's Place" et Pro Shop.

RIVOLI II: 6906 St-Denis, 277-4129. "Terreur de Bruce Lee": 2.35, 6.05, 9.35, et "Mais qui donc m'a fait ce bébé?": 7.30.

SÉVILLE: 2155 Ste-Catherine O., 932-1139. "Man with the Golden Gun": 1.00, 5.15, 9.30. "Live and Let Die": 3.10, 7.25.

SNOWDON: 5225 boul. Décarie 482-1322. "Summer Run": 1.45, 3.40, 5.45, 7.50, 9.55.

ST-DENIS: 1594 St-Denis, 849-4211. "L'or": 1.50, 5.40, 9.30. "La brigade en folie": 12.30, 4.15, 8.05.

VAN HORNE: 6150 Côte des Neiges, 731-8423. "Wilby Conspiracy": 1.00, 3.00, 5.05, 7.10, 9.15.

VENDÔME: Place Victoria, 878-1451. "The Life and Times of Xavier Hollander": 12.15, 1.50, 3.25, 5.00, 6.35, 8.15, 9.50.

VERDUN: 3841 Wellington, 768-2892 "Au rendez-vous de la mort

joyeuse": 8.00 sam. et dim.: 3.15, 6.40, 10.00 "Brannigan": 6.15, 9.30 sam. et dim.: 1.15, 4.40, 8.00.

VILLERAY: 8042 St-Denis, 338-5577. "Le retour du grand blond": 7.00, 8.45, 10.20, sam. et dim.: 1.45, 3.30, 5.15, 7.00, 8.45, 10.20.

WESTMONT SQUARE: 931-2477. "I seems Like a Good Idea": 12.30, 2.10, 3.55, 5.40, 7.25, 9.15.

YORK: "Return of the Pink Panther": 12.45, 2.50, 4.50, 7.00, 9.15.

CAMPUS LOYOLA: F.C. Smith Auditorium, 7141 Sherbrooke ouest, 482-0320. "La beauté du diable" de René Clair (France 1949): 7.00. "Trafic" de Jacques Tati (France 1971): 8.45.

CONSERVATOIRE D'ART CINÉMATOGRAPHIQUE: 1455 boulevard de Maisonneuve. 879-4349. "Relâche".

VIDÉOGRAPHE: 1604 rue St-Denis, 842-9786: "Commencer par" jusqu'à toute fin correspond" réalisé par Raymond Gervais. Tous les soirs à 8.00. Entrée libre. Jusqu'au 10 octobre.

CINÉMATHEQUE QUÉBÉCOISE: 1700 St-Denis, 844-8734. Histoire du cinéma: "Le destin de Mme Yuki" (Japon 1950): 7.30, Cinéma canadien: "The Heatwave Lasted Four Days" de Doug Jackson (1975): 9.30

CENTRE D'ESSAI DU CENTRE COMMUNAUTAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL: (6e étage) Ciné mercredi: "Zéro de conduite" et "Le départ": 7.30 Étudiants: 0.50, autres: \$1.50.

Boisjoli, Monique Mercure et Jean-Louis Roux. Dès vend. le 10 octobre. L'ESCALE, St-Marc-sur-le Richelieu. "L'été s'appelle Julie" de Marcel Dubé vend. et sam. 6A 21.00 Diman. à 20.00.

THÉÂTRE PORT ROYAL (Place des Arts). Une production de la Compagnie Jean Duceppe: "Visa le noir, tua le blanc" de Dale Wasserman adaptation de René Dionne avec Monique Joly, Jacques Thibault et Aubert Pallascio. A 20.30 jusqu'au 19 octobre.

THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI: 1297 Papi-neau, 523-1211. "Le temps d'une vie", de Roland Le-pape, avec Roger Blay, Murielle Dutil, Pierre Le-beau, Gilbert Lepage et Guy Nadon du mardi au dim. à 20.30.

THÉÂTRE DE QUAT'SOUS. 100 est avenue des Pins, 845-7277. "Le premier" d'Israel Ho-rovitz, adaptation de René Dionne, avec Jean-Louis Millette, Ronald France, Michel Forget, Michel Côté et Sophie Clément. Sur semaine à 20.30 samedi à 20.00 et 22.30 Relâche le lundi.

LE THÉÂTRE DU TRI-DENT: Au Palais Mont-calm de Québec, 692-2202.

844-3492, Souper, spec-tacle dansant Germano Rocha et l'accordéon-niste Matéus.

L'ATRE: 4461 St-Denis, 845-8835. "François Guy", à 21.30 et 23.00.

PLACE DES ARTS (Théâtre Maisonneuve). "Of-fenbach" et "Aut'Chose", à 20.30.

3.00
5 6 Take Thirty
Actualité
12 Another Hospital
Téléroman
17 Rythmes
30 Radio-Quebec

3.30
4 Le sac décolle
5 6 Celebrity Cooks
17 Dix enfants au soleil

4.00
2 (9) (11) 13 Bobino
Enfant
5 6 Forest Rangers
Aventure
7 10 30 Capitaine
Scarlet
12 Celebrity Dominoes
Jeu
17 Un p'tit coup de
coeur

4.30
2 (9) (11) 13 Picotine
Enfant. "La boule de
cristal".
4 Robin Fusée
5 6 Comin' Up Rosie
7 10 30 Patoville
Enfant
12 The Flintstones
17 Si on s'y mettait

5.00
2 (11) Vivre et
survivre
"La dernière des
grandes premières".
4 Au pays des géants
5 6 Nic 'N' Pic
Enfant
7 10 30 Voyage au
fonds des mers
Science-fiction
(9) 13 Cinéma de
5 heures
"Trois milliards sans
ascenseur". Fr. 1972.
Comédie policière.
12 It's Your Move
Jeu
17 L'Age de la parole

5.30
5 6 The Partridge
Family/Comédie
12 The New Price
is Right/Jeu
17 La vie qu'on mène
à l'assemblée nationale

5.50
4 Votre foyer madame
5.55
4 La météo

Soirée
6.00
2 (11) Ce soir
Information
4 7 10 30 Parle, parle,
jase, jase...
5 6 The City at Six
Information
12 Pulse/Information
17 Au coeur des mots

6.15
17 La famille papier

6.30
(11) Nouvelles régionales
17 Retraite ouverte ou
fermée

7.00
2 (11) Destination
monde/Jeu
4 Aujourd'hui le
8 octobre
5 Around the City

2 CBFT Montréal (R.-C.)
4 CFCM Québec (TVA)
5 CKMI Québec (CBC)
6 CBMT Montréal (CBC)
7 CHLT-TV Sherbrooke (TVA)
9 CKSH-TV Sherbrooke (R.-C.)
10 CFTM-TV Montréal (TVA)
11 CBVT Québec (R.-C.)
12 CFCF-TV Montréal (CTV)
13 CKTM-TV Trois-Rivières (Ind.)
17 CIVM-TV (UHF) Montréal (R.-Q.)
30 CFVO (UHF) Hull (TVA)

with Bob
6 Bon appétit
7 Le mal du siècle
"Le Stress".
12 The Jeffersons
(9) Le 9 vous informe
10 Le 10 vous informe
13 Le 13 vous informe
17 Des arts et des
hommes
"Fomba Malagazy".
30 Le quotidien
Information

7.30
2 (11) Consommateurs
avertis
4 7 10 30 Le ranch à
Willie/Musique western
5 6 Nobel Prize
Laureates
(9) 13 Les Pierrafeu
Dessins animés
12 McGowan & Co.
17 Poste frontière
"Engagés personnels".

8.00
2 (9) (11) 13 La
soirée du hockey
4 Les grandes
productions
"La ceinture de chas-
teté". It. 1967. Comé-
die.
5 6 CFL Football
7 10 Les grandes
productions
"Le plus grand des
hold-up". E.U. 1969.
Western.
30 Les grandes
productions
"Ne tirez pas sur le
sheriff". E.U. 1969.
Western.

8.30
17 D'un québécois à
l'autre

9.00
17 Au pays des lutrins
"L'aventure en musi-
que".

9.30
17 Approche

10.00
4 7 10 Qui dit vrai
Panel
30 Gens de parole

10.30
2 (9) (11) 13 Le
téléjournal
4 7 10 30 Les nouvelles
TVA
5 6 Canadian Sports
Report
12 As it is
Affaires publiques

10.50
2 (9) (11) 13 Nouvelles
du sport

11.00
2 (9) (11) 13 Cinéma
Canadien
"Tiens-toi bien après
les oreilles à Papa".
Can. 1971. Comédie.
4 La météo
6 12 News
7 Informa 7
10 La couleur du
temps
30 Outaouais
aujourd'hui

11.05
4 Ciné-4
"Chasseurs de scal-
pes". E.U. 1968. West-
ern.

11.15
7 10 Sans pantoufles
"Fortune carrée". Fr.
1955. Drame d'aven-
tures.

11.20
12 Pulse

11.22
6 Viewpoint
Information
5 The Merv Griffin
Show
Variétés

11.30
6 Montreal Tonight
30 Ciné 11h30
"La grande farandole".
E.U. 1939. Comédie
musicale.

11.55
6 Ciné-Six
"Design for Living".

12.00
12 The 12 Midnight
Movie
"Hurry Sundown". E.U.
1966. Drame social.

12.30
2 (11) Ciné-nuit
"Les désarrois de
l'élève Toerless" All.
1966. Drame.

12.45
10 Le 10 vous informe

2.00
2 Le téléjournal

C'EST PLUS QU'UN HORAIRE
TELE!

TELE 7 JOURS

EN VENTE PARTOUT

Sons, brioches et concerts-midi à la PDA

(par B.D.) — La Place des Arts poursuit cette année l'application de son programme d'animati-

on culturelle avec quatre activités qui ont lieu tous les dimanche, mercredi et jeudi. Chaque dimanche, de-

puis le 5 octobre, on présente en alternance des conférences sur l'art et des concerts de musique de

chambre servis avec le café et les brioches. Le mercredi, Mario Duchesnes anime une série de rencontres et de concerts avec des musiciens de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM). Le jeudi, la série "De la Chant'août à la PDA" donne à la relève de la chanson et de la musique populaire du Québec l'occasion de se faire connaître.

Ce programme a débuté à l'automne '72 avec les concerts "Sons et brioches" présentés en collaboration avec les Jeunesses musicales du Canada. L'an dernier, on y ajoutait les "Concerts-midi" qui sont présentés en collaboration avec le Complexe Desjardins. Cette collaboration de l'imposant voisin de la Place des Arts est d'ailleurs le prélude aux activités culturelles de toutes sortes qui seront présentés dans le nouveau complexe après son ouverture l'an prochain.

Les activités du dimanche ont lieu à onze heures le matin et le prix d'admission de 50 cents donne droit au café et aux brioches. La première conférence sur l'art du professeur Jean-Claude Plan-

chard aura lieu dimanche prochain le 12 et aura pour thème "Venise citée des eaux". Ces conférences "audio-visualisées" ont lieu au Théâtre Maisonneuve et reviendront tous les deux dimanches. Les concerts "sons et brioches" ont lieu dans le grand foyer de la salle Wilfrid-Peletier, le Piano noble. Le prochain concert aura lieu le 19 octobre et mettra en vedette le pianiste Louis Lortie.

C'est à midi au contraire, au Piano noble dans les deux cas, qu'ont lieu les activités du mercredi et du jeudi. L'admission est de

\$1.00 chaque fois et l'on peut en profiter pour manger en se servant au buffet qui coûte \$1.50. Le premier "concert-midi" a lieu le 22 octobre et met au programme la suite no 1 en do majeur pour hautbois, basson et cordes de Jean-Sébastien Bach. C'est le lendemain, 23 octobre, que commenceront les récitals de la relève avec le groupe Ungava et la chanteuse Marie Depatie.

Toutes ces activités ayant l'animation pour but, des échanges entre le public et les artistes sont toujours prévus.

Leone à Montréal

On avait annoncé sa revue à Montréal plusieurs fois. Cette fois-ci, semble-t-il, ce sera la bonne. Sergio Leone, l'idole de bien des spectateurs et de plusieurs cinéastes à qui il a fait redécouvrir le western qui en est devenu western-spaghetti, sera à Montréal vendredi et samedi prochains. C'est la grande nouvelle qu'a annoncé hier Pierre David, président des Productions Mutuelles. Leone sera accompa-

gné de Erico Medioli, scénariste de "Il était une fois... l'Amérique". Ils profiteront de leur séjour à Montréal pour visiter certaines locations qui pourraient bien être utilisées pour le tournage du film.

Leone enregistrera une émission spéciale d'une heure de "Parle parle jase jase" en compagnie de Robert Charlebois et Jean-Claude Lord. A vendredi, "pour une poignée de dollars".



Le Musée de Québec s'ouvre à l'art populaire

Du 9 octobre au 1er décembre 1975, le Musée du Québec tiendra une importante exposition consacrée à l'art populaire québécois. Environ 200 pièces appartenant aux collections du Musée seront montrées à cette occasion et tous les domaines de l'expression artistique seront représentés. Des oeuvres datant des XVIIIe et XIXe siècles voisineront avec les créations contemporai-

nes et l'on pourra admirer, entre autres, de magnifiques broderies indiennes à motifs perlés. Qu'il s'agisse de peinture, de sculpture, de mobilier, d'arts décoratifs ou de la simple fabrication d'objets usuels, l'art populaire québécois a toujours fait preuve d'une vitalité et d'un esprit d'invention qui émerveillent.

Vient de paraître

Par delà la clôture

par Marcelle Brisson

- Pourquoi je suis entrée au monastère
- Pourquoi j'ai prononcé mes vœux et je suis demeurée si longtemps au monastère
- Comment je suis sortie du monastère

L'histoire d'une libération!

En vente partout

parti
pris

MARCELLE BRISSON

PAR DELÀ LA CLÔTURE



Editions Parti pris

B.P. 149, Bureau postal "N", Montréal

Tél: 844-2187

La parade du Canadien

Après l'effort incontesté des Québécois de la crosse de doter la ville de Montréal de la coupe des Nations et après la très piètre tenue des Exos cette saison, le coeur des innombrables amateurs de sport se tourne maintenant vers leur éternel idole, le Canadien de Montréal, qui doit disputer son premier match régulier ce soir, au Forum, contre les Kings de Los Angeles.

Pour satisfaire justement ce coeur chaud des admirateurs, la direction du Canadien a exposé hier midi, par temps froid et ensoleillé, sur la place centrale de la Place Ville-Marie, la formation 1975-76 de son club.

Texte:
Christian Nobert

Photos:
Pierre Boisclair

Tout le monde y était... du simple petit président d'un petit bureau du centre-ville jusqu'au grand "boss" qui regardait ce défilé de mode du vingt-sixième étage... ou du simple commis de bureau, du père de famille arborant fièrement son fils dans l'uniforme du Tricolore... et, bien entendu, toutes ces jolies secrétaires, qui, sur l'heure du lunch, étaient venues, carnet d'autographe en mains, admirer la "crème" de notre sport nationale.

D'ailleurs, l'annonceur de ce défilé, Claude Mouton, ne manquait pas de préciser, après avoir énumérer les gallons de chaque joueur, son statut social. Ce qui en a fait rougir plusieurs... comme Mario Tremblay.

Et, comme il fallait s'y attendre, en entendant les noms de "Superfleur Guy Lafleur", "Michel Bunny Larocque", "le capitaine éclair Yvan Cournoyer", ou simplement Ken Dryden, le coeur des gens s'est mis à vibrer jusque dans leurs mains pour une belle ovation!

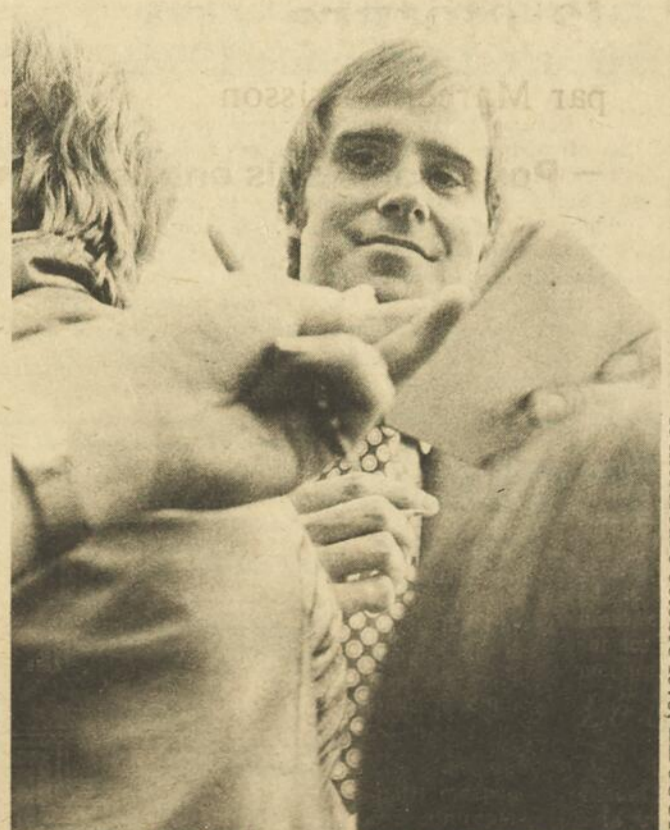
Donc, ce soir, 21 Canadiens seront en uniforme contre les Kings, Rogatien Vachon... et le nouveau venu Marcel Dionne.



Arborant tous fièrement un grand sourire, les étoiles du Canadien étaient, hier midi à la Place Ville-Marie, pour montrer à tous leurs admirateurs de quoi avait l'air la formation de la prochaine saison qui débute ce soir au Forum. Seul Pierre Bouchard ne voulait pas voir cela!



Comme tous ses co-équipiers, Jacques Lemaire (même s'il ne sera probablement pas en uniforme ce soir contre les Kings) a été assailli par les "maniaques de l'autographe" ... jeunes ou vieux.



Le "beau" Ken Dryden que notre Lise Payette nationale a fait connaître à la population, n'est pas passé inaperçu également.

Coupe Davis à Montréal: la Colombie dévoile son équipe

(LE JOUR) - Les amateurs de tennis de la région métropolitaine accueillent des matches de la coupe Davis pour la première fois depuis plus d'une dizaine d'années. En effet, c'est du 17 au 19 octobre, au Club de tennis Rockland, que se dérouleront les rencontres entre le Canada et la Colombie. Pour la première fois, au Canada, ces rencontres auront lieu à l'intérieur.

Ce ne sont pas les Rochon, Bérard, Fontana que l'on pourra voir à l'oeuvre, mais les jeunes étoiles montantes du tennis canadien, les Power, Genois, Bard-sley et Boyce.

L'équipe colombienne sera composée de Alvara Betancour, Xavier Ristrippo, Orlando Ajupelo et Alvara Pena, et du capitaine Uriel Oquendo. Ils arriveront lundi de Miami où ils s'entraînent présentement.

Quant à l'équipe canadienne, elle est attendue samedi et elle sera à l'entraînement dès dimanche au Centre Rockland.



La jeune Diana Nyad vient à peine de sortir des eaux polluées de New York, après avoir parcouru à la nage les 28 milles entourant l'île de Manhattan dans un temps record. Cette nageuse de 25 ans a réalisé un temps de sept heures, 59 minutes, soit près d'une heure de moins que le record établi en 1926 par un homme d'affaires de l'endroit.

La Chine populaire aux JO, c'est pas pour 1976!

Les perspectives de participation de la Chine aux Jeux olympiques de Montréal, l'an prochain, paraissent peu encourageantes. A la fin de la réunion de l'exécutif du Comité international olympique, le président, lord Killanin, a déclaré qu'il n'avait pas encore organisé, les visites qu'il doit faire à Pékin et à Taïwan. Cette dernière détient toujours le siège chinois au CIO.

La Chine, qui n'a pas envoyé d'athlètes aux Jeux olympiques depuis une participation symbolique à Helsinki, en 1952, maintient qu'elle ne reviendra pas tant que le CIO acceptera la présence de Taïwan.

Il avait été prévu que lord Killanin irait en Chine et à Taïwan ce mois-ci ou en novembre, à temps pour soumettre un rapport sur lequel le CIO puisse prendre une décision à sa prochaine réunion, en janvier. Deux membres japonais du CIO ont établi un rapport préliminaire mais lord Killanin n'a pu prédire comment la question chinoise sera réglée. "Cela demandera du temps, a-t-il dit". On en est encore au stade de l'enquête, c'est une question qui ne peut être résolue du jour au lendemain.

Plusieurs pays asiatiques, le Japon et l'Iran notamment, font campagne dans les instances olympiques pour l'expulsion de Taïwan. Mais il semble difficile que le problème évolue suffisamment d'ici janvier pour que le CIO le règle à sa réunion d'Innsbruck, fin janvier.

Ali vaut \$7 millions...

Les enchères montent pour Muhammed Ali et sa prochaine bourse, si jamais il rencontre George Foreman ou Ken Norton, pourrait être de l'ordre de six à sept millions de dollars. C'est du moins ce qu'a laissé entendre l'organisateur Don King. Pour son dernier combat contre Joe Frazier, Ali a reçu une bourse de \$4,5 millions, soit la bagatelle de \$1,785 la minute... de travail.

Après sa victoire tout de même difficile en 14 reprises contre le puissant Frazier, Ali avait laissé entendre qu'il pourrait bien accrocher ses gants une fois pour toutes, mais pour quelques dollars (millions) de plus, il se laissera probablement tenter. Et où ce combat aurait-il lieu? Vous avez le choix: Téhéran, Hong Kong, Macao ou une quelconque ville des Etats-Unis.

May Sutton est décédée

La championne de tennis du début du siècle, May Sutton Bundy, qui fut la première américaine à remporter le tournoi de Wimbledon vient de mourir à Santa Monica, Californie, à l'âge de 88 ans.

Originaire de Plymouth, en Grande-Bretagne, elle avait gagné les championnats des Etats-Unis en 1904, et les simples dames de Wimbledon en 1905 et 1907.

C'est à l'âge de 12 ans, à la fin du siècle dernier qu'elle avait remporté son premier tournoi en Californie. Elle devait se distinguer dans les compétitions internationales pendant près de trente ans encore. Elle n'abandonna la pratique du tennis qu'à l'âge de 85 ans.

Salavarría garde son titre

Le Philippin Erbito Salavarría a conservé son titre de champion du monde poids-mouche de boxe (Version WBA) en battant hier soir à Kokohama le challenger japonais Susumu Hanagata. Salavarría avait gagné son titre contre Hanagata en avril dernier par une décision serrée et controversée.

Le juge philippin a avantagé Salavarría par le compte de 71-68 et le juge japonais a vu Hanagata en avance 74-73. Quant à l'arbitre, Wally Schmidt, de Porto-Rico, sa carte donnait 72-66 pour le champion.

9e omnium de ballon-volant du Québec le 8 novembre

Le neuvième omnium de ballon-volant du Québec aura lieu le 8 novembre prochain au cegep de Maison-neuve, à Montréal. Traditionnellement, ce tournoi marque le début de la saison pour les meilleures équipes senior masculines et féminines de l'Est du continent nord-américain.

Les meilleures équipes québécoises disputeront la victoire aux représentants d'Ottawa, Toronto, New York, Columbus, etc.

football

Ligue canadienne

Section de l'est						
	Pj	G	N	Pc	Pts	
Ottawa	12	8	4	0	27	22
Montréal	12	7	5	0	28	24
Toronto	12	3	8	1	19	23
Hamilton	11	2	8	1	19	29

Section de l'ouest

Edmonton	12	9	3	0	32	27
Régina	13	8	4	1	30	25
Winnipeg	12	6	5	1	23	25
Calgary	12	5	7	0	29	26
Vancouver	12	4	8	0	22	28

Aujourd'hui

Hamilton à Ottawa

Conférence nationale

Division est

	G	P	N	Moy	Pp	Pc
Dallas	3	0	0	1.000	91	48
Washington	2	1	0	.667	100	42
St. Louis	2	1	0	.667	80	71
Philadelphie	1	2	0	.333	53	48
N.Y. Giants	1	2	0	.333	50	89

Division centrale

Minnesota	3	0	0	1.000	97	30
-----------	---	---	---	-------	----	----

Détroit	2	1	0	.667	57	66
Chicago	1	2	0	.333	25	76
Green Bay	0	3	0	.000	36	84

Division ouest

Los Angeles	2	1	0	.667	54	45
Atlanta	1	2	0	.333	48	47
San Franc.	1	2	0	.333	51	53
N.-Orléans	0	3	0	.000	10	76

Conférence américaine

Division est						
	G	P	N	Moy	Pp	Pc
Buffalo	3	0	0	1.000	110	49

Miami	2	1	0	.667	74	52
N.Y. Jets	2	1	0	.667	80	73
Baltimore	1	2	0	.333	68	62
N.-Angleterre	0	3	0	.000	21	65

Division centrale

Cincinnati	3	0	0	1.000	66	36
Pittsburgh	2	1	0	.667	100	36
Houston	2	1	0	.667	59	38
Cleveland	0	3	0	.000	33	108

Division ouest

Oakland	3	0	0	1.000	68	41
Denver	2	1	0	.667	74	84
Kansas City	0	3	0	.000	60	87
San Diego	0	3	0	.000	17	76

NOS BONNES AGENCES DE VOYAGES

* agence de voyages

altitude inc

2085 boul. de salaberry
montréal
tél.: 334-9815

Rés.: 728-2696



5450
Côte-des-Neiges,

Suite 304,
Montréal 249
341-4420

AGENCE DE VOYAGES

unik ENR.

1574 chemin Chambly
LONGUEUIL
674-6273

SUR LA RIVE SUD

GILLES DOUCET
PRESIDENT

Mirabelle TOURS INC.

277 ST-PIERRE, ST-CONSTANT
CTE LAPRAIRIE, QUE., CANADA

(514) 632-5330
365 1847

VOTRE CONSEILLER
EN PUBLICITÉ

M. ROBERT PEPIN

331-8961

Reggie Chartrand, boxeur et Chevalier de l'indépendance

par André Chartrand

Qui ne connaît Reggie Chartrand, ce Québécois célèbre à la fois pour ses talents de pugiliste, ses vigoureuses prises de position en faveur de l'indépendance du Québec, et, de façon moindre, comme l'auteur d'un livre paru en 1972 aux Editions Parti Pris, "La dernière bataille"?

Personnage coloré, célèbre pour ses nombreuses arrestations lors de manifestations politiques, Reggie Chartrand a pris certaines distances vis-à-vis de la politique et de la boxe depuis quelques années, mais sans pour autant oublier qu'elles ont marqué sa vie.

Né à Timmins, en 1932, troisième d'une famille de sept enfants, il a fait ses débuts dans le monde de la boxe dès l'âge de 13 ans. Le succès ne s'est pas fait attendre puisqu'un an plus tard, il remporte le championnat de sa ville, alors qu'il ne pesait que 80 livres.

Dès lors, il ne vivra plus que pour la boxe, sport qu'il qualifie de "noble art de se défendre".

Remarqué par les entraîneurs ontariens de sa région, on lui propose d'aller parfaire son entraînement à Toronto, où tous les boxeurs prometteurs du temps se rendaient s'ils voulaient un jour acquérir la notoriété et l'argent, ce qui va de pair.

Mais, à ce moment précis, il prit une décision qui marquera par la suite son existence.

"J'aurais pu me rendre à Toronto comme la plupart de mes compagnons l'ont fait à cette époque. Mais moi, j'avais conscience, et les Anglais ne rataient jamais une occasion de nous le rappeler, que j'étais avant tout un francophone et que c'était au Québec que je devais aller vivre et poursuivre ma carrière de boxeur", rappelle-t-il.

Il s'amène donc à Montréal en compagnie de son frère Jean-Paul, décision qu'il ne regretta jamais.

Manoeuvre dans la construction, il s'entraîne au club Champêtre, sis Pie IX et Sainte-Catherine. Sous l'égide de Sylvio Mireault, il devient un des meilleurs boxeurs du Canada vers l'âge de 20 ans, alors qu'il remporte les Gants Dorés en 1951 et en 1952 dans la catégorie des poids mi-moyens, tout en décrochant le championnat de la ville de Montréal ces mêmes années.

Au cours de sa carrière de boxeur, il livra 67 combats à titre d'amateur, en remporta 62 contre trois défaites et deux nuls. A titre de professionnel, il battit ses adversaires à 31 reprises, perdit cinq fois tout en annulant à une reprise.

Boxeur très coloré, mais pas chanceux, il abandonna la boxe professionnelle

à l'âge de 22 ans parce qu'il risquait de devenir aveugle, ayant les arcades sourcilières très fragiles.

Un des grands rêves de Reggie était de détenir sa propre école de boxe. Finalement, il achète une vieille église anglicane sur la rue de la Visitation et la transforme en école du "noble art".

C'est à ce moment que son option politique prit forme. Ardent disciple de Marcel Chaput, indépendantiste farouche, il ne se gêne pas pour afficher ses idées, ce qui lui vaudra un tas de problèmes, tant comme boxeur que comme citoyen.

Le boxeur politisé

Se rendant compte que la boxe amateur à Montréal est dirigée par des Anglais et en anglais, alors que la presque totalité des boxeurs et des spectateurs sont des Canadiens français, Reggie décide donc d'organiser une manifestation et de montrer qu'au Québec, on veut vivre et parler français.

Même si ses boxeurs remportent la majorité des trophées disponibles aux diverses compétitions, il est suspendu par l'AAUC (Amateur athletic union of Canada) pour un an. Depuis, il a tenté à plusieurs reprises de réintégrer les rangs de cet organisme, mais il s'estime considéré comme "une brebis galeuse" et n'entretient plus aucun espoir de collaborer au monde de la boxe québécoise.

Le 24 juin 1964, il fonde les Chevaliers de l'Indépendance, un groupe de pression dont le but ultime est de dénoncer les injustices du système.

Commentant cette période de sa vie pendant laquelle il dirigea son école et le mouvement des Chevaliers, il note "qu'il était important pour moi d'envoyer mes boxeurs aux Jeux olympiques mais davantage d'aider à faire l'indépendance de mon pays.

La boxe, un show?

"Si la boxe est devenu un show, c'est que les amateurs de boxe l'ont voulu. Les gens recherchent un show qui leur fera oublier l'espace d'une soirée les ennuis quotidiens, les problèmes accablant et tout ce qui nous enmerde", répond Reggie face aux dénonciations des esprits purs qui condamnent la boxe professionnelle et l'allure qu'elle emprunte de plus en plus au vaudeville.

"Pour moi, Mohammed Ali est la ballerine de la boxe, je le considère aussi comme le plus grand boxeur de tous les temps parce qu'il a su réunir sur un ring les deux dimensions essentielles pour la

réussite d'une soirée de boxe: une technique infailible et un sens du spectacle qu'on ne peut retrouver nulle part ailleurs".

En ce qui a trait à la boxe québécoise, Chartrand la croit en pleine période de prospérité, comme en fait foi la présence de six boxeurs québécois sur l'équipe du Canada.

Par ailleurs, il soutient "que le gars qui veut jouer dans la LNH doit apprendre

la boxe s'il veut percer dans ce circuit où la loi du plus fort, comme dans la société, prédomine".

Et Reggie de conclure que la boxe est avant tout un sport, et qu'il serait préférable pour la jeunesse québécoise de faire du sport, quel qu'il soit, et de s'occuper de l'avenir politique de leur pays, le Québec, plutôt que de s'écraser dans un coin, un joint entre les dents".



Reggie Chartrand, souriant, parle de boxe et de politique...

(photo Pierre Boisclair)

Grand prix de Madrid Des victoires faciles pour Borg et Nastase

Madrid - Le troisième favori Ilie Nastase, de Roumanie, et le quatrième favori Bjorn Borg, de Suède, ont facilement remporté leurs matches de deuxième ronde du Grand prix de tennis de Madrid en battant Steve Turner, des Etats-Unis, et Mark Farrel, de Grande-Bretagne.

Le Chilien Jaime Fillol, l'Italien Adriano Panatta, l'Allemand Ulrich Pinner et le Tchecoslovaque Jan Kodes ont également franchi l'étape de la deuxième ronde.

Arrivée surprise

Le Roumain Nastase a produit une certaine sensation en arrivant hier a-

près-midi à Madrid, en Espagne, pour participer au tournoi, alors que la veille, le Suédois Borg avait déclaré que le gouvernement roumain lui avait demandé de ne pas participer à ce tournoi en raison de la situation politique en Espagne.

Dès son arrivée, Nastase a été conduit directement de l'aéroport aux courts pour y rencontrer son premier adversaire, l'Américain Steve Turner.

Peu après, le directeur de l'Association des joueurs de tennis professionnels, Richard Evans, a expliqué que Nastase était venu à Madrid après avoir eu un long entretien téléphonique, à Bruxelles, avec le

gouvernement roumain.

Par ailleurs, les trois joueurs polonais inscrits au tournoi, Barbara Kral, Wojciek Fibak et Jacek Niedzwiedzki, ont révélé que le consulat polonais de Madrid leur avait donné l'ordre de quitter l'Espagne, mais qu'ils avaient refusé et demandé à la fédération espagnole d'intervenir auprès du gouvernement de Varsovie pour faire rapporter cet ordre.

Par la suite, la fédération yougoslave de tennis a réprimandé les joueurs Nicolas Pilic et Nicolas Spear pour s'être rendus à Madrid et a ordonné que des mesures disciplinaires soient prises contre eux.

Le mercredi 8 octobre 1975, LE JOUR

37

COUPON D'ABONNEMENT

JE DESIRE RECEVOIR 'LE JOUR' PAR COURRIER.

Ci-joint mon chèque d'abonnement de \$ _____

Nouvel abonnement \$18 pour 3 mois
\$32 pour 6 mois
\$60 pour 12 mois
Renouvellement Edition du samedi seulement
\$15 pour 12 mois

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Tél. _____

Aucun abonnement n'est remboursable

LE JOUR

387 boul. Lebeau, Ville St-Laurent,
331-8961

Hopkins est de retour au jeu pour les Cats

OTTAWA (PC) - Depuis le début de la saison dans la Ligue canadienne de football, les Tiger Cats de Hamilton ont été incapables de mettre sur pied une attaque terrestre vraiment redoutable. Mais Andy Hopkins revient au jeu et les choses devraient changer.

Hopkins, choisi deux fois comme membre de l'équipe des étoiles de la section est, n'a pas joué depuis le deuxième match de la saison quand il s'est fracturé un bras. Il sera en uniforme ce soir contre les Rough Riders à Ottawa. Avec la recrue Lee Strayhorn et le Canadien Angelo Santucci dans le champ-arrière, les Tiger Cats pourraient présenter une attaque terrestre vraiment redoutable.

L'instructeur des Tiger Cats, Jerry Williams, pourrait cependant avoir recours à une attaque aérienne. Les Riders possèdent une excellente ligne défensive, mais leur défense tertiaire est plus vulnérable.

Tous les yeux seront tournés vers la recrue Peter Stenerson. Il prendra la place de Rod Woodward au poste de demi de sûreté.

Les quarts du Hamilton, Jerry Keeling et Tom McMillan, voudront peut-être mettre cet ancien de l'université Carleton à l'épreuve très tôt dans le match.

Woodward, un pilier de la défense des Riders, s'est fracturé un bras la semaine dernière lors de la victoire de 16 - 11 des Riders contre les Tiger Cats.

L'instructeur de Ottawa, George Brancato, a pleine confiance en Stenerson. "Il possède beaucoup de rapidité et je crois qu'il peut faire de l'excellent boulot. Il a manqué six matches à cause d'une blessure à l'aîne. Une telle blessure peut encore l'affecter longtemps, mais s'il est en aussi grande forme qu'il le paraît, tout ira très bien".

L'ailier défensif Wayne Smith est de retour en bonne condition et Brancato n'entrevoit aucune difficulté du côté de sa première ligne défensive. Il est plus inquiet au sujet de sa ligne à l'attaque. Le vétéran Tufuli Uperesa jouera au poste de bloqueur à droite et Don Smith retournera à son poste de joueur de centre. Smith doit jouer au cen-

tre parce que Bob McKeown est blessé. Le garde Tom Schuette a également été blessé dans un accident de la circulation et on ne sait pas quand il pourra revenir au jeu.

Une victoire des Riders leur donnerait une avance de quatre points sur les Alouettes de Montréal. Les Riders sont déjà installés au premier rang de la conférence de l'Est.

Michel Parizeau: capitaine des Nordiques

QUEBEC (PC) - Le joueur de centre Michel Parizeau a été élu capitaine des Nordiques de Québec, hier, par ses co-équipiers. Il remplace ainsi le défenseur étoile du club, Jean-Claude Tremblay, qui occupait ce poste depuis la fondation du club.

Ce dernier a démissionné de son poste expliquant qu'il voulait se concentrer davantage sur son jeu.

Le marathon du canal de Suez est annulé

LE CAIRE - Le gouvernement égyptien a annoncé hier matin que le marathon de natation de 25 milles dans les eaux du canal de Suez, qui devait avoir lieu en fin de semaine, avait été annulé pour des raisons techniques dont il n'a pas précisé la nature.

On sait que la jeune nageuse torontoise Cindy Nicholas, qui avait établi des records de traversée du lac Ontario et de la Manche, avait quitté la ville-reine dimanche pour l'Égypte et la Syrie.

hockey

Ligue nationale

Classement final
(matches hors-concours)

Section Norris

	J	G	P	N	Bp	Bc	Pts
Montréal	10	5	4	1	43	33	11
Washington	9	4	1	3	31	32	9
Pittsburgh	8	2	3	3	23	30	7
Détroit	5	2	1	2	20	19	6
Los Ang.	7	3	4	0	27	26	6

Section Adams

Boston	10	4	4	2	34	34	10
Toronto	7	3	2	2	16	11	8
Buffalo	9	3	6	0	25	35	6
Californie	4	2	2	0	15	15	

Section Patrick

Philadelph.	10	5	6	3	27	27	12
Atlanta	9	4	2	3	28	24	11
NY Rangers	8	4	3	1	6	26	9
NY Islanders	7	3	3	1	16	19	7

Section Smythe

Kansas City	6	3	1	2	19	13	8
Vancouver	7	4	3	0	27	25	8
St. Louis	7	1	3	3	21	26	5
Minnesota	7	1	3	3	16	22	5
Chicago	6	2	4	0	15	22	4

Aujourd'hui

Los Angeles à Montréal, 8h05
Chicago vs Rangers, 7h35
St. Louis à Détroit, 7h35

Californie à Atlanta, 8h05
Islanders à Kansas City, 8h35
Vancouver à Minnesota, 9h05

Demain

Montréal à Boston, 7h35
Washington à Philadelphie, 8h05
Détroit à Buffalo, 8h05

Vendredi

Rangers à Atlanta, 8h05

L.J.M.Q.

Section ouest

	G	P	N	Bp	Bc	Pts
Sherbrooke	3	1	0	29	19	4
Cornwall	3	1	0	22	17	6
Montréal	2	2	0	25	23	4
Laval	2	3	0	23	28	4
Hull	1	2	0	12	13	2

Section est

Sorel	3	2	0	24	28	6
Shawinigan	2	2	0	24	15	4
Chicoutimi	2	2	0	21	18	4
T.-Rivières	2	2	0	17	18	4
Québec	1	3	0	14	30	2

Demain

Sorel à Cornwall, 8h



w.h. perron

Le plus vaste centre de jardinage à Montréal

REGARDEZ-MOI ÇA!

Une livraison toute récente
des plantes d'intérieur les plus
belles et les plus exceptionnelles!

C'est précisément ce qu'il faut pour egayer votre foyer et le rendre plus accueillant. Choisissez-en une ou davantage maintenant pendant que le choix est bon. Chez Perron, vous obtenez toujours une qualité inégalable.

Notre équipe de spécialistes se fera un plaisir de vous aider dans tous vos problèmes de jardinage.



w.h. perron

515, boul. Labelle, Chomedey, Laval.

(1^{er} mille au nord du pont de Cartierville)

Vaste terrain de stationnement gratuit

Ouvert: du lundi au samedi de 8 h 30 a.m. à 5 h p.m.

TÉL: 332-3610

Phaneuf dénonce les querelles de clocher

Le Haut-Commissariat veut une plus grande municipalisation des loisirs

QUEBEC — "Les querelles de clocher appartiennent au passé, sinon au folklore, et le sentiment abusif de la propriété a fait place à une volonté sérieuse d'échanger les services et de mettre en commun les ressources, entendu que c'est là le seul moyen de réduire les coûts d'immobilisation et d'exploitation, au plus grand profit des contribuables."

C'est en ces termes que le ministre responsable du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, M. Paul Pha-

neuf, caractérisait l'intervention municipale en loisirs ces dernières années devant les délégués au congrès de l'union des municipalités, avant de faire part des préoccupations gouvernementales et de communiquer des informations sur les politiques et les futurs programmes destinés aux municipalités du Québec.

Le Point

Faisant le point, M. Phaneuf a constaté que l'étape de la municipalisation des loisirs est nettement

engagée, puisque 200 municipalités assument la gestion et l'animation des loisirs communautaires, et qu'on amorce dans quelques régions, la phase de l'intermunicipalisation, permettant un regroupement de ressources qui, prises isolément, ne pourraient satisfaire les besoins de la population. A cause de ses pouvoirs de taxation et de réglementation, la municipalité peut donner à son action de la stabilité et de la continuité.

Le ministre s'est particulièrement réjoui du

progrès résultant des efforts déployés pour mettre au point des mécanismes de concertation et de collaboration entre les municipalités et les commissions scolaires (plus de 200 protocoles d'entente). Cette concertation scolaire-municipale doit se retrouver davantage dans l'élaboration respective des programmes, afin d'éviter un recoupage et une duplication d'activités s'adressant à une même clientèle.

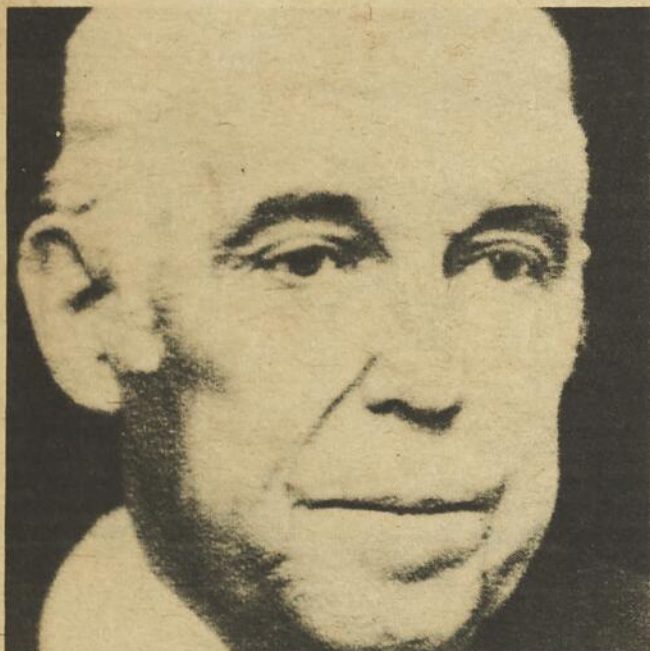
Estimant que ces programmes sont de plus en plus diversifiés, le con-

férencier a donné comme exemple le fait que l'on considère de moins en moins prioritaire la construction d'aréas et qu'on insiste de plus en plus sur l'aménagement d'espaces de plein air à la portée immédiate des citoyens.

Role du H.-C.

L'action du Haut-Commissariat ne peut donc viser d'autres objectifs que de soutenir, de renforcer et de compléter l'intervention municipale, ce

rôle demeurant strictement incitatif. Ses programmes sont une invitation à diversifier les services offerts à la population, afin de favoriser une accessibilité accrue des ressources de loisirs, non seulement au niveau sportif, mais aussi et tout autant aux niveaux culturel et plein-air. L'intervention du H.-C. comporte deux volets: 1-favoriser la mise en place d'équipements de loisirs; 2-favoriser l'amélioration des programmes offerts aux citoyens. Ce qu'il tente de faire tant bien que mal...



\$600,000 aux Seals

NEW YORK (PC) — Le président de la Ligue nationale de hockey, Clarence Campbell, a annoncé hier soir que la LNH avait fourni au nouveau propriétaire des Seals de la Californie, Mel Swig, un fonds de roulement de \$600,000.

Le conseil des gouverneurs de la LNH s'est réuni à New York pour poursuivre ce que Campbell a décrit comme les "travaux ménagers", lesquels accusaient un retard de plusieurs mois en raison de la ongueur des négociations relatives à la vente de l'équipe.

Swig, qui préside un groupe de 10 hommes d'affaires qui s'est porté acquéreur des Seals, devait déposer une garantie de \$1.5

million pour l'achat de l'équipe. Son dernier versement de \$100,000 le laissait à court de \$600,000 dans ses paiements.

Campbell a indiqué que le conseil des gouverneurs avait étudié un rapport sur les dispositions financières de Swig et qu'il était arrivé à la conclusion que "tout est en ordre" pour le match d'ouverture des Seals, demain soir, contre les Flames d'Atlanta.

Le secrétaire de la LNH, James D. Cullen, se rendra à Oakland pour mettre au point par l'intermédiaire d'une banque les derniers détails de la transaction.

"Dès que ce sera fait, M. Swig sera seul en affaires", a ajouté Campbell.

Pittsburgh 4, Washington 2

LANDOVER — Colin Campbell a compté un but sur un lancer frappé dans la dernière période en conduisant les Pingouins de Pittsburgh à un gain de 4-2 sur les Capitals de Washington hier soir, à l'ouverture de la 59e saison de la Ligue nationale de hockey.

Campbell a mis fin

à une égalité de 2-2 au début du troisième vingt, puis les Pingouins ont ajouté à leur avance à moins de deux minutes de la fin alors que Syl Apps a profité d'un jeu de puissance.

Les Capitals, qui n'ont remporté que huit victoires en 80 matches l'an

dernier, sont revenus de l'arrière en comblant un retard de 2-0 au cours de la seconde période.

Dave Burrows a ouvert le pointage pour les visiteurs avec un but lors d'un jeu de puissance au commencement du match, puis Vic Hakdfield a porté

la marge à 2-0 au début de la deuxième reprise.

Greg Joly a marqué contre la recrue Gord Laxton puis la recrue Tom White a égalé les chances à 12 secondes de la fin de l'engagement.

Laxton a effectué 26 arrêts à son premier match régulier dans la LNH.

\$1 million pour Connor ou Orantes

ROCHESTER (AFP) — L'Américain Jimmy Connors et l'Espagnol Manuel Orantes, champion de Forest Hills, se retrouveront fort probablement le 28 février prochain, à Las Vegas, dans un match-défi doté d'au moins un million de dollars, apprend-on hier à Rochester.

Bill Riordan, gérant du joueur américain, toujours considéré comme le numéro un mondial en dépit de ses défaites contre Ashe et Orantes dans les finales de Wimbledon et Forest Hills, a déclaré au journal "Rochester Democrat-Chronicle" que Connors disputera deux matches-défi dans les quatre mois à venir.

Le premier sera un double mixte qui doit opposer Connors et son ex-fiancée Chris Evert à Billie Jean King et Marty Riessen le 6 décembre au Caesars palace de Las Vegas. Il s'agira du premier match-défi en doubles.

Le deuxième, le match entre Connors et Orantes, ou Connors et le jeune Américain Vitas Gerulaitis.

bref sport

Le japonais Tsutomu Irie, l'Australien Bob Stanton et l'Irlandais John O'Leary se sont qualifiés hier pour le deuxième tour du Tournoi international des vedettes (International All Star Golf Tournament) organisé par Jack Nicklaus sur son nouveau parcours de golf à Columbus; dans l'Ohio.

Irie a battu le "jeune loup" Ben Crenshaw, 23 ans, ancienne vedette du golf amateur américain considéré comme un futur Jack Nicklaus, par 2 à 1 dans un match play. Stanton a éliminé l'Américain Mark Hayes 3 à 2 et O'leary a triomphé de l'américain Leonard Thompson 2 à 1.

Le tournoi, doté de 117,500 dollars dont 25,000 pour le premier prix se déroule sur les links du Muirfield Village Memorial Course. Jack Nicklaus et Tom Weiskopf sont qualifiés d'office pour les demi-finales prévues pour jeudi.

Une série de jeunes

joueurs américains conduits par J.C. Snead et Jerry Heard et six étrangers parmi lesquels figurent encore le Japonais Kazuware Takahashi, l'Ecosais Bernard Gallacher et l'Australien David Graham sont engagés dans l'épreuve.

Cent cinquante dollars pour les Jeux olympiques de Montréal, c'est trop cher pour la ville de Melfort, en Saskatchewan, qui a refusé de payer ce montant nécessaire pour mettre l'emblème des Jeux sur le courrier de la municipalité.

Selon les conseillers, les habitants de la Saskatchewan payent déjà suffisamment pour les Jeux de 1976 par l'achat de billets de loterie, de timbres et de monnaie olympique.

Al Watrous, maintenant âgé de 76 ans, et qui a gagné l'Omnium canadien de golf en 1922, a décidé de tenter sa chance au prochain omnium qui aura

lieu du 22 au 25 juillet 1976 à Windsor, en Ontario. Tom Weiskopf, le champion de 1974, et Al Watrous, sont les deux premiers golfeurs à s'inscrire.

La Fédération internationale d'athlétisme amateur a laissé savoir hier soir qu'elle s'inquiète du statut d'amateur du coureur Frank Shorter, malgré le fait que les autorités athlétiques américaines n'aient pas décidé de faire enquête sur les déclarations qu'il a faites le mois dernier à Washington à l'effet qu'il aurait (ainsi que d'autres athlètes) violé les lois de l'amateurisme.

Shorter a en effet déclaré devant la Commission sur les sports olympiques: "Nous sommes tous des professionnels. Il n'y a aucune distinction entre amateur et professionnel dans le domaine de piste et pelouse. S'ils appliquaient les lois de l'amateurisme, il n'y aurait personne d'éligible aux compétitions".

**mon
journal
du matin!**

avec Félix...
avec Yvon...
soyez des nôtres,
nous serons

Photo : Antoine Desillets

